

Direction générale de la Coopération au Développement – DGD
Service D5.1 – Aide Humanitaire

FORMULAIRE UNIQUE POUR LE FINANCEMENT D'UNE ACTION HUMANITAIRE

Table des matières

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES	2
2. ÉVALUATION DES BESOINS	2
3. ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION	11
4. CADRE OPÉRATIONNEL	15
5. QUESTIONS TRANSVERSALES	101
6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'URGENCE	102
7. COORDINATION SUR LE TERRAIN	105
8. PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	108
9. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, DE VISIBILITÉ ET D'INFORMATION	110
10. RESSOURCES HUMAINES	113
11. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES	116

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, un code couleur a été établi pour les éléments de rapportage :

Mali	
Burkina Faso	
Niger	
RDC	
Ouganda	

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 Nom de l'Organisation humanitaire: Vétérinaires sans Frontières – Belgium (VSF-B)

1.2 Titre de l'action:

Programme d'appui à la construction d'un environnement propice à la paix, à la stabilité, et au développement des zones agropastorales à forte insécurité au Sahel et dans les Grand Lacs

1.3 Zone d'intervention :

Pays	Région	Localités
Mali	Mopti	Cercles: Bankass, Djenne et Koro
Burkina Faso	Centre Est	Provinces: Boulgo, Koulpelogo, Kouritanga
Niger	Tillabéry	Département de Torodi : communes de Makalondi et Torodi
Uganda	Karamoja	Districts: Moroto, Napak, and Kaabong
DR Congo	Sud Kivu	Territoire d'Uvira, village de Bwepera

1.4 Date de démarrage de l'action: 14/10/2021

1.5 Durée de l'action en mois (cf. Art. 17, §2): 24 mois

1.6 Date de début d'éligibilité des dépenses: Date de signature de l'Arrêté Ministériel d'octroi.

1.7 Proposition et rapports:

Proposition initiale	☐	date: 15-07-2021
Proposition révisée n°.	☐	date: jj-mm-aa
Date de l'Arrêté Ministériel d'octroi		date: 14/10/2021
Date Acte Unilatéral		date: jj-mm-aa
Date lettre d'acceptation		date: 25/10/2021
Rapport intermédiaire	☐	date: 01/12/2022
Rapport final	☐	date: 31/03/2024

1.8 [INT] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la signature de l'acte unilatéral jusqu'au stade du rapport intermédiaire

Aucun échange de lettre n'est intervenu sur la période.

1.9 [FIN] Énumérez les échanges de lettres intervenus après la soumission du rapport intermédiaire jusqu'au stade du rapport final

Depuis la soumission du rapport intermédiaire, les échanges suivants ont eu lieu entre le Coordinateur des Programmes Humanitaires VSF-B basé à Bruxelles et l'Attaché aux ONGs de la D5.1 Aide Humanitaire :

- 03/10/2023 : Correspondances relatives au transfert d'équipements à la fin du Programme.
- 13/03/2023, 17/03/2023, 07/09/2023 : Correspondances relatives aux modalités de l'évaluation finale.

2. ÉVALUATION DES BESOINS

2.1 Date(s) d'évaluation; méthodologie et sources d'information utilisées; organisation/ personne(s) responsable(s) de l'évaluation

Cinq pays d'intervention du programme DGD quinquennal 2022-2026 de VSF-B ont été retenus pour ce premier programme DGD humanitaire, eu égard à leur contexte spécifique : Mali, Burkina Faso et Niger pour le Sahel, RD Congo et Ouganda pour les Grands Lacs. Ce choix est motivé par l'excellente connaissance de ces pays, qui sont des pays de concentration de VSF-B, et leur contexte humanitaire très préoccupant, caractérisé par :

- Conflits et insécurité chronique : rébellion armée, groupes armés non étatiques (GANE), extrémisme violent, conflits intercommunautaires, banditisme ;

- Importants déplacements de populations (interne et externe) et confrontations entre communautés agricoles et pastorales ;
- Sécheresses et inondations, qui affectent les moyens d'existence des populations déjà fragilisées par de nombreuses privations ;
- Crises alimentaires et nutritionnelles dramatiques, entraînant une malnutrition chronique chez les plus vulnérables (enfants et femmes enceintes et allaitantes) ;
- Destruction du tissu social, familial et communautaire ;
- Déficits structurels en services sociaux de base, dus en grande partie à l'abandon de la gouvernance des territoires par les services étatiques, mais aussi du fait des attaques des différents groupes armés visant les écoles, les centres de santé et les marchés ;
- Mécanismes de gouvernance affaiblis ou défaillants (étatiques et traditionnels/coutumiers) ;
- Violations récurrentes et majeures des droits de l'homme, en particulier violences basées sur le genre (VBG) et contre les enfants ;
- Interventions humanitaires de plus en plus exposées, voire ciblées par les attaques.

En plus de l'utilisation des plans de contingence établis par les humanitaires sous le leadership d'OCHA, la formulation de ce programme s'est appuyée sur des évaluations initiales réalisées par les équipes auprès des bénéficiaires des zones ciblées. Toutefois, une deuxième analyse sera programmée au début de l'action, afin d'actualiser les données. Selon les pays et dans une période allant du 15 au 30 Juin, les assistants techniques de VSF-B, appuyés par les équipes de nos partenaires locaux de mise en œuvre, ont conduit des missions d'évaluation initiale sur les zones ciblées. Y ont été combinés des entretiens directs avec les personnes ressources, les bénéficiaires (les autorités locales et communales, les représentants des déplacés et des familles hôtes), des enquêtes ciblées auprès d'agro-éleveurs des localités ainsi que des focus group réalisés avec des groupes d'hommes et de femmes des communautés hôtes et déplacées. Les équipes ont pris contact avec d'autres parties prenantes de l'intervention, notamment les services de développement social, les services de l'élevage et de l'agriculture, les services vétérinaires privés (SVPP) et les acteurs humanitaires actifs dans la zone. Des entretiens ont également eu lieu avec des partenaires stratégiques dans certaines capitales et chefs-lieux, notamment avec MdM, CARITAS et ENABEL. Ces séances de travail ont permis de faire le point de la situation sécuritaire et humanitaire en termes de besoins et effectifs des Personnes Déplacées Internes (PDI) et populations hôtes, types d'intervention en cours et de l'implication des acteurs locaux et acteurs humanitaires dans la gestion de la crise. Notons qu'une séance de travail a eu lieu avec l'ambassade de Belgique au Niger qui incluait une mission du siège DGD (Directrice Niger-Mali), un représentant du siège de ENABEL et l'officier de liaison militaire de l'ambassade. Il en est clairement ressorti un intérêt de l'ambassade pour cette intervention, qui viendra en support aux actions en perspectives dans la zone de Torodi.

2.2 Exposé du problème et analyse des parties prenantes

Le tableau ci-dessous présente les principaux problèmes identifiés au cours de ces différentes missions d'évaluation des besoins auprès des bénéficiaires ainsi que les priorités d'appuis proposées.

Groupes cibles	Principaux problèmes	Priorités d'appui
Ménages vulnérable - Communautés Hôtes	- Nombre élevé de PDI par rapport à la capacité de prise en charge (alimentation, eau, logement, infrastructures sanitaires) - Augmentation des prix des denrées de première nécessité - Epuisement des stocks alimentaires disponibles - Réduction des revenus / faible accès aux marchés - Risques élevés de maladie (Covid, paludisme...)	- Assistance alimentaire - Cash transfer ou cash for work - Assistance en intrants (semences maraichères, semences adaptées ou certifiées de céréales, engrais, pesticide, herbicides, etc.), - Appui en matériels et équipements de production (charrue, bœuf de labour) - Distribution de kits sanitaires (moustiquaires, savons + dispositifs de lavage des mains, bavettes)
Ménages vulnérables – PDI (y compris PDI retournés, le cas échéant)	- Accès limité aux vivres par manque de moyens financiers - Plus de stocks alimentaires - Perte des moyens d'existence (champ, bétail) et des sources de revenus. - Accès limité à l'eau potable - Mauvaises conditions d'hygiène générale, qui expose à toute sorte de maladie - Pas d'accès aux moyens de production (terres, matériels et intrants agricoles et d'élevage). - Faible accès aux soins de santé (paludisme, prise en charge des femmes et des enfants) - Crise de confiance / cohabitation difficile entre communautés - Absence d'une structure représentative et fiable des PDI	- Assistance alimentaire - Distribution de kits sanitaires (moustiquaire, savon + dispositif de lavage des mains, bavettes) - Distribution de kits NFI (ustensiles culinaires, couvertures, nattes, moustiquaires, lampe solaire) - Restauration des moyens d'existence : reconstitution de cheptel, appui à la production agricole voire maraîchère - Diversification des sources de revenus par les Activités Génératrices de Revenus (AGR): embouche bovine/ovine, petit commerce - Réalisation / réhabilitation de points d'eau - Formation et sensibilisation sur la cohabitation pacifique et acceptation de la diversité - Mise en place d'une structure inclusive de représentation réelle des PDI
Eleveurs pasteurs	- Accès difficile et limité aux pâturages et aux infrastructures (parc de vaccination, point d'eau, marché à bétail) à cause de l'insécurité. - Vols et enlèvements fréquents de bétail - Taux de mortalité et morbidité du bétail élevés - Accès limité aux intrants et aux services de santé animale (aliments, vaccination, traitements prophylactiques et curatifs, Auxiliaires d'Elevage -AE- insuffisants), - Prélèvements forcés de dîme (GANE) sur le bétail - Vente à perte du bétail (termes de l'échange bétail/céréales défavorables) - Conflits avec les agriculteurs	- Facilitation de l'accès à l'aliment bétail - Fourniture de semences fourragères et aménagement de réserves fourragères - Facilitation de l'accès aux services de santé animale de qualité - Reconstitution de cheptel - Construction/réhabilitation des points d'eau - Sécurisation des pistes de transhumance et de commercialisation du bétail - Mise en place, équipement et dotation en médicaments et vaccins des AE - Mise en place d'un système de contrôle / prévention des maladies du bétail
Agriculteurs	- Réduction des espaces de cultures par l'installation de populations déplacées - Interdiction de cultiver sur certains sites (imposition des GANE) - Moyens d'existence fortement affectés par la crise à travers la destruction des champs et matériels agricoles, - Destruction des stocks alimentaires (par les GANE) - Bradage des stocks de céréales - Accès difficile aux marchés pour s'approvisionner et vendre - Manque de semences	- Assistance alimentaire - Cash transfer ou cash for work - Assistance en intrants (semences maraichères, semences adaptées ou certifiées de céréales) - Appui en matériels et équipements de production (charrue, bœuf de labour) - Fourniture de semences améliorées pour ceux qui peuvent continuer à cultiver leur champ pendant la saison des pluies
Femmes	- Faible accès à la terre (accès spécifiquement réservé aux hommes), - Pas de source de revenu (manque d'AGR)	- Facilitation de l'accès à la terre pour la culture et le maraichage (périmètre maraicher, champs)

Groupe cibles	Principaux problèmes	Priorités d'appui
	- Mobilité réduite - Problèmes de santé non pris en charge : paludisme, maladies gastriques, suivi de grossesse - VBG, dont la plupart des cas ne sont ni déclarés ni pris en charge - Cas de femmes chefs de ménage (veuves, maris enlevés ou portés disparus suite aux actions des GANE), non prises en compte par l'aide humanitaire car exclues du ciblage	- Soutien au développement des AGR (saponification, petit commerce, embouche, aviculture) - Mise à disposition de plateformes multifonctionnelles - Mesures pour limiter les risques de VBG (améliorer la sécurité lors des déplacements des femmes, surtout la nuit)
Enfants	- Fermeture ou inexistence d'écoles sur place et dans les environs du site de déplacement, écoles trop lointaines - Insuffisance de capacités d'accueil des écoles dans les zones de concentration des PDI - Déscolarisation et désœuvrement, qui rendent vulnérable à la tentation de rejoindre les GANE - Absence de prise en charge des enfants pour les maladies fréquentes comme le paludisme - Pas de lieu récréatif pour les enfants déplacés	- AGR ou transfert monétaire aux ménages pour faciliter l'accès aux services de base (santé et éducation) - Faciliter le retour à l'école des enfants - Plaidoyer pour la scolarisation des enfants déplacés.
Jeunes	- Chômage/ Désœuvrement - Accès limité au financement, - Enrôlement dans les GANE	- Promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes, - Appui à la diversification des sources de revenus par les AGR
Autorités locales	- Confrontées à des crises récurrentes (sanitaire, sécuritaire, alimentaire...) - Manque de moyens pour apporter l'assistance aux populations - Manque de mécanisme de coordination et de suivi des actions des humanitaires - Manque d'évaluation des besoins des PDI et réfugiés - Manque de recensement et de suivi des PDI - Systèmes d'alerte précoce non fonctionnels	- Mise en place de cadre de dialogue intercommunautaire - Mise en place d'un cadre de coordination des intervenants - Recensement, avec mécanisme de mise à jour, des listes de PDI - Formation des autorités, services techniques et organisations des éleveurs - Redynamisation des systèmes d'alerte précoce - Elaboration de plans de contingence communaux -
Leaders traditionnels	- Submergés par les sollicitations multiples des PDI et familles hôtes - Moyens limités pour mener les concertations de paix et de cohésion sociale entre communautés	- Financement des cadres de concertation entre communautés - Renforcement des capacités des communicateurs traditionnels
Les services techniques déconcentrés	- Présence de GANE limitant les mouvements et activités sur le terrain, - Insuffisance en personnel et logistique	- Appui en matériel et équipement, - Renforcement des capacités techniques des agents
Autres acteurs humanitaires / développement	- Manque de coordination et de synergie - Concentration de l'aide au niveau des grandes localités	- Mise en place d'un cadre de coordination des intervenants - Ciblage des localités secondaires accessibles

2.3 Veuillez résumer les résultats de l'évaluation en établissant un lien avec l'action

2.3.1 Résumé des résultats de l'évaluation par zone d'intervention

MALI : Cercles de Koro, Bankass, Djenné

Les 3 cercles ciblés par l'action totalisent 12,393 ménages déplacés internes, soit environ 74,315 personnes, essentiellement des éleveurs et agro-éleveurs. Les principales raisons de leurs déplacements sont les tensions intercommunautaires et les conflits armés. Les services techniques de l'Etat ainsi que les vétérinaires privés se sont repliés respectivement dans les chefs-lieux de communes et de cercles, réduisant ainsi l'accès aux services d'élevage (santé et production). Dans la zone, le vol de bétails est monnaie courante, plus de 800 têtes de bovin et plus de 200 petits ruminants ont été signalés dernièrement. A cause de ces vols de bétail et des prélèvements par les GANE, certains éleveurs commencent à se déplacer avec leur troupeau vers le cercle de Djenné, plus sécurisé où vers les régions beaucoup plus au sud comme Ségou, Sikasso et Bamako. La population estimée en insécurité alimentaire dans ces 3 cercles est d'environ 214,780 personnes (soit 50% des personnes en insécurité alimentaire de toute la région de Mopti). Les prévisions indiquent une probable augmentation de 32 % entre juin et août 2021. Pour le moment le gap est considérable en termes d'assistance, l'essentiel des appuis provenant des familles hôtes.

BURKINA : Provinces Boulgo, Koulpelogo, Kouritenga

La région du Centre-Est connaît un indice de pauvreté monétaire de 36,1%, bien en dessous de la moyenne nationale (40,1%). Elle compte trois provinces, le Boulgou, le Koulpélougo et le Kouritenga, avec un total de 30 communes. Depuis 2018, elle a également connu des incidents sécuritaires, mais demeure relativement calme comparée aux autres régions. C'est pour cette raison qu'elle est devenue une zone de refuge pour les milliers de populations, essentiellement des agro éleveurs, qui fuient les attaques terroristes des GANE. Elle a accueilli, en l'espace de 3 ans, un nombre considérable de familles déplacées. Ces familles viennent essentiellement de communes intérieures ayant connues des menaces terroristes (19%) et des régions mitoyennes, notamment le Centre-nord (22%), l'Est (53%). A la date du 20 avril 2021, la région du Centre-est dénombre au total 31,258 personnes déplacées internes. La durée de leur déplacement varie entre 6 mois et 1 an pour les plus nombreux (81%) contre une durée moyenne de 3 à 5 mois pour les moins nombreux (19%). Ce constat est annonciateur d'une crise qui risque de se prolonger, d'où la nécessité pour tous les acteurs humanitaires de mieux se coordonner pour préparer et apporter des réponses adéquates.

NIGER : Communes de Torodi et Makalondi

Zone située à environ 100 km de la capitale et frontalière du Burkina Faso. Elle est essentiellement peuplée d'éleveurs et agro éleveurs et fortement soumise aux conséquences de l'insécurité grandissante due aux activités des GANE opérant le long de la frontière avec le Burkina Faso, où l'Etat est insuffisamment présent. Cette situation est aggravée par la longue fermeture des frontières terrestres due aux mesures de lutte contre la propagation du COVID, qui contribue à déplacer les populations vers les zones sécurisées. Selon les informations disponibles, 7,728 PDI sont recensées dans les deux communes : dans la ville de Torodi 643 ménages soit 4501 personnes, qui sont tous installées dans les familles hôtes ; 470 PDI soit 3,227 personnes installés dans les familles hôtes à Makalondi et dans 3 sites (Bantari, Galbangou Bankata). Toujours au niveau de Makalondi, il a été signalé 32 ménages (224 personnes) de réfugiés du Burkina Faso. Avec la recrudescence des activités des GANE, les flux de PDI sont en augmentation ces derniers temps.

RD CONGO : Village de Bwegera, Territoire Uvira

Les conflits identitaires et de mode vie (agriculteurs/éleveurs) sont les problèmes majeurs qui affectent le territoire d'Uvira, qui dure depuis plus de deux décennies et contraint les populations à vivre dans une insécurité permanente. L'influence de groupes armés (Red Tabara, FNL, CNRD, FDLR...) provenant des pays limitrophes et qui évoluent dans ces zones que l'Etat a du mal à contrôler exacerbe ces tensions. Cette récurrence de conflits et de violences détruit le tissu socio-économique de la zone, instaure une défiance entre communautés qui se manifeste par la création de groupes armés et/ou d'autodéfense locaux (Ngumino, Maï-Maï...), ce qui rend la cohabitation difficile et se manifeste par des pillages et des violences constantes. L'insécurité grandissante pousse ainsi la population à se déplacer du haut plateau d'Uvira vers la plaine de la Ruzizi et principalement à Bwegera. Récemment, les groupes armés Red Tabara (Burundais) et les Maï-Maï (Congolais) se sont affrontés dans différents villages de hauts plateaux d'Uvira. Ces violents combats

ont occasionné des tueries, pillages de bétail, incendies de villages entiers ainsi que plusieurs mouvements de populations civiles. Selon les statistiques du centre de santé de Bwegera, près de 6750 PDI (965 ménages), venues de 15 villages, ont été recensées, dans la plupart des cas hébergés dans les familles d'accueil à Bwegera, qui comptait 7495 habitants soit 1071 ménages avant ces déplacements, qui risquent encore de s'accroître.

UGANDA: Districts de Moroto, Napak, Moroto

L'insécurité dans la région de Karamoja a augmenté principalement du fait de l'augmentation de la présence d'armes légères en provenance du Sud-Soudan et d'une diminution de la présence du personnel de sécurité (en raison de leur redéploiement pour l'application des mesures de lutte contre le Covid). Les razzias de bétail sont devenues plus importantes et plus audacieuses, entraînant la perte de vies humaines et de milliers de têtes de bétail. Les raids à grande échelle appauvrissent des communautés entières, car les mécanismes communautaires de protection sociale s'effondrent en raison de la perte soudaine d'un grand nombre de biens essentiels à la subsistance. La détérioration des conditions de sécurité est encore aggravée par des sécheresses sans précédent dans le Karamoja, qui entraîneront une perte de récolte de plus de 90% en 2021. Certains des ménages les plus pauvres sont estimés en situation d'insécurité alimentaire d'urgence (phase 4 de l'IPC), notamment dans les districts de Kaabong et Moroto où les niveaux de malnutrition aiguë sont anormalement élevés. Le deuxième confinement, imposé en mai 2021, a une fois de plus empêché les éleveurs d'accéder aux marchés de bétail et d'en tirer profit, ce qui limite encore plus les possibilités d'achat des produits de base dont les ménages ont tant besoin. De plus, toutes ces conséquences négatives liées aux mesures de lutte contre le Covid sur les moyens de subsistance et les écoles ont poussé les jeunes désœuvrés, qui participaient auparavant aux petits commerces et au travail salarié dans les villes, à commettre des raids.

Les vengeances et les attaques de représailles se sont multipliées, dégénérant en conflits interethniques et transfrontaliers, entraînant des violations des droits de l'homme et des pertes de vies humaines, avec des effets disproportionnés de la violence sur les femmes. Les autorités publiques et les institutions locales de gestion des terres sont affaiblies et ne sont pas suffisamment équipées pour faire face à cette escalade de la situation. Les groupes ethniques sont donc de moins en moins enclins à adhérer aux accords de partage des ressources, ce qui entraîne un rétrécissement des terres de parcours accessibles pour le pâturage. La communication au sein des districts et entre eux est faible, ce qui entraîne une segmentation supplémentaire des rares mécanismes de gestion des conflits existants. Cette insécurité accrue a un impact sur la mobilité des communautés pastorales et sur leur accès aux zones de pâturage et aux points d'eau communs, mettant en danger à la fois les moyens de subsistance des communautés et l'environnement dont elles dépendent. Les communautés ont été contraintes d'abandonner les zones de pâturage, les points d'eau et même leurs maisons, entraînant la création de nouveaux lieux de survie, caractérisés par un manque de nourriture, d'installations d'hébergement et de services de base tels que l'eau et les médicaments, ainsi que par le mauvais état des routes d'accès. Les ménages en insécurité alimentaire se sont tournés vers le pillage ou d'autres mécanismes négatifs d'adaptation. La réintroduction des kraals protégés, impliquant l'enfermement forcé des troupeaux de bétail dans des enclos gardés par du personnel de sécurité, afin de protéger les animaux contre les raids, est associée à une forte transmission de maladies du bétail et à une mortalité élevée, ainsi qu'à une production animale réduite. L'insécurité et les mesures Covid-19 compliquent encore l'accès aux services vétérinaires et aux médicaments, dont le prix augmente.

2.3.2 Lien avec l'action

Les solutions proposées par les différentes parties prenantes locales ciblent les problèmes spécifiques de chaque acteur. L'impact recherché concerne le bien-être de toutes les communautés et groupes sociaux vivant dans les zones d'intervention cibles (*leave no one behind – do no harm*): les communautés hôtes et les communautés déplacées internes, qu'il s'agisse de pasteurs, agropasteurs ou agriculteurs, hommes ou femmes, jeunes vulnérables etc.. Les ménages les plus vulnérables et les victimes des conflits seront soutenus pour la protection et reconstitution de leurs biens d'élevage par des systèmes de transfert monétaires (bons d'achat) et la reconstitution de leur capital bétail. Des moyens de subsistance diversifiés et la promotion d'AGR seront organisés pour les groupes les plus vulnérables que sont les jeunes et les femmes (désarmés). Pour cela, il est envisagé de mettre en place des activités de travail contre rémunération pour la plantation d'arbres, l'irrigation, la réparation des routes d'accès, etc. L'accès aux services de base,

tels que l'eau, la santé, l'énergie de cuisine sera facilitée pour les communautés déplacées dans les sites d'hébergement et les routes d'accès réparées afin de permettre l'accès aux services sanitaires et vétérinaires et aux marchés. Le renforcement de la vulgarisation des services d'élevage par le biais des AE, du système traditionnel d'alerte précoce et du contrôle et de la prévention des maladies du bétail est une priorité. Afin de réduire les conflits, il convient de soutenir les réunions de dialogue communautaire, les forums visant à impliquer les dirigeants politiques de la région et les comités de paix, ainsi que les mécanismes appropriés de suivi, de récupération, de sanction et de remise du bétail volé aux propriétaires légitimes.

Les principaux Principes de Protection abordés dans notre programme sont :

1. Protection du droit de pouvoir vivre sa vie dignement (**Résultat 1**) à travers des activités de protection des moyens d'existence des ménages (alimentation et nutrition, AGR, cash-for-training, cash transfer inconditionnel, etc.)
2. Protection du droit au service de base pour tous sans discrimination (**Résultat 2**) à travers des activités de protection des conditions d'accès aux services de base, dont les services d'élevage (santé animale, aliments bétail, marchés etc.), de santé humaine et d'éducation, sans discrimination, via des activités d'information, de sensibilisation, de préservation et/ou de restauration de ces conditions d'accès.
3. Protection des droits d'accès & d'usage des ressources (**Résultat 3**) à travers les activités de renforcement des commissions foncières, des associations d'éleveurs, des comités des pâturages et points d'eau, des associations locales de développement, pour la gestion et l'aménagement du terroir et le suivi des couloirs de transhumance.
4. Protection du droit à la sécurité (physique), lié aux conflits intra/inter communautaires (**Résultat 4**) à travers les activités de soutien à la cohésion sociale pour assurer la sécurité physique de tous : promotion des dialogues intercommunautaires, intra et inter-districts et transfrontaliers, la médiation et la négociation pour la prévention et l'atténuation des conflits.

2.4 [INT] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins au stade du rapport intermédiaire, veuillez préciser

Mali :

Aucun changement majeur n'est survenu depuis l'évaluation initiale des besoins dans les 3 Cercles d'intervention du projet. Le niveau de vulnérabilité des populations reste très élevé, consécutif au contexte d'insécurité qui caractérise la zone, aux mauvaises récoltes de l'année précédente, dues notamment à la rareté des pluies, à l'accroissement des coûts des denrées alimentaires et à la faiblesse des réponses humanitaires face à l'intensité des besoins. Les informations du Cadre Harmonisé 2021 classaient les 3 cercles d'intervention du projet dans la phase de sous pression à la crise courant janvier 2021 à août 2022 avec 341.140 personnes touchées à Koro, 193.755 à Bankass et 115.162 à Djenné, représentant ainsi 44% du besoin humanitaire total exprimé de la région de Mopti. La zone d'intervention du projet se caractérise par une forte insécurité, qui affecte la vie des populations, limite leur accès aux ressources économiques (inaccessibilité des marchés, destruction des champs de cultures, vol de bétail, faible biomasse, insuffisance d'aide humanitaire etc.) et entraîne des situations de déplacements forcés de populations. Ces facteurs n'ont pas eu d'impacts négatifs sur les activités de VSF-B mais ont accentué les besoins humanitaires dans ces zones. Ainsi, selon le dernier rapport DTM (*Displacement Tracking Matrix*) produit par la Direction Nationale du Développement Social du Mali, en août 2022, on dénombrait 422.620 personnes déplacées (PDI) au Mali dont 193.823 personnes pour la seule région de Mopti. Dans les 3 cercles ciblés, le nombre de PDI a considérablement évolué, passant de 12.393 ménages (soit 74.358 personnes) au début des évaluations initiales à 15.547 ménages (soit 48.003 personnes) selon le dernier rapport DTM du 31/08/2022. Entre janvier 2021 et octobre 2022, 6.259 têtes de petits ruminants et 2.502 têtes de bovins ont été comptabilisées volées ou perdues dans les 3 cercles (*source : statistiques de services des productions et industries animales de Koro, Bankass et de Djenné*).

L'enquête ISAME – Indice de Stratégie d'Adaptation sur les Moyens d'Existence – réalisée en début de projet a été conduite auprès des bénéficiaires du projet via un échantillon représentatif. Les résultats de cette enquête (respectivement 64%, 49% et 56% des ménages de Djenné, Bankass et Koro ont eu recours à une stratégies d'urgence) ont indiqué une situation de vulnérabilité préoccupante des bénéficiaires du projet. Les stratégies d'adaptation les plus usitées sont : (i) la réduction des dépenses de soutien à la production agro-sylvo-pastorale et halieutique, (ii) la migration du ménage tout entier et (iii) l'emprunt d'argent pour l'achat de la nourriture. Concernant la situation alimentaire et nutritionnelle, une enquête relative au Score de

Consommation Alimentaire (SCA) a permis d'identifier une légère amélioration. Plus de 55% de ménages échantillonnés adoptent un régime alimentaire normale contre 50% à l'évaluation initiale.

Burkina Faso :

Depuis 2020, le Burkina Faso est devenu l'épicentre de la violence armée imposée en majorité par des groupes armés non étatiques (GANE). L'avènement des nouvelles autorités à travers un coup d'Etat en janvier 2022 a modifié le paysage sociopolitique et institutionnel et a conduit à d'importants bouleversements tels que la suppression des conseils de collectivités, lesquels ont été remplacés par les délégations spéciales. L'espoir suscité au début de l'arrivée des nouvelles autorités s'est au fur et à mesure estompé à travers la poursuite des attaques menées par les GANE, entraînant des déplacements massifs et forcés des populations notamment les femmes, les jeunes et les enfants. Un second coup d'Etat a été perpétré le 30/09/2022 avec pour conséquence l'élaboration d'une nouvelle Charte de la Transition et la mise en place d'un nouveau gouvernement. Depuis le début de la crise sécuritaire, les déplacements des personnes n'ont pas cessé mais ont constamment évolué. Le nombre de PDI dans la région du Centre-Est est passé de 31.258 en avril 2021 à 47.514 en avril 2022, soit une augmentation de plus de 65% en une année selon le tableau de bord du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). En septembre 2022, la même source faisait état de 53.257 PDI dans la région du Centre-Est. Dans les 4 communes d'intervention, les besoins des PDI et populations hôtes se sont accrus en intensité mais également dans leur nature.

On peut noter que les 4 communes d'intervention du projet (Bittou dans le Boulgou, Gounghin, Koupéla et Pouytenga dans le Kouritenga) concentrent à elles seules plus de 53,5% des PDI par rapport aux 26 autres communes de la région. La forte présence de ces derniers augmente le besoin des communautés hôtes et est susceptible d'impacter négativement le vivre ensemble et la cohésion sociale.

L'enquête ISAME sur la situation de référence des PDI réalisée en janvier 2022 dans le cadre du Projet indique qu'en moyenne 78,85% des PDI des 4 communes (Bittou, Gounghin, Koupéla et Pouytenga) se trouvent en situation d'urgence et sont contraints d'adopter des stratégies d'adaptation particulièrement négatives, mettant en péril leurs moyens d'existence. La situation est la plus exacerbée dans la commune de Gounghin. Chez les PDI comme chez la communauté hôte, les sources de revenus sont peu diversifiées et les opportunités d'emploi sont très faibles. Selon l'étude sur l'Analyse de la Vulnérabilité et la Fragilité, 25,68% des PDI exerce dans le petit commerce, 23,74% sont dans les travaux journaliers, 21,60% sont dans les travaux indépendants, 10,89% exercent des travaux d'entraide sociale, 19,89% sont dans la production céréales (mil, maïs, arachide) et 15,39% sont dans la commercialisation du bétail sur pieds. Il n'y a pas de possibilités d'AGR pour les jeunes filles qui sont obligées de passer de concession en concession pour chercher des travaux ménagers, augmentant ainsi leur vulnérabilité face aux risques d'exploitation, de violences sexuelles et violences basées sur le genre.

Niger :

La dégradation de la situation sécuritaire augmente les besoins des personnes déplacées internes ainsi que ceux de toute la population hôte. En effet, sous la menace armée, par peur ou par mesure préventive, plusieurs villages se sont entièrement déplacés vers les communes de Torodi et Makalondi. 7.728 PDI ont été recensées dans ces deux communes, lors de l'analyse initiale des besoins. En juillet 2022, 18.824 PDI étaient comptabilisés (augmentation de plus de 140%). Alors que le besoin d'assistance s'accroît, le problème d'accès s'accroît parallèlement ; et cela, à cause de la multiplication des incidents sécuritaires dans la zone allant des attaques sur les positions des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), au contrôle irrégulier d'identité, au carjacking et à l'explosion d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) sur les axes Niamey-Torodi et surtout l'axe Torodi-Makalondi. Cette situation a conduit les autorités régionales à classer l'axe menant à Makalondi de « rouge » et à conditionner l'accès à cette commune sujet à une escorte militaire. Makalondi qui est déjà presque isolée sur le plan des interventions humanitaires à cause de l'insécurité, devient presque « interdit » d'accès à plusieurs organisations humanitaires dont les principes excluent tout usage d'escortes militaires dans la fourniture d'assistance aux plus vulnérables. Des réflexions très avancées sont en cours pour la mise en place d'un corridor humanitaire pour faciliter l'accès à Makalondi.

RDC :

L'insécurité dans la plaine de la Ruzizi et principalement dans les hauts plateaux d'Uvira s'est accentuée suite à la multiplicité des groupes armés. Un nouveau groupe Mai-Mai Ebwela s'est ajouté au groupe Ngumino, Twagiraneho qui interdisait le passage de Red Tabara dans les hauts plateaux d'Uvira, précisément dans les villages de Kanogo, Bijambwe, fief du Général rebelle autoproclamé, Makanika. Dans ces villages, plus de 1.000 jeunes ont été pris et enrôlés de force pour des entraînements militaires.

Également, l'opération de traque des groupes armés menée par l'opération de l'*Eastern African Community* (EAC) a accentué l'insécurité dans la zone et contraint près de 1.540 déplacés qui venaient de retourner dans leurs villages en provenance de Bwegera et Kamanyola à revenir à Bwegera, un village encore stable. Le consortium formé par PIN (*People In Need*) et MdM (Médecins du Monde-Belgique) qui prenait en charge les soins de santé primaires et l'appui nutritionnel aux enfants a suspendu ses interventions depuis juin 2022, faute de financements. VSF-B, par l'entremise de son partenaire AFEMA prend en charge les soins de santé secondaires, mais se trouve dans l'impossibilité de suppléer cette charge faute de budget. Ainsi, VSF-B continue à plaider auprès d'autres organisations œuvrant dans la zone afin de couvrir ces gaps, étant donné qu'il s'observe plus de cas de pathologies primaires que secondaires à prendre en charge. A cela s'ajoute les nouveaux besoins de réinstallation des PDI retournés qui font appel au projet.

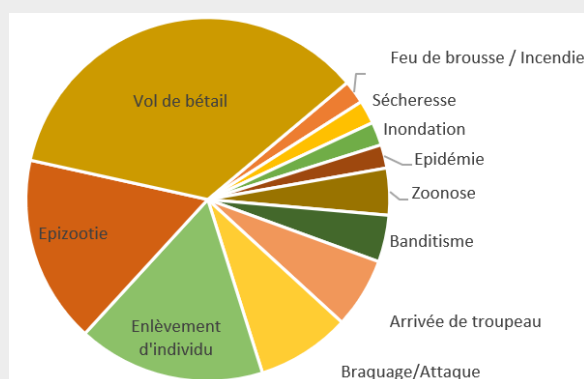
Ouganda :

Bien que la classification de la phase IPC pour Karamoja soit restée relativement la même (phase IPC 3), le nombre de personnes connaissant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë a augmenté de 30% à 41%, soit 518.000 personnes entre juin et août 2022. Ceci a eu pour conséquence de multiplier les ruptures des filets de sécurité des plus vulnérables. Entre juin et septembre 2022, le prix des denrées alimentaires a triplé dans la sous-région Karamoja, en conséquence indirecte de la guerre Russie-Ukraine. Dans 4 districts (Moroto, Napak, Kaabong et Kotido), des décès ont été enregistrés en raison de l'insécurité alimentaire grave et de la famine. Pour faire face à ces problèmes, un réalignement budgétaire a été effectué afin de fournir des subventions inconditionnelles au plus grand nombre de personnes extrêmement vulnérables et à leurs ménages.

2.5 [FIN] Si des changements sont intervenus dans l'évaluation des besoins après le rapport intermédiaire, veuillez préciser

Mali:

Les 3 cercles d'intervention du projet (Bankass, Koro et Djenne) se sont retrouvés sous pression durant la phase courante de mars à mai 2023 selon l'analyse du CH de mars 2023. Les cercles de Bankass et Koro ont basculé en situation de crise entre Juin et Août 2023 tandis que le cercle de Djenne est demeuré sous pression. La zone d'intervention s'est caractérisée par une succession d'incidents sur la période et par une accentuation du vol de bétail tel qu'en témoigne le graphique ci-dessous.



Catégorisation des incidents rapportés par les Relais Communautaires du Programme entre Février et Juin 2023 dans la zone d'intervention

De Janvier à Octobre 2023, un total de 309 incidents ont été répertoriés dans la région de Mopti avec 123 incidents dans les cercles d'intervention du projet. Dans le cercle de Djenne ont été observés durant les derniers mois du projet d'importants déplacements de population des villages de Tandiam, Djengo, Ouro, Diaba-Allaye, Abdoukarim, Biba, Montorobougou en dehors et à l'intérieur de la localité. Le Cercle de Djenné s'est caractérisé par des mouvements de populations internes. Ce contexte d'insécurité croissante a sensiblement affecté les populations vivant de l'élevage. Dans la commune de Fakala (Cercle de Djenné), le parc de vaccination et le marché de la commune demeurent inaccessibles jusqu'à date de l'élaboration de ce rapport. L'accès aux pâturages s'est restreint face au risque de se faire déposséder de leur bétail par les GANE. Enfin, les déplacements ont impacté négativement l'approvisionnement des marchés et les termes de l'échanges bétail – céréales.

Burkina Faso:

La situation sécuritaire est restée très volatile et a continué à se dégrader sur la période. Ceci a généré des déplacements continus dans certaines régions du pays et une explosion des besoins humanitaires. Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), à la date du 31 mars 2023 le pays comptait 2,062,534 personnes déplacées internes (PDI). Ces statistiques montrent une augmentation d'environ 3,17% par rapport à la publication actualisée du 28 février 2023 (1,999,127 PDI).

Niger:

Les besoins humanitaires augmentent constamment dans le département de Torodi où les menaces et attaques des groupes armés contre les populations civiles entraînent régulièrement des mouvements de populations vers les communes de Torodi et Makalondi. Ce sont plus de 28 000 personnes déplacées qui ont été enregistré dans le département de Torodi entre juillet 2022 et début octobre 2023. Parmi ces déplacés, il y a plus de 700 qui viennent du Burkina Faso.

Le coup d'Etat militaire intervenu le 26 juillet 2023 a impacté la disponibilité et l'accessibilité des ménages à l'alimentation. En effet, la fermeture des frontières qui s'en est suivie a provoqué une indisponibilité des céréales et l'inflation des prix sur le marché.

L'intensification des opérations militaires dans certaines zones dont Torodi et les restrictions d'accès imposées aux acteurs humanitaires dans ces zones par les responsables des régions et départements limitent l'assistance humanitaire face à des besoins grandissants.

RDC: Aucun changement significatif n'est survenu après le rapport intermédiaire.

Ouganda:

La sécheresse qui a sévi de décembre 2022 à avril 2023 affecté les capacités des populations, notamment des ménages les plus vulnérables. Elle a également entraîné la migration des éleveurs Turkana du Kenya renforçant, la pression sur les points d'eau dans le district de Moroto.

Depuis le rapport intermédiaire, une augmentation notable des incidents de conflit violent a été enregistrée, notamment entre décembre 2022 et mai 2023. Le conflit violent a également entraîné la perte de bétail, le district de Kaabong étant le plus touché. L'intervention a continué à faciliter les actions de gestion des conflits par le biais des structures communautaires (forums de femmes pour la paix, Comités de Paix et de désarmements). Depuis le début du projet, plus de 160 armes à feu illégales ont été volontairement cédées par les guerriers grâce aux efforts des structures communautaires susmentionnées. Afin de réinstaller les guerriers réformés dans des moyens de subsistance formels, le projet les a soutenu en les dotant de chèvres résistantes à la sécheresse pour reconstituer leurs troupeaux.

3. ORGANISATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

3.1 *Présence de l'Organisation humanitaire dans la zone d'intervention: bref aperçu de la stratégie et des activités actuelles ou récentes dans le pays*

La stratégie d'intervention de VSF-B

VSF-B vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages à travers l'élevage dans tous ses pays d'intervention. La stratégie thématique priorise les interventions liées à l'amélioration des services aux éleveurs (santé animale, alimentation du bétail, ...), la meilleure valorisation des produits et la promotion des chaînes de valeur de l'élevage ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire (meilleure disponibilité, accès facilité et meilleure utilisation des produits de l'élevage) avec un volet très important de renforcement des capacités des bénéficiaires, intermédiaires et partenaires locaux. VSF-B intervient systématiquement en partenariat avec des ONG locales, les organisations d'éleveurs, les collectivités et les services gouvernementaux disposant d'une expertise avérée en matière d'élevage, de thématiques pertinentes pour la résilience des ménages et d'une bonne connaissance des zones ciblées. Les interventions humanitaires de VSF-B s'inscrivent prioritairement dans le cadre des crises pastorales liées aux causes climatiques et en conformité avec l'approche *Livestock Emergency Guidelines and Standards* (LEGS) et prennent en compte les crises complexes comme celles liées à l'insécurité armée. L'objectif est toujours de préserver les moyens d'existence basés sur l'élevage, en apportant une assistance rapide aux éleveurs et agro-éleveurs, et en les aidant à protéger et reconstituer leurs biens d'élevage touchés par les crises pastorales. La mise en œuvre des actions humanitaires est basée sur les éléments clés que sont : une approche de ciblage des bénéficiaires équitable et transparente, le partenariat avec les acteurs locaux dans la préparation et la mise en œuvre, le respect strict des principes humanitaires et de "do no harm", des réponses adaptées aux

besoins spécifiques des sinistrés, la prise en compte de toutes les communautés vulnérables pour ne pas exacerber les conflits. Les trois objectifs en lien avec les moyens d'existence sont : (i) Fournir des avantages immédiats aux communautés affectées par une crise, (ii) Protéger les principaux biens liés à l'élevage des communautés affectées par les crises complexes que connaissent les zones ciblées et (iii) Reconstituer les principaux biens liés à l'élevage au sein des communautés affectées par la crise.

Mali : VSF-B est active au Mali depuis 1997 et y met en œuvre des projets de soutien au domaine de l'élevage depuis. VSF-B accompagne notamment la mise en place des SVPP, et soutien le développement des filières lait et aviculture, tout en soutenant l'autonomisation des femmes via le renforcement de leur pouvoir entrepreneurial.

Burkina Faso : VSF-B est active au Burkina Faso depuis 2005, dans différentes régions et sur différentes problématiques liées à l'élevage. Depuis 2012, face à l'afflux de réfugiés en provenance des pays frontaliers, VSF-B a noué un partenariat avec le HCR, afin d'améliorer la sécurité alimentaire de dizaine de milliers d'éleveurs et agro éleveurs ayant tout perdu dans leur exode.

Niger : VSF-B intervient au Niger depuis 2001, en particulier dans la mise en place des SVPP, reconnus par le gouvernement comme la seule approche de nature à combler le déficit de services de santé animale pour le pays. La filière lait y est également soutenue, ainsi que les filières viande et volaille. VSF-B a surtout développé un fort partenariat avec MdM Belgique, pour soutenir les structures locales d'alerte précoces et de réduction des risques sanitaires, dans le cadre de l'approche One Health.

RD Congo : En RD Congo, VSF-B totalise actuellement neuf ans d'expérience, dont cinq années d'intervention dans la province du Sud-Kivu, qui abrite la zone d'intervention de ce projet. VSF-B intervient y a accompagné l'installation du SVPP, mais les besoins en services de santé animale restent importants, notamment du fait de la présence de déplacés dans la zone, donc le niveau de vulnérabilité ne leur permet pas de recourir à ces services. Par ailleurs, VSF-B accompagne les acteurs de la filière lait, dans le cadre de l'amélioration de la production laitière dans un autre programme de développement (PICAGL) qu'elle exécute dans toute la province du Sud-Kivu. Les éleveurs, les producteurs des fourrages, les collecteurs, les vendeurs et les transformateurs des produits laitiers sont ainsi appuyés afin d'améliorer la production laitière dans la zone. Cette action offrira ainsi des opportunités pour des AGR de création/diversification des moyens de subsistance des PDI et communautés hôtes vulnérables. Cela montre clairement la complémentarité des actions déjà développées par VSF-B et ce projet humanitaire, tout en faisant la jonction entre l'urgence et développement dans le cadre du nexus. Cette intervention permettra ainsi de prendre en charge les préoccupations urgentes liées à l'aspect humanitaire et à la nécessité de Protection tout en donnant la possibilité d'un continuum vers le développement. Elle permet aussi de consolider les actions structurelles entreprises malgré les perturbations liées à la situation de l'urgence humanitaire.

Ouganda: VSF-B est actif en Ouganda depuis 2007 et intervient dans la sous-région Karamoja, plus précisément dans les districts de Moroto, Karenga et Kaabong. VSF-B dispose donc de 14 ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets à court et long terme ciblant les pasteurs, ainsi que dans la réponse aux urgences liées à la sécheresse. De 2008 à 2011, VSF-B est intervenue dans le Karamoja dans des contextes humanitaires et de développement à travers des actions de *Linking Relief Rehabilitation and Development*, notamment sur financements d'ECHO et de la FAO. La stratégie de VSF-B au Karamoja se concentre sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des communautés vulnérables. VSF-Belgique met actuellement en œuvre deux projets dans la région Karamoja : 1. la gestion intégrée durable des ressources en eau dans le district de Kaabong ; 2. le projet d'amélioration de l'élevage dans la région Karamoja. VSF-B se concentre donc non seulement sur la santé animale, la production et la commercialisation, mais aussi sur les questions plus larges de sécurité alimentaire, de diversification des moyens de subsistance, de génération de revenus, d'atténuation des conflits, de préparation à la sécheresse et de plaidoyer. Le programme humanitaire assurera un continuum entre les actions structurelles que VSF-B a mis en place et les exigences de Protection ainsi que les réponses humanitaires que la situation actuelle exige. En répondant aux besoins des plus vulnérables et en assurant un contexte plus favorable à la paix, ce programme assurera une continuité avec les activités de développement actuellement en place.

3.2 Actions en cours et demandes de financement introduites auprès d'autres donateurs, dans la même zone d'intervention

Mali : VSF-B met en œuvre au Mali le Projet de Renforcement de l'Entente et de la Cohésion Intercommunautaire au niveau Transfrontalier (PRECIT) dans un consortium composé de AFL (lead), ICD, et APAPA-PH dans les cercles de Koro, Douentza, Mopti, Bandiagara, Bankass. Ce projet a pour objectif de renforcer la cohésion sociale et la prévention des conflits dans des zones fragilisées par la crise sécuritaire et climatique. Dans ce projet, VSF-B a mis en place deux réseaux de santé animale, composés de vétérinaires privés en réseau avec des auxiliaires d'élevage dans les villages. Compte tenu de l'insécurité, les vétérinaires n'ont pas accès aux villages reculés, ce sont donc les auxiliaires qui interviennent. Ce dispositif de santé animale va être mobilisé pour le suivi et le programme de prophylaxie dans les zones ciblées par cette action. Aussi les bénéficiaires de cette intervention vont être connectés aux banques aliments bétails construits par le PRECIT, pour approvisionnement en aliments bétail et engrais. Le module de formation sur la mobilité du bétail utilisé dans des débats informés va également être valorisé par cette intervention. VSF B développe au maximum les synergies avec des organisations présentant des expertises complémentaires (agriculture, nutrition, hydraulique, santé) et envisageant des activités en commun ciblant des groupes cibles identiques. Dans ce cadre, VSF et la CRB envisagent la même zone d'intervention. Les deux ACNG vont donc se concerter dans le ciblage des bénéficiaires afin de maximiser les impacts de chacun. La synergie sera aussi recherchée avec MercyCorp, qui intervient dans les cercles de Koro, Bankass et Djenné en appui aux déplacés par la distribution d'aliments bétail, de Kits Wash, réhabilitation des points d'eau, de cash transfert. Avec SNV, seront développées des synergies dans le cadre de son Projet Agro-alimentaire pour la Résilience et le Développement Économique au sud (PRO-ARIDES), en cours à Koro et Bankass, portant sur les chaînes de valeur et le réaménagement des parcours. Avec ces deux structures, VSF-B évitera la duplication des actions en se concertant sur le choix des villages et des bénéficiaires directs. VSF-B met encore en œuvre le projet SIT Sahel LAFIA dans la région de Mopti depuis 2019, sous financement d'ENABEL. Ce projet collecte et diffuse des informations aux éleveurs et agro éleveurs sur la situation pastorale afin de prévenir les conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles, mais également à ces éleveurs de mieux s'adapter face aux changements climatiques, en adoptant de bonnes pratiques d'élevage, identifiées et transmises via des solutions numériques. Les bénéficiaires ciblés seront intégrés à ce dispositif. Les leçons apprises sur le programme Pastoralisme et la résilience mis en œuvre par la FAO sous financement par ENABEL en coopération déléguée dans le cadre de la coopération bilatérale seront valorisées dans le cadre de l'intervention.

Burkina Faso : Les données récentes de l'évaluation multisectorielle MSNA des besoins conduit par REACH en juillet-août 2020 a montré qu'il y existe encore un gap non comblé en termes de services de santé animale dans toute la région du Centre-est. A noter aussi l'insuffisance de l'accès aux services de soutien à la production animale, notamment l'accès à l'alimentation, l'eau et le suivi-encadrement. A travers son prochain programme quinquennal 2022-2026, VSF-B va s'efforcer de maintenir les acquis engrangés dans la région du Sahel en termes d'accès aux services de santé animale (programme 2017-2021) et développer des services de soutien à la production agricole et animale dans la région du Centre-Est (mise en place d'un SVPP prévue notamment), alors que ce présent programme humanitaire 2021-2023 permettra de combler les gaps qui ne pourront pas être couverts en matière de protection des moyens d'existence, en plus de la mise en place d'un second SVPP dans les localités les plus éloignées où les populations sont les plus vulnérables. VSF-B met également en œuvre un projet en partenariat avec Enabel dans cette région du Centre-Est depuis janvier 2021, ce qui permettra une mutualisation des équipes.

Niger : VSF-B intervient actuellement dans le département de Torodi, où elle a accompagné l'installation d'un SVPP, mais dont les besoins en AE n'ont pas été tous couverts. Plus généralement dans la région de Tillabéri, plusieurs projets ont été et sont actuellement mis en œuvre par VSF-B, notamment en matière de gestion des ressources naturelles (aménagement pastoraux, gestion de la mobilité pastorale, système d'information des transhumants, etc.), d'installation de SVPP, d'appui au renforcement de la filière lait avec l'installation des centres de collecte de lait local et la structuration des éleveurs autour de ses centres, de renforcement de la résilience des population (reconstitution du cheptel, développement des AGR surtout pour les femmes, accès au marché, filière volaille, etc.). Toutes ces interventions ont eu lieu dans les mêmes zones ou dans les zones limitrophes à la zone d'intervention de ce programme humanitaire, qui bénéficiera

donc des investissements ainsi réalisés. Cette zone est particulièrement pertinente pour la stratégie de restauration de la paix de l'ambassade de Belgique et d'Enabel, en accompagnement de la nouvelle stratégie militaire du gouvernement nigérien visant à rétablir la sécurité et favoriser le retour des PDI dans leurs villages d'origine. L'intervention de VSF-B sera donc potentiellement adaptée à l'évolution de cette stratégie en cours de mise en œuvre, dans le respect du Nexus « Humanitaire, Développement, Paix ». Des premiers contacts ont eu lieu avec le consortium MdM Belgique et Plan International sur leurs activités dans la zone, qui vont concerner entre autres la prise en charge des VBG pour le même groupe cible.

RD Congo : Actuellement, VSF-B formule avec Médecins du Monde Belgique un programme One Health dans le futur programme DGD 2022-2026 afin d'améliorer la santé humaine-animale et environnementale ainsi que la résilience des communautés aux risques sanitaires et événements environnementaux extrêmes. Ce programme de développement s'articulera avec le programme d'urgence dans la mesure où il posera les bases nécessaires qui permettront de prévenir/gérer certaines crises sanitaires (santé humaine et animale) et catastrophes liées à l'environnement pouvant replonger la zone dans l'urgence humanitaire alors que le présent projet humanitaire assurera la protection des plus vulnérables (en particulier PDI) et réinstaurera les bases d'un dialogue pacifiée entre communautés. VSF-B est en négociation avec la Banque Mondiale et le ministère congolais en charge de l'élevage pour la prolongation du programme PICAGL pour les années 2022 et 2023. Ce projet continuera à renforcer le développement de la chaîne de valeur élevage laitier dans la province du Sud Kivu pouvant offrir des opportunités pour les PDI d'initier des initiatives économiques dans une perspective de réhabilitation et pour le long terme. A Bweyera, deux organisations humanitaires sont actives en faveur des déplacés avec laquelle une collaboration sera opérationnalisée : Ebenezer dans le secteurs abris et WASH et MSF-Hollande dans le secteur santé.

Ouganda: Dans les districts ciblés, les communautés spécifiques ciblées par le projet humanitaire ont été sévèrement touchées, manquent de services sociaux et ont des options limitées pour trouver de la nourriture étant donné la détérioration de la situation humanitaire. Le projet KLEP, actuellement en cours de mise en œuvre avec le *Matheniko Development Forum* (Madefo) et la *Dynamic Agro-pastoralist Development Organization* (DADO) vise à améliorer la sécurité alimentaire et économique des ménages pastoraux par l'optimisation de la production animale ; il cible 201.000 bénéficiaires. Cependant, ces bénéficiaires ne sont pas classés dans la phase 4 de l'IPC en raison de leur participation à la méthodologie VSLA et de leurs capacités à accéder à des programmes de microcrédit. Ils ne sont donc pas considérés pour bénéficier de l'aide humanitaire. Toutefois, dans le même temps, la situation humanitaire dans le Karamoja s'est détériorée à cause du Covid (fermeture des marchés aux bestiaux, restrictions de mouvement, etc.), de la sécheresse qui a entraîné de mauvaises récoltes et du conflit qui a entraîné des pertes de vies humaines et de bétail, ce qui a encore érodé la résilience des communautés. La présente action humanitaire comblera donc cette lacune en permettant aux ménages extrêmement vulnérables et dont les mécanismes de survie ont été érodés d'être directement ciblés. Des subventions inconditionnelles en cash permettront aux ménages vulnérables d'acheter des produits de première nécessité (nourriture, vêtements) et, éventuellement, d'accéder à des programmes de microcrédit qui seront soutenus par le projet de développement de la chaîne de valeur de l'élevage qui se déroulera de 2022 à 2026. L'argent pour la formation des jeunes et des femmes permettra à ces groupes cibles d'acquérir des compétences tout en leur permettant d'accéder à des programmes de microcrédit. Le réapprovisionnement des ménages extrêmement vulnérables, associé à des actions de santé animale, permettra aux éleveurs ayant abandonné leurs activités de participer à la chaîne de valeur du bétail. Enfin, les actions d'atténuation des conflits et le renforcement des capacités des institutions de gestion des parcours permettront de répondre d'urgence aux situations de conflit et de protéger les principaux moyens de subsistance (bétail) tout en garantissant l'accès aux pâturages et à l'eau. En outre, VSF-B travaillera en étroite collaboration avec les groupes de travail sectoriels du district et les plans d'urgence, et reliera les bénéficiaires ciblés à d'autres actions telles que la santé animale (FAO), la distribution de nourriture (PAM), la supplémentation nutritionnelle pour les enfants malnutris (UNICEF, CRS) et les actions d'hygiène et d'assainissement (Save the Children, WHH et les projets WASH mis en œuvre par VSF-B). Enfin, les actions de réhabilitation des points d'eau seront mises en œuvre en synergie avec les activités d'hygiène et d'assainissement actuellement mises en œuvre dans le district de Kaabong par VSF-B et financées par le Partenariat flamand Water for Development.

3.3 [FIN] Enumérez les autres opérations exécutées par l'Organisation humanitaire ou ses partenaires de mise en œuvre au cours de la même période dans cette zone d'intervention et décrivez comment les risques de double financement ont été évités

Mali:

VSF-B n'a pas mis en œuvre d'autres intervention dans la zone d'intervention lors de la période d'exécution du Programme.

Burkina Faso:

Entre Janvier 2021 et Mai 2023, VSF-B a mis en œuvre dans la région du Centre-Est, le Projet de Mobilisation et Intermédiation Sociales pour une réalisation et une Gestion durable des Infrastructures économiques dans la Région du Centre-Est » (MISGE-CE) avec le soutien d'ENABEL. L'objectif de ce projet est de contribuer au développement socioéconomique des populations à travers une mobilisation et une intermédiation sociale pour la réalisation et la gestion durable des infrastructures économiques. Cette intervention a touché 870 bénéficiaires directs et 10.000 bénéficiaires indirects dans 10 communes de la région. VSF-B a par ailleurs exécuté le projet d'Appui à l'autosuffisance et soutien au développement de la résilience des Personnes Déplacées Internes et communautés hôtes. Ce projet, dont l'objectif est de renforcer l'autonomisation des personnes sous mandat du HCR a été mise en œuvre dans plusieurs régions du pays, parmi lesquelles la Région du Centre-Est. VSF-B a écarté les risques de double financement à travers des mécanismes de planification propre à chaque intervention et le recours de ces outils de suivi et monitoring financier de l'organisation.

Niger:

Dans le département de Torodi, VSF-B met en œuvre deux autres opérations :

1. Projet d'Appui à l'empowerment Des Jeunes – « PAJE -GAKASSINEY »

Financé aussi par la Direction générale de la Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) du Royaume de la Belgique, ce projet comporte 4 grands axes d'intervention : (i) Appui aux microentreprises, (ii) Développement des AGR dans les CVE, (iii) Appuis aux CFM, (iv) Gouvernance communale/paix durable. Il intervient dans la région de Tillabéri et spécifiquement dans les départements de Gothèye (Dargol et Gothèye) et Torodi (Torodi comme commune concernée). Il se focalisera sur les jeunes femmes et hommes pour contribuer au renforcement de la résilience et la cohésion sociale à travers l'autonomisation économique et la participation citoyenne

2. Le Projet Assistance alimentaire des populations agropastorales hôtes et déplacées dans le département de Torodi, région de Tillabéri « GOMNI »

Le projet qui est financé par la Direction Générale de la Commission Européenne à la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), vise à contribuer à la couverture des besoins alimentaires de base des populations hôtes et déplacées internes les plus vulnérables pendant la période de soudure dans les communes de Torodi et Makalondi afin de préserver leurs moyens d'existence. Il organise des opérations de distribution de vivres, de farine enrichie et de yaourt aux populations hôtes et PDI bénéficiaires des communes de Torodi et Makalondi.

RDC:

Au cours de la période, VSFB a mis en œuvre le projet d'Accélération des Innovations Agricoles dans la région des Grands Lacs (AID-I GLR). Cette intervention, réalisée dans le cadre d'un consortium IITA-Rikolto-SARCAF sous le lead de Rikolto a démarré en février 2023 et s'est exécuté dans les Territoires de Kabare, Kalehe, Walungu et Uvira. Certaines innovations telles que la fabrication artisanale des blocs à lécher, l'insémination artificielle, la vaccination des veaux/veles contre la théilériose bovine, l'accompagnement des mini laiteries sur l'hygiène du lait, la formation sur l'ensilage sont en cours de diffusion. Le projet cible 58 420 bénéficiaires directs dont 20 000 éleveurs des caprins, 38 000 éleveurs des bovins, 400 collecteurs du lait, 10 bénéficiaires des Banques à Aliments Bétail (BAB). Etant donné que les activités diffèrent de celles du présent Programme, les risques de double financement étaient particulièrement faible. En revanche, cette intervention a offert l'opportunité d'ajouter un complément à l'aide fournie aux bénéficiaires dans la zone.

Ouganda:

VSF-B a mis en œuvre une autre programmation au Karamoja à travers le programme Livestock Value Chain Development – LVCD - DGD Quinquennal. Les mesures suivantes ont été prises pour éviter un double financement.

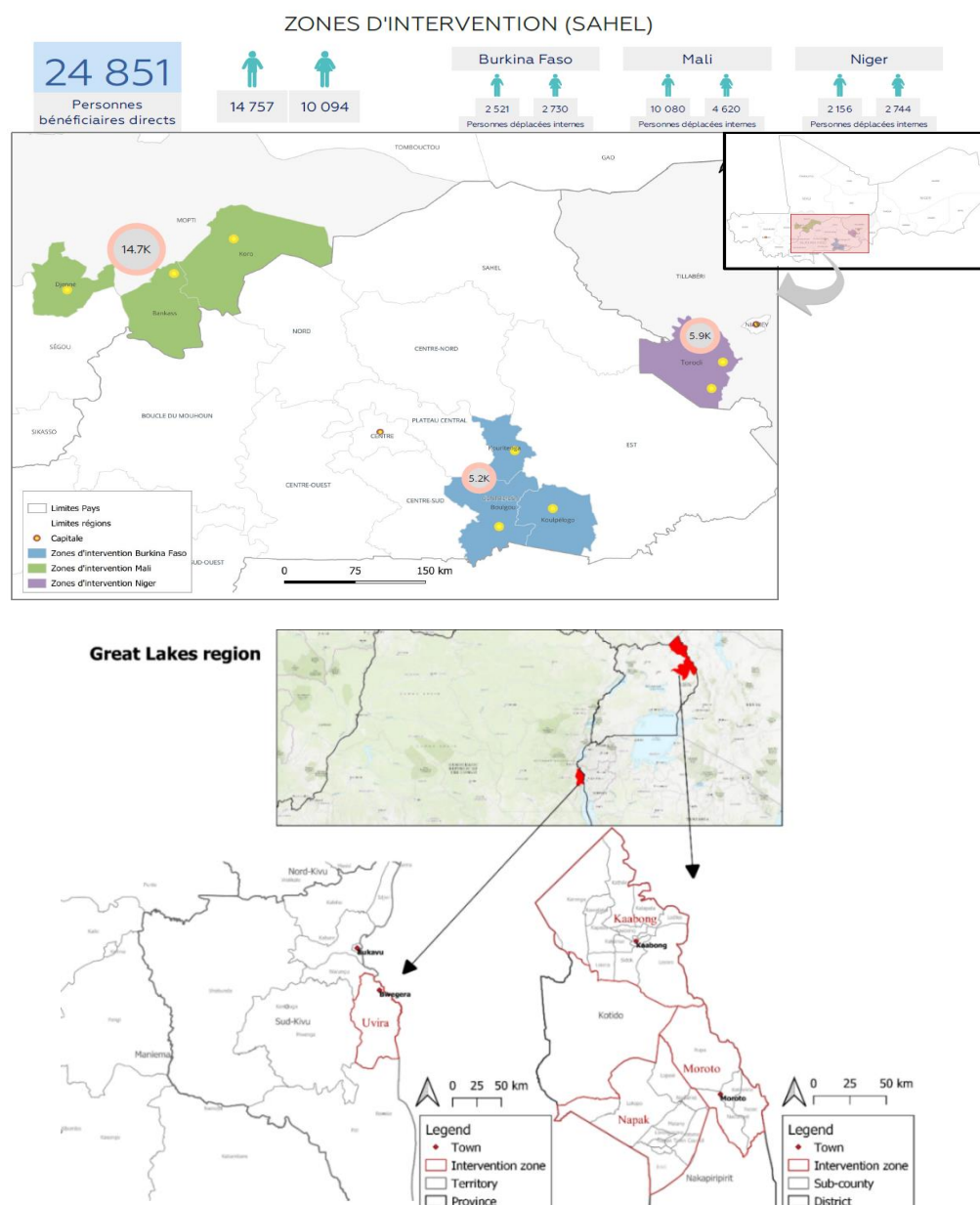
1. Différentes zones de mise en œuvre : Dans les districts de Napak et de Kaabong, le programme humanitaire a ciblé les zones gravement touchées par l'insécurité et pour lesquelles une assistance immédiate était nécessaire. Dans ces endroits, les activités de développement n'étaient pas réalisables sur la période.

2. Activités différentes : Des précautions ont été prises pour éviter les chevauchements d'activités. Dans 2 cas, les activités des projets LVCD et humanitaire étaient similaires, à savoir 1. Réhabilitation des points d'eau : La réhabilitation des points d'eau n'a pas été mise en œuvre dans le district de Kaabong ; de plus la réhabilitation des points d'eau dans le cadre du projet LVCD a été reportée et n'a pas été mise en œuvre. 2. Vaccinations d'urgence : Les vaccinations d'urgence ont été reportées dans le cadre du projet LVCD pour Moroto, Kaabong, mais mises en œuvre à Karenga qui n'est pas couvert par le projet Humanitaire. 3. Synergies : Les actions de consolidation de la paix et la protection des biens ont permis la reprise de la mise en œuvre du projet LVCD qui avait été précédemment retardée pour des raisons de sécurité.

Par ailleurs, au cours de la période couverte par le rapport, VSF-Belgium a reçu un fonds de la province du Limbourg. Ce fonds ciblait les ménages vulnérables qui avaient été déplacés par un conflit violent dans le district de Napak. Cette ressource additionnelle s'est avérée particulièrement synergique avec les actions du présent programme et a permis d'atteindre 100 bénéficiaires supplémentaires de subventions conditionnelles pour la production de cultures.

4. CADRE OPÉRATIONNEL

4.1 Localisation exacte de l'action



4.2 Bénéficiaires

4.2.1 Nombre total de bénéficiaires directs :

Pays	Région	Localités	Personnes Bénéficiaires
Mali	Mopti	Bankass, Djenne, Koro	14,700
Burkina Faso	Centre Est	Boulgo, Koulpelogo, Kouritanga	6,550
Niger	Tillabéry	Makalondi, Torodi	13,643
DR Congo	Sud Kivu	Bwegera, Uvira	13,955
Uganda	Karamoja	Moroto, Napak, Kaabong	31,240
Total			80,088

4.2.2 Spécificités des bénéficiaires directs

Pays	Région	Localités	Ménages Hôtes	Ménages PDI
Mali	Mopti	Bankass, Djenné, Koro	650	1450
Niger	Centre Est	Boulgo, Koulpelogo, Kouritanga	600	1349
Burkina Faso	Tillabéry	Makalondi, Torodi	150	600
DR Congo	Sud Kivu	Bwegera, Uvira	1,071	904
Uganda	Karamoja	Moroto, Napak, Kaabong	5,620	700
Total			8,091	5,003

NB : Les profils spécifiques des bénéficiaires directs seront affinés au cours de la détermination des baselines au démarrage du projet.

4.2.3 Mécanismes et critères d'identification des bénéficiaires directs

Le ciblage s'effectuera de manière participative, avec l'implication des autorités locales et de la communauté humanitaire. VSF-B examinera, avec les communautés, les différents aspects de la vulnérabilité (physique, sociale, économique et environnementale) et analysera quels aspects pourraient être abordés par les différentes activités proposées. Le mécanisme de ciblage et les critères précis seront fixés après discussions avec la communauté selon l'analyse de la situation et de la réponse la plus adaptée. Les ménages seront identifiés par les chefs et les membres de la communauté et les résultats sont triangulés et vérifiés par VSF-B. Cette approche est particulièrement adaptée aux différents contextes car les zones sont caractérisées par une faible capacité administrative et des structures communautaires fortes. Le ciblage sera ainsi conduit par un comité ad hoc de ciblage, constitué des autorités des collectivités territoriales, des chefs de villages ou de quartiers hôtes, des élus locaux, des services techniques déconcentrés, des représentants des PDI et autres intervenants humanitaires. Les principaux critères utilisés pour la sélection des bénéficiaires sont l'exposition élevée à l'insécurité d'incidence et le risque élevé de famine dû à la vulnérabilité ou à l'aggravation de la situation de sécurité alimentaire. Les personnes vulnérables seront sélectionnées sur la base d'arguments liés au genre, à l'économie, à la société, à l'inclusion ou à l'environnement. En outre, les personnes présentant des risques de protection spécifiques au contexte, tels que le risque accru de recrutement de jeunes dans des groupes armés, seront également incluses. Enfin, les personnes se trouvant à la limite du seuil des "plus vulnérables" utilisé pour déterminer l'éligibilité, notamment les individus ou les ménages qui s'engagent dans des mécanismes d'adaptation négatifs, seront également ciblées. Les mécanismes seront suffisamment souples pour accepter des demandes de protection continues, au-delà de l'évaluation et du ciblage initiaux, de la part des acteurs de la protection et des bénéficiaires, et incluront un système de retour d'information/plaintes.

Les critères spécifiques de vulnérabilité considérés seront notamment 1) Ménages dirigés par une femme ; 2) Ménages comprenant les femmes enceintes ou allaitantes. 3) Ménages dirigés par des personnes âgées sans soutien ; 4) Ménages dont au moins un membre présente un handicap mental ou physique ; 5) Ménages composés de plus de neuf membres ; 6) Ménages accueillant plus de quatre PDI ; et 7) Ménages avec au moins deux enfants de moins de cinq ans. Dans un souci de transparence, les critères seront largement communiqués aux communautés avant que l'enquête de vérification ne soit déroulée, la sélection définitive sera faite au sein du comité et la liste définitive sera restituée en public lors de foras communautaires. Un comité de plainte sera mis en place pour répondre aux éventuelles sollicitations de personnes plaignantes.

Des PDM (Post Distribution Monitoring) seront conduites pour évaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires, et tirer les enseignements pour les opérations futures.

4.2.4 Décrivez l'ampleur et les modalités d'implication des bénéficiaires directs dans la conception de l'action

Pour une forte adhésion des communautés locales et une meilleure prise en compte de leurs besoins prioritaires, la stratégie adoptée porte sur l'implication des acteurs locaux et des bénéficiaires dès la conception et la formulation de l'action. Les populations touchées par la crise identifieront leurs propres risques et avantages en matière de protection ainsi que leurs mécanismes d'autoprotection lors des évaluations de besoins prévues au début de chaque année de projet. Les objectifs du programme et la méthodologie de ciblage seront expliqués à tous les membres de la communauté, y compris aux non-bénéficiaires, afin de garantir une transparence totale. Les différences et les chevauchements entre les besoins spécifiques, les risques de protection et la vulnérabilité économique seront également discutés avec les communautés et, par conséquent, les communautés seront engagées dans la définition de la vulnérabilité et de qui est vulnérable dans une situation et une communauté donnée. Les autorités communales seront appuyées pour mettre en place une structure de représentation formelle des PDI qui sera représentative et inclusive. Les membres de la structure des PDI participeront activement à toutes les actions de ciblage, de distribution, de mobilisation, de sensibilisation, de formation et de suivi de l'évolution de protection des PDI. Il sera également mis en place un mécanisme de veille et de plainte au sein des bénéficiaires pour assurer la redevabilité à tous les niveaux.

4.2.5 Autres bénéficiaires potentiels

Pays	Zones	Personnes Bénéficiaires indirectes	Commentaire
Mali	Bankass, Djenne, Koro	106,431	L'ensemble des populations qui vivent dans les localités d'intervention vont bénéficier d'un : - Meilleur service rendu par les autorités, les services techniques, et leurs représentants dans les différents comités et commissions - Meilleur accès aux services sociaux de base, aux services de santé animale, et aux des services d'approvisionnement en intrants - Cohabitation plus apaisée à la suite des espaces de dialogue intercommunautaire - Meilleure coordination des actions de développement et humanitaire.
Burkina Faso	Boulgo, Koulpelogo, Kouritanga	30,888	
Niger	Makalondi, Torodi	154,000	
DR Congo	Territoire Uvira	929,998	
Uganda	Moroto, Napak, Kaabong	72,800	

4.2.6 Bénéficiaires directs par secteur

NB : La répartition exacte des bénéficiaires directs par secteur sera finalisée au moment de la détermination de leurs profils spécifiques, au démarrage du projet.

4.2.7 [INT] En cas de changement, veuillez expliquer

La répartition des bénéficiaires directs par secteur est présentée dans le tableau ci-dessous :

Nombre de bénéficiaires directs par secteur et par pays						
Secteur	Mali	Burkina Faso	Niger	RDC	Ouganda	Total par secteur
Sécurité alimentaire à court terme et moyens d'existence	14.700	5.229	5.250	5.614	5.521	36.314
Opérations relatives aux mines						
Education en urgence						

Eau, Assainissement et promotion de l'hygiène				1.890	34.416	36.306
Santé				1.455		1.455
Nutrition						
Abris et habitat						
Réduction des risques de catastrophes - Préparation aux catastrophes					10.878	10.878
Protection				7	12.841	12.848
Total par pays	14.700	5.229	5.250	8.966	63.656	

Mali :

En termes de sécurité alimentaire et moyens d'existence, 2.100 ménages vulnérables, soit 14.700 personnes hôtes et PDI devaient être assistés sur la durée du projet. A ce jour, ce sont :

- 600 ménages (400 PDI et 200 hôtes) ont été assistés en cash transfert électronique pour se procurer de la nourriture.

- 500 ménages PDI ont reçu des produits vétérinaires basiques incluant des vitamines, des déparasitants, de la pierre à lécher et d'aliment bétail en vue de renforcer leur capital animal en les protégeant du manque de nourriture et des maladies animales dangereuses.

- 200 autres ménages agriculteurs hôtes ont bénéficié des semences améliorées (mil, niébé, riz Gambiaka) et des petits équipements agricoles (râteau, pelle, Daba et houe).

Les enquêtes Post Distribution Monitoring – PDM informent que les appuis ont été positivement appréciés par les bénéficiaires et parties prenantes du projet (autorités locales, leaders communautaires, services techniques etc.).

Burkina Faso :

A ce stade de mise en œuvre du Programme, 747 ménages ont bénéficié d'un appui du projet, ce qui correspond à 5.229 personnes. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de réaménagement de site pour la production maraîchère, ce nombre connaîtra une évolution d'ici la fin du projet.

Niger :

Les bénéficiaires directs de l'action sont au nombre de 5.250 personnes réparties dans 750 ménages dont 150 hôtes (87 à Torodi et Kobagué, et 63 à Makalondi) et 600 PDI (434 à Torodi et 316 à Makalondi). Parmi ces ménages bénéficiaires, 49% sont dirigés par une femme cheffe de ménage.

RDC :

- 412 ménages d'éleveurs (124 ménages hôtes et 288 ménages déplacés internes) soit 2.884 personnes dont 2.792 hommes et 92 femmes ont bénéficié de soins pour leurs animaux grâce au Réseau de Santé Animale de Proximité (RSAP) mis en place dans le village de Bwegera.

- 150 ménages (30 ménages hôtes et 120 ménages de familles déplacés) soit 1.050 personnes ont bénéficié de transferts monétaires via 3 distributions d'un forfait de 100 USD.

- 200 ménages soit 1.400 personnes ont bénéficié de foyers améliorés et de charbon de bois ;

- 40 ménages soit 280 personnes ont bénéficié de légumes issus du jardin communautaire ;

- 1.455 personnes (1.118 femmes parmi lesquelles 11 victimes de violence sexuelle et 337 hommes) ont bénéficié de soins de santé secondaire au sein du centre de santé de Bwegera. 15 cas ont été référés à l'hôpital général de Luvungi pour bénéficier de soins appropriés.

- 7 victimes de violences sexuelles ont bénéficié d'un accompagnement. 1 cas a été jugé en audience foraine et condamné à dix ans de prison avec paiement d'une amende pour la réparation du préjudice causé à l'endroit de la victime.

- 53 filles dont 50 déplacées et 3 issues des familles d'accueil ont bénéficié 6 fois de kits hygiéniques et menstruels.

Ouganda :

Le nombre de bénéficiaires est indiqué dans le tableau ci-dessus. On peut noter une augmentation du nombre de bénéficiaires ciblés au titre de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance à court terme, en raison de l'augmentation du nombre de bénéficiaires ciblés pour les transferts monétaires inconditionnels. Au moment de la rédaction du présent rapport, le partage conjoint des ressources naturelles (pâturages + eau) commençait à se concrétiser, mais dans la plupart des cas, les femmes et les filles ne pouvaient pas encore accompagner le bétail pendant la migration. Il en résulte que le nombre de personnes bénéficiant de

la gestion des pâturages était davantage orienté vers les hommes. Cependant, avec la poursuite des efforts de consolidation de la paix, on s'attend à ce que davantage de femmes puissent désormais accéder aux zones de pâturage.

4.2.8 [FIN] En cas de changement, veuillez expliquer

Mali:

800 ménages additionnels ont bénéficié d'un appui lors de la 2^{de} période de rapportage. 600 ménages vulnérables (400 PDI et 200 hôtes) ont bénéficié d'un appui en noyau reproductif caprin. 100 femmes (dont 75 PDI) ont été accompagnées autour des jardins maraichers réhabilités. 100 ménages ont été dotés en fonds AGR pour conduire l'activité d'embouche. La répartition a été faite de la manière suivante : au niveau de l'AGR Aviculture il s'agit de 33 bénéficiaires à Bankass dont 25 femmes et 8 hommes. Ce sont 330 sujets au total (231 femelles et 99 mâles) qui ont été distribués aux bénéficiaires. Au niveau du cercle de Koro, l'embouche a été privilégié au profit des femmes (34 femmes) qui ont bénéficiées de dotation en bélier. Quant au cercle de Djenne, ce sont 33 bénéficiaires (24 femmes et 9 hommes) qui ont bénéficiés de mouton chacun avec des abris pour ovins. Au terme de cette action, l'ensemble des 2.100 ménages vulnérables ont effectivement reçu les différents appuis du projet.

Burkina Faso:

A la fin de ce programme, ce sont au total 806 ménages qui ont bénéficié d'un appui en lieu et place des 750 ménages initialement prévu par le programme. Ce changement provient de la prise en compte des ménages qui ont bénéficié d'un appui pour l'aménagement d'un espace pour la production maraichère dans le village de Naftenga, commune de Koupéla. Ainsi donc 806 ménages dont 453 hommes chef de ménage et 353 femmes chef de ménage, ont été effectivement touchés.

Niger:

Sur les 750 ménages bénéficiaires, 60 ont été remplacés. En effet, il a été identifié des ménages PDI et hôtes qui sont, soit retournés, soit qui n'ont pas mis en œuvre les activités d'AGR telle que définies par eux-mêmes lors de l'analyse diagnostique menée par l'équipe projet et le comité communal mis en place à cet effet. La revue à mi-parcours des activités d'AGR a conduit à leur remplacement par de nouveaux ménages PDI avec un niveau de vulnérabilité très élevé. Ces nouveaux ménages bénéficiaires sont identifiés à la suite d'une enquête basée sur l'approche HEA qui a été conduite par VSF-B dans le cadre de son projet GOMNI intervenant dans la même zone d'intervention.

RDC:

150 ménages (30 ménages hôtes et 120 ménages de familles déplacées) soit 1.050 personnes ont bénéficié de transfert monétaire via 4 distributions d'un forfait de 100 USD. Le quatrième transfert a été organisé en date du 24 juin 2023 à travers un transfert mobile (Airtel money).

Dotation des kits de démarrage des AGR (Activités Génératrices de Revenu) pour 254 ménages soit 1680 personnes dont 112 ménages déplacés et 128 ménages d'accueil.

3.714 personnes ont bénéficié les soins de santé secondaire au sein du centre de santé de Bwegeera dont 2.787 malades PDI et 927 hôtes ; 1.507 hommes et 2.207 femmes.

11 malades référés au Centre Hospitalier de Luvungi suite aux pathologies d'anémie, paludisme grave, diarrhée aigue, méningite, diabète et autres formes des complications pour un paquet complémentaire.

53 filles dont 50 déplacées et 3 issues des familles d'accueil ont bénéficié 8 fois de kits hygiéniques et menstruels. Un nouveau ciblage de 53 autres filles a été organisée sur demande de la communauté suivi d'une formation sur la fabrication des lingettes pour leurs permettre d'assurer leur propriété de façon permanente. Pour la durabilité, ces filles ont également été regroupées en 10 sous-groupes de 10 filles et ont bénéficié des machines à coudre afin de fabriquer elles-mêmes les bandes hygiéniques.

Ouganda:

Au cours de la période couverte par le rapport, 345 guerriers réformés ont été ciblés par le biais d'un soutien en nature avec du petit bétail afin de les encourager à abandonner les pratiques négatives et de soutenir leurs moyens de subsistance. En outre, 3.150 personnes ont bénéficié d'un accès améliorée à l'eau potable pour les humains et leur bétail. En raison de la sécheresse qui a sévi de décembre 2022 à avril 2023 et de la migration des éleveurs Turkana du Kenya, la pression sur les points d'eau dans le district de Moroto a été forte, ce qui a nécessité la remise en état d'infrastructures hydrauliques essentielles, notamment le barrage de Kobebe, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les éleveurs et leur bétail.

4.3 Objectifs, résultats et activités

4.3.1 Aperçu opérationnel de l'action: cadre logique

Titre de l'action	Programme d'appui à la construction d'un environnement propice à la paix, à la stabilité, et au développement des zones agropastorales qui présentent une forte insécurité au Sahel et dans les Grands Lacs		
Objectif principal	Contribuer à la construction d'un environnement propice à la stabilité, à la paix et au développement des zones agropastorales qui présentent une forte insécurité au Sahel et dans les Grands Lacs		
Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Risques et hypothèses
Objectif spécifique : Réduire l'insécurité et les conflits entre communautés à travers l'amélioration équitable et durable des conditions de vie et de cohabitation	Score moyen de l'Index de Stratégie d'Adaptation (ISA) de la population cible Moyenne mensuelle d'accidents/incidents liée aux AC/EEI signalés dans une zone d'opération Réduction du nombre moyen d'incidents/conflits intercommunautaires par mois dans la zone d'intervention	Baseline and endline survey Rapports de suivi du projet et enquêtes Rapports INSO Rapports des clusters	Stabilité politique Les implications et les réglementations en matière de sécurité sont favorables à la mise en œuvre des activités du projet. Tous les acteurs s'engagent dans une approche de complémentarité et fournissent une réponse coordonnée et intégrée d'urgence dans les zones d'intervention
Résultat 1 : Les personnes et ménages les plus vulnérables et marginalisés sont capables de faire face à leurs besoins quotidiens et vivent dignement			
1.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI disposent des moyens financiers pour faire face à leurs priorités de subsistance immédiates	Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base	Rapports de suivi du projet et enquêtes	Un ciblage efficace et consensuel des ménages vulnérables bénéficiaires. Les restrictions liées au COVID ne perturbent pas l'ouverture et l'accès aux marchés
1.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI génèrent des revenus pour faire face à leurs priorités de subsistance sur le moyen et long terme	Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Rapports de suivi du projet et enquêtes	
Résultat 2 : Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services nécessaires sans risques, discrimination ou préjudice			



2.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services de base indispensables	Nombre de personnes ayant reçu un soutien pour accéder à un service social de base	Rapports de suivi du projet et enquêtes	Les partenariats et les initiatives d'interventions conjointes pour les services sont opérationnels
2.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services d'approvisionnement en facteurs de production d'élevage et agricole indispensables	Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.	Rapports de suivi du projet et enquêtes	
2.3 Les capacités des acteurs locaux (collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, OSC/ONG) sont renforcées pour mieux desservir les populations selon les principes de LEGS, « <i>do no harm</i> », et « <i>leave no one behind</i> »	Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question. Nombre d'interventions dans les plans d'action des communes/districts prenant en compte les principes en question	Rapports de suivi du projet et enquêtes Rapports et plans d'actions et de contingence des communes/districts	Les acteurs optent pour le travail collaboratif et le respect des principes humanitaires
Résultat 3 : Les différentes communautés et différents groupes sociaux accèdent et utilisent les ressources naturelles et communautaires (terre, eau, pâturages, autres ressources naturelles) de façon durable, concertée, harmonieuse et équitable			
3.1 La mise en place et / ou le renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires contribue à leur exploitation concertée et harmonieuse et réduit les sources de conflits (y compris la construction et/ou réhabilitation des aménagements pastoraux stratégiques)	Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels	Rapports, compte rendus, procès-verbaux, et règlements	Volonté des communautés de le vivre ensemble et construire la cohésion sociale Le désarmement par le gouvernement ne provoque pas des répercussions négatives (Uganda)
3.2 Les capacités des autorités et acteurs locaux pour la gestion des ressources naturelles et communautaires sont renforcées	Nombre de personnes participant à des interventions qui renforcent leurs capacités de gestion	Rapports de suivi du projet	
Résultat 4 : Une meilleure collaboration et concertation entre acteurs (humanitaire, développement, et de sécurité) contribue à réduire le niveau d'insécurité dans la zone			
4.1 Des mécanismes de collecte, monitoring et diffusion des informations sur l'insécurité et la protection sont développés et/ou appuyés	Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité. Nombre de produits de plaidoyer réalisés et diffusés et/ou nombre d'événements organisés ou appuyés.	Rapports de suivi du projet Produits de communication et de plaidoyer	La situation sécuritaire au Sahel et dans la Corne de l'Afrique ne s'aggrave pas au point d'affecter la consolidation de la paix dans les zones d'intervention.
4.2 Les plateformes de communication et de dialogue intercommunautaires et inter et intra région pour la prévention, la médiation et la négociation des conflits sont créées et/ou appuyées	Nombre de plateformes et de réunions organisées ou appuyées	Compte rendus et rapports des réunions et rencontres	La communication, les liens avec les autorités et les principaux débiteurs d'obligations dans le cadre la protection sont maintenues



4.3 Les structures de coordination locales des intervenants sont appuyées et animées dans un approche NEXUS humanitaire-développement-paix	Nombre de réunions/événements organisés ou appuyés Nombre de participations aux réunions/événements organisés	Compte rendus et rapports des réunions et rencontres	Un engagement et une collaboration efficace des autorités administratives et traditionnelles
Activités	1. Activités de démarrage - Atelier technique de lancement de l'action - Atelier de formation de l'équipe opérationnelle sur les procédures internes et mesures sécuritaires - Enquêtes de base 1.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI disposent des moyens financiers pour faire face à leurs priorités de subsistance immédiates 1.1.1 Assistance aux ménages via des programmes de transfert monétaire (cash for assets, cash for training, cash for work) 1.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI génèrent des revenus pour faire face à leurs priorités de subsistance sur le moyen et long terme 1.2.1 Assistance aux ménages via la subvention des actions d'appui à l'élevage 1.2.2 Assistance aux ménages via des Activités Génératrices de Revenus (AGR) 2.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré à des services de base indispensables 2.1.1 Assistance aux ménages pour accéder aux services de base 2.1.2 Mise en place des structures communales de représentation des PDI 2.3.2 Formation des membres de la structure de représentation des PDI 2.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services d'approvisionnement en facteurs de production élevage et agricole indispensables 2.2.1 Développement des services d'élevage 2.2.2 Développement des services d'approvisionnement en intrants 2.3 Les capacités des acteurs locaux (collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, OSC/ONG) sont renforcées pour mieux desservir les populations selon les principes de LEGS et « do no harm, leave no one behind » 2.3.1 Formation des formateurs sur le Livestock Emergency Guidelines et Standards (LEGS) 2.3.2 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur LEGS et les principes humanitaires 3.1 La mise en place et / ou le renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires contribue à leur exploitation concertée et harmonieuse et réduit les sources de conflits 3.1.1 Mise en place et /ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires 3.1.2 Construction et/ou réhabilitation des aménagements pastoraux stratégiques 3.2 Les capacités des autorités et acteurs locaux pour la gestion des ressources naturelles et communautaires sont renforcées 3.2.1 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et la gestion des conflits 4.1 Des mécanismes de collecte, monitoring et diffusion des informations sur l'insécurité et de la protection sont développés et/ou appuyés 4.1.1 Développement des dispositifs de veille, de surveillance, d'alerte et de relais communautaires concernant la protection et collecte de preuves concernant les vols de bétail, la violence ethnique et les violations des droits de l'homme 4.1.2 Appui à la dissémination/diffusion des informations, appui aux initiatives de communication positive, appui aux actions de plaidoyer pour la défense des droits de protection		



	4.2 Les plateformes de communication et de dialogue intercommunautaire et inter et intra région pour la prévention, médiation et la négociation des conflits sont créés et/ou appuyés 4.2.1 Soutien et/ou mise en place d'espaces de dialogue 4.2.2 Appui aux leaders traditionnels dans la conduite des médiations 4.3 Les structures de coordination locales des intervenants sont appuyés et animés dans un approche NEXUS humanitaire-développement-paix 4.3.1 Appui à l'organisation des missions conjointes de supervision des actions sur le terrain (services techniques, collectivités, ONG/CSO) 4.3.2 Participation et appui à l'organisation des cadres de concertation des intervenants et clusters
Conditions préalables	Financement du programme La stabilisation des affrontements armés et des incidents de protection

4.3.2 Informations plus détaillées par résultat

4.3.2.1 Résultat 1 : Les personnes et ménages les plus vulnérables et marginalisés sont capables de faire face aux besoins quotidiens et vivent dignement

4.3.2.1.1 Au stade de la proposition

Secteur et sous-secteurs associés : Food Security and livelihoods (Availability of, access to and consumption of food, Short-term livelihood support)

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DRC	Cible Uganda
Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et/ou ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	18,900	5,251	4,900	14,245	3,780
Nombre de personnes ayant reçu un multi-purpose cash transfert	Membres des ménages vulnérables	1200	375	400	2100	500

Activités associées au résultat :

Assistance aux ménages via des programmes de cash transfer, suivant leur profil et leurs besoins :

- Cash for training au profit des déplacés et ménages hôtes, sur les thématiques de sensibilisation sur les mesures barrières et des programmes de prophylaxie animale
- Cash transfert via mobile money pour les ménages des femmes déplacées internes sélectionnées
- Cash for work pour les jeunes à risque, pour la réhabilitation d'infrastructures sociales critiques

Assistance aux ménages via la subvention des actions d'appui à l'élevage

- Reconstitution de cheptel
- Protection sanitaire du cheptel résiduel
- Distribution gratuite d'aliments bétail et de kits vétérinaires basiques
- Reconstitution de stocks de réserve pour la complémentarité alimentaire des cheptels des PDI et des populations hôtes très pauvres, comme alimentation d'appoint pendant la période de soudure

Assistance aux ménages via des Activités Génératrices des Revenus (AGR)

- Soutien aux AGR élevage (embouche, volailles, pierre à lécher) des femmes et des jeunes déplacés et hôtes
- Soutien aux AGR agricoles (charrues, binettes, arrosoir en place, semences, jardins maraîcher) au profit des femmes issues des communautés déplacées et hôtes

4.3.2.1.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour des indicateurs du R1 :

Dans le document de formulation, le 2^{ème} indicateur du résultat 1 est présenté selon deux formulations distinctes dans le cadre logique et au niveau du résultat. Le choix a été fait de retenir la formulation suivante, indiquée dans le cadre logique, à savoir : « Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance ».

Les cibles ont par ailleurs été revues. Le tableau ci-dessous présente les valeurs actualisées.

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DRC	Cible Uganda
Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et/ou ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	14.700	2.632	4.530	1.050	3,780
Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Membres des ménages vulnérables	1.400	3.024	750	4.564	500

- Mise à jour des bénéficiaires (statut + nombre) du Résultat 1

- Indicateur 1 : Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et/ou ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance

Mali :

Le chiffre de 18.900 bénéficiaires visés comme valeur cible en fin de projet de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base a été surestimé lors de la formulation du projet. Ceci est lié à la considération d'une taille moyenne de ménage de 9 personnes au lieu de 7, qui constitue la valeur de référence généralement considérée au Mali. La cible se trouve ainsi ajustée au nombre de 14.700 personnes pour cet indicateur.

Burkina Faso :

L'activité de cash for asset a contribué à soulager les ménages à travers la satisfaction de leurs besoins de base. Initialement prévu pour 375 bénéficiaires ce sont 376 bénéficiaires dont 325 bénéficiaires déplacés internes et 51 bénéficiaires hôtes qui ont bénéficié de cet appui. 130 de ces bénéficiaires sont des femmes cheffes de ménage.

Le nombre de personnes touchées est ainsi estimé à 2.632 (moyenne de 7 membres par ménage). L'enquête PDM informe que 54% de ces ménages présentent, à la suite du transfert monétaire un Score de Consommation Alimentaire (SCA) acceptable.

Niger :

750 ménages ont bénéficié d'une assistance en cash au lieu de 350 initialement prévus.

RDC :

Le nombre des bénéficiaires pour le cash transfert a été revu à la baisse suite à l'harmonisation du montant du transfert monétaire avec les montants cash proposés par les autres organisations humanitaires intervenant dans la zone du projet. Le Cluster sécurité alimentaire en RDC recommande en effet l'appui en cash transfert par ménage ne doit pas être inférieur à 100 USD au vu du nombre moyen de personnes par ménage qui est de 7. Le nombre de femmes bénéficiaires du cash transfert initialement prévu était de 2100. L'intervention a été ajustée afin de prendre en compte ces recommandations et prévoit ainsi un transfert monétaire de 100 USD à 4 reprises auprès de 150 ménages vulnérables, permettant d'assister une cible estimée à 1.050 personnes. A ce stade de mise en œuvre, 3 distributions sur 4 ont été réalisées. Ces bénéficiaires ont couvert leurs besoins primaires notamment l'achat du stock alimentaire, le paiement de la scolarisation des enfants et pour certains l'achat d'un noyau d'élevage et des habits pour les enfants.

Ouganda :

Le nombre de bénéficiaires visés par les transferts monétaires inconditionnel est passé de 200 à 1.315.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance.

Mali :

A ce stade de mise en œuvre, 700 membres de ménages vulnérables ont reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance soit 58% de la cible visée. Il s'agit de : (i) 500 membres ayant reçu des produits vétérinaires d'aliment bétail et de pierre à lécher, (ii) 200 membres de ménages vulnérables

hôtes agriculteurs appuyés en intrants (semences améliorées) et petits matériels agricoles. D'ici à la fin du projet, il est prévu que 600 membres de ménages vulnérables (400 PDI) et (200 hôtes) bénéficient de noyaux caprins. Enfin 100 autres ménages vulnérables seront dotés de fonds AGR pour conduire des activités d'embouche ;

Burkina Faso :

373 bénéficiaires dont 338 bénéficiaires déplacés internes et 35 bénéficiaires hôtes ont bénéficié d'un appui pour la reconstitution de leur cheptel. Ces ménages ont été identifiés à la suite de l'enquête qui a révélé qu'ils sont des éleveurs qui ont perdu leur capital productif ou en disposent avec un nombre inférieur à 2.

Par ailleurs, 75 bénéficiaires ont été identifiés pour bénéficier d'un fond AGR, mais seulement 59 bénéficiaires dont 52 déplacés internes et 7 hôtes ont répondu présents lors de la mise en œuvre de l'activité. Les autres bénéficiaires étaient introuvables au moment de la distribution car injoignables de par leur contact et leurs représentants.

Niger :

A l'issue du projet, 500 bénéficiaires ont bénéficié de 2 kg de semences fourragères améliorées : 304 dans la commune de Torodi, 196 dans la commune de Makalondi.

15 695 personnes ont bénéficié des actions menées dans le cadre de la campagne de vaccination du bétail.

RDC :

1.400 bénéficiaires issus de 200 ménages ont reçu en 7 tours le charbon de bois et une fois le foyer amélioré. 280 bénéficiaires femmes déplacées internes ont bénéficié des légumes produits dans le jardin potager communautaire.

2.884 personnes, issues de 412 ménages d'éleveurs déplacés internes et les familles d'accueil ont bénéficié des soins de leurs animaux en curatif et préventif. Plus de 8500 poules locales appartenant aux déplacés et celles des habitants de Bwepera ont été vaccinées contre la variole aviaire, la maladie de Newcastle, le choléra aviaire et la maladie de Gumboro.

L'appui en activité génératrice des revenus est prévu en deuxième année du projet.

Ouganda :

Les actions de recheptelisation sont prévues pour la deuxième année du projet.

- Mise à jour des activités du Résultat 1

R.1.1 : Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés DPI disposent des moyens financiers pour faire face à leurs priorités de subsistance immédiats

A1.1.1 Assistance aux ménages via des programmes de transfert monétaire (cash for assets, cash for training, cash for work)

Mali :

- ***Sensibilisation sur les mesures barrières et programme de prophylaxie animale***

Le projet a étroitement collaboré avec la Croix-Rouge malienne et les services techniques de l'élevage et des vétérinaires privés des localités concernées pour la mise en œuvre de cette activité. Les participants ont ainsi pu renforcer leurs connaissances relatives à la prophylaxie animale, notamment sur la reconnaissance des maladies animales (charbon bactérien, la brucellose, la rage, la tuberculose), leur mode de transmission, les traitements et la prévention contre ces maladies. L'approche One Health a été abordée afin de renforcer la connaissance sur les risques de transmission des maladies animales vers les humains. A l'issue des sensibilisations les participants ont amélioré leurs connaissances des signes déclencheurs des maladies animales dangereuses et sont en mesure de signaler les cas suspectés au sein de leurs ménages ou celui de la communauté. Ils ont aussi appris les techniques de traitement des animaux. Ils connaissent dorénavant les produits basiques les plus adaptés en termes de soins de premiers secours pour les animaux. Les bénéficiaires sensibilisés ont noté avec attention les causes de pertes importantes de bétail mais aussi des volailles. Des sessions de sensibilisation ont également été menées afin d'améliorer les connaissances et pratiques de prévention contre la covid-19. 606 personnes ont pris part aux actions de sensibilisations sur les mesures barrières et le programme de prophylaxie animale.

- ***Cash for training au profit des déplacés et ménages hôtes***

Un planning de distribution a été proposé par l'équipe projet au prestataire du transfert monétaire électronique précisant le nombre de bénéficiaires par village, les dates de distribution.

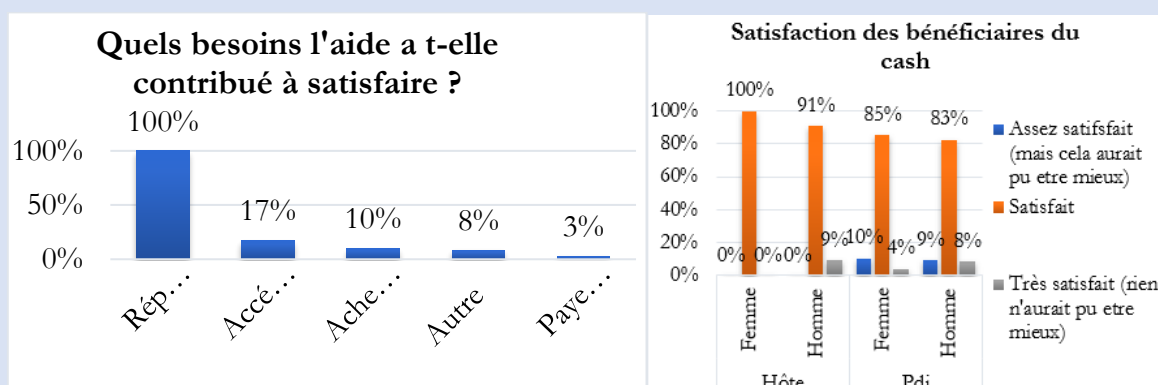
Le prestataire retenu a procédé suivant les modalités suivantes : (i) inscriptions des bénéficiaires sur orange money et attribution d'une puce et d'un code secret à chacun, (ii) mise à disposition de fonds aux bénéficiaires en une fois d'un montant de 60.000 FCFA, Cercle par Cercle, permettant ainsi de constater certaines insuffisances et de les corriger, (iii) après confirmation de la réception des fonds par les bénéficiaires un procès-verbal de validation de la distribution a été dressée et signée par les différentes parties prenantes (Chef de village, mairie, Equipe projet, représentant du comité de ciblage et prestataire).

Une des difficultés rencontrées a été l'absence de documents d'identité au sein de certains ménages. Carte d'identité, passeport, carte NINA ou autres sont indispensables pour procéder à l'inscription et au transfert électronique des fonds. Le projet a ainsi mis en place une modalité alternative de distribution de cash direct par billetterie au profit de 60 ménages. Cette activité de transfert monétaire a touché au total 600 ménages bénéficiaires (PDI et Hôtes).

Burkina Faso :

- **Assister les ménages en cash for asset à travers des transferts monétaires :**

376 bénéficiaires dont 246 hommes et 130 femmes issues de 325 bénéficiaires déplacés internes et 51 bénéficiaires hôtes ont bénéficié chacun d'une somme forfaitaire de 47.750 FCFA sous forme de cash transfert au mois de juin 2022. Il était initialement prévu un montant de 25.000 FCFA pour chaque bénéficiaire, cependant pour une meilleure harmonisation sur le terrain, ce montant a connu un réajustement conformément au panier minimum de dépenses instauré par les membres du *Cash Working Group*. Le dernier guide d'utilisation du panier minimum de dépenses au Burkina Faso datant d'Avril 2022 fixait le gap à combler dans le secteur de la sécurité alimentaire à 50.035 FCFA pour les déplacés internes et à 49.005 FCFA pour les hôtes. L'augmentation a été ainsi faite dans l'optique de tendre vers la norme recommandée. A la suite de cette activité de remise de cash, un Post Distribution Monitoring (PDM) a été réalisé afin de mesurer l'impact de cette distribution sur les bénéficiaires et de recueillir leurs avis. A cet effet 213 bénéficiaires ont été enquêtés. Les tableaux ci-dessous illustrent les ressentis des bénéficiaires.



Source: Enquête PDM cash DGD, août 2022

Niger :

- **Activités de protection des moyens d'existence via des actions de cash-for-training**

Pour la mise en place de cette activité, une série de 9 formations de 2 jours chacune sur l'élevage des petits ruminants/l'embouche et l'élevage de la volaille sont planifiées pour le mois d'octobre 2022. Les bénéficiaires qui sont au nombre de 318 sont identifiés et les termes de références sont rédigés.

- **Mise en place des structures communales de représentation des PDI et formation de leurs membres**

Entre l'élaboration du projet et le début de la mise en œuvre, les autorités communales ont mis en place une première structure de représentation des PDI. Cette dernière a, après quelques mois de gestion, été remplacée par une seconde structure sur décision des autorités communales. Les deux structures, à savoir l'ancienne et la nouvelle sont restées en bons termes jusqu'en début des activités du projet où l'ancienne structure revient réclamer la légitimité de la représentation des PDI après que les autorités communales ont désigné des représentants du nouveau bureau pour collaborer avec le projet. Il est alors né un conflit de légitimité. L'équipe projet en a discuté avec les autorités qui confirment le choix des représentants devant collaborer avec le projet. Aucune des deux structures de représentation des PDI ne dispose d'un document officiel délivré par les autorités communales. Après plusieurs rencontres d'échanges pour demander aux

autorités de renouveler formellement la structure de représentation des PDI, les autorités communales restent indécises mais confirme au projet de travailler les membres désignés par elles. Il est alors devenu impossible de disposer d'une structure de représentation des PDI officiellement mise en place par les autorités communales pour dérouler les activités de formation de cette structure. C'est ainsi que dans une approche de « *Do no harm* », le projet a alors entrepris une campagne de sensibilisation avec les autorités communales sur les activités du projet, leur processus de mise en œuvre et la forte implication de tous les acteurs. Cela a été stratégique et décisif pour le déroulement des activités du projet car tous les acteurs (chefs de villages/quartiers, chefferie cantonale, autorités communales et départementales, anciens comme nouveaux membres des comités de représentation des PDI) ont témoigné leur compréhension et ont assuré de leur accompagnement pour l'atteinte des objectifs du projet.

RDC :

- ***Transfert monétaire pour les femmes issus de ménages déplacés internes***

Les activités ont commencé par des séances d'information et de sensibilisation des communautés (PDI, hôtes) des leaders et des autorités sur les tenants et aboutissants du projet. Ensuite, un comité de sélection inclusif a été mis en place après avoir défini une méthodologie de ciblage inspirée de l'approche HEA et élaboré les outils et critères de sélection des bénéficiaires. Ce comité de sélection appuyé par le projet a procédé à la sélection des bénéficiaires de différentes catégories des bénéficiaires. 150 femmes parmi les plus vulnérables des femmes (120 PDI et 30 hôtes) ont été sélectionnées pour recevoir un appui en cash transfer inconditionnel quatre fois durant le projet. Chacune a été dotée d'un téléphone portable et d'un numéro. Ensuite, elles ont été formées sur l'utilisation de l'argent transféré. Le transfert monétaire a été réalisé via mobile money afin de garantir la sécurité des bénéficiaires, de l'équipe de projet et afin de sécuriser l'opération. Durant cette période chaque bénéficiaire a reçu 100 dollars 3 fois (sur 4 distributions prévues), soit 300 USD. L'enquête post distribution informe que 100% des bénéficiaires ont été satisfaits sur la nature, la méthode et le montant d'appui en transfert monétaire.

Ouganda :

Tel mentionné précédemment, la zone d'intervention du projet a connu une importante dégradation du contexte, laquelle a conduit à une explosion des besoins d'assistance des populations pour la couverture de leurs besoins alimentaire. Face à cette situation, l'équipe du projet a procédé à l'ajustement suivant de l'intervention : (i) Les enveloppes prévues pour développer la réponse d'urgence de la communauté et promouvoir l'intégration des plans d'urgence de la communauté dans les plans du district ont été supprimés, (ii) les activités de *cash for training* et de *cash for work* ont été supprimées, (iii) le nombre de personnes bénéficiaires de l'assistance en transfert monétaire inconditionnel a été augmenté, passant de 200 à 1.316 personnes, dans l'objectif d'appuyer le plus grand nombre dans la couverture de leurs besoins alimentaires de base. A la suite du processus de ciblage, les actions suivantes ont été mises en œuvre :

1. Inscription au porte-monnaie mobile : Les réseaux de télécommunication mobile ont été cartographiés en fonction de leur disponibilité et de leur facilité d'utilisation dans les paroisses respectives. Les vendeurs de cartes SIM ont ensuite été identifiés et aidés à fournir des cartes SIM et à enregistrer les bénéficiaires sur les portefeuilles mobiles.

2. Décaissement de l'argent : Suite aux consultations avec les parties prenantes, il a été convenu de fournir des subventions en espèces en 5 versements aux ménages extrêmement vulnérables, équivalant à 20 euros par mois sur la base du panier de dépenses minimum évalué (décembre 2021). Au moment de la rédaction du rapport, 2 mois de versements en espèces ont été payés aux personnes extrêmement vulnérables dans les districts de Moroto et Kaabong, tandis que le district de Moroto a reçu 3 cycles. À l'avenir, il est prévu de payer les deux derniers mois en une seule fois en raison de la hausse de l'inflation et de l'augmentation du panier de dépenses minimum.

3. Suivi du panier de la ménagère et suivi post-distribution : Le questionnaire de suivi du panier de la ménagère a été appliqué à au moins 10 % des bénéficiaires afin de vérifier leur connaissance et leur perception de l'aide.

R1.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés DPI génèrent des revenus pour faire face à leurs priorités de subsistance sur le moyen en long terme.

A1.2.1 Assistance aux ménages via la subvention des actions d'appui à l'élevage

Mali :



- **Reconstitution de cheptel au profit des ménages déplacés et ménages hôtes :**

Dans le cadre de cette activité, une étude de marché facilitée par les animateurs du projet en étroite collaboration avec le service de production et industrie animale a été réalisée. Cette étude a permis de (i) collecter des informations sur les prix des petits ruminants (caprins male et femelles) au niveau de chaque cercle d'intervention, (ii) déterminer un prix témoin pour définir le nombre de caprins, (iii) dimensionner les activités éventuelles devant se greffer à la distribution telles que la vaccination contre la peste et la pasteurellose, le suivi par les chefs techniques (vétérinaires et production animale) de la réception des noyaux dans le centre de contrôle et de quarantaine et l'accompagnement des parties prenantes (autorités administratives, collectivités territoriales, services techniques, comité de distribution) durant la distribution. Un DAO a été élaboré et lancé sur les sites nationaux d'appel d'offre comme Baara Sugu au Mali, suivi d'un communiqué en langues locales sur les ondes de la radio nationale (Ortm).

L'équipe VSF-B a organisé une rencontre de cadrage avec le prestataire retenu sur le planning de distribution et les conditions de mises en quarantaine. Un calendrier a été convenu pour la livraison et la distribution de noyaux aux différents bénéficiaires dans la zone d'intervention. Cette distribution de caprin a été planifiée pour le mois de novembre 2022. Un total de 1800 petits caprins (1200 femelles et 600 mâles) qui seront distribués au profit de 600 ménages vulnérables dans le cadre de cette activité de reconstitution de cheptel.

- **Suivi sanitaire du bétail résiduel détenu par les ménages déplacés :**

Des rencontres d'échanges ont été conduites avec le service vétérinaire régional afin de coordonner les activités et de recueillir l'adhésion et l'accompagnement de tous les acteurs. La même démarche s'est effectuée à Djenné auprès du service local. A la sortie des échanges, l'équipe projet a entrepris des échanges avec les mandataires présents au niveau local pour recueillir des informations en termes de coûts de vaccination par tête incluant l'ensemble des charges. L'équipe s'est aussi assurée à travers cette mission au niveau local de la disponibilité des vaccins.

Cette activité de suivi sanitaire a fait objet de contrat de prestation avec les mandataires vétérinaires privés des différentes zones d'interventions afin de garantir les conditions idoines d'une bonne opération de vaccination. Le vaccin de la peste est programmé une seule fois sur la durée du projet. Il a été administré simultanément à la première dose de la pasteurellose dont la deuxième est 6 mois plus tard.

L'activité de suivi sanitaire a été destinée aux ménages PDI ayant un noyau résiduel de petits ruminants. 500 ménages PDI ont ainsi bénéficié des actions de suivi sanitaire de leur cheptel à raison de 6 petits ruminants vaccinés contre la peste des petits ruminants et la pasteurellose par bénéficiaire. En prévision, ce sont 3.000 petits ruminants qui devaient être vaccinés. A Bankass le nombre de 996 têtes prévues a reçu les deux vaccins. Même résultat à Koro où 1.008 caprins ont reçu les deux vaccins, à Djenné 456 animaux ont été touchés par l'opération. Les 540 petits ruminants restants sont programmés dans la commune de Fakala et recevront leurs doses d'ici fin novembre 2022. Cet appui sanitaire permettra aux 2.460 têtes de petits ruminants de mieux résister aux maladies qui engendrent chaque année d'importantes pertes de bétail dans la zone.

- **Distribution gratuite d'aliments bétail et de kits vétérinaires basiques :**

500 ménages PDI détenant des noyaux résiduels ont reçu des produits vétérinaires basiques composés de déparasitant et des vitamines accompagnées d'aliment bétail et pierre à lécher. La situation des distributions est la suivante :

	Cercle			Total
	Djenné	Bankass	Koro	
Nbre de bénéficiaires	166	166	168	500 personnes
Aliment bétail	8,3 tonne	8,3 tonnes	8,4 tonnes	25 tonnes
Déparasitants	3 320 sachets	3 320 sachets	3 360 sachets	10 000 comprimés
Vitamines poudre (Olivitasol)	1 660 comprimés	1 660 comprimés	1 680 comprimés	5 000 sachets de 15g
Pierre à lécher 5Kg	166 blocs	166 blocs	168 blocs	500 blocs

- **Distribution des semences et petits matériels agricoles aux ménages hôtes :**

200 ménages agriculteurs principalement des ménages hôtes ont reçu des semences améliorées et du petit matériel agricole pour renforcer leur rendement agricole. Dans le cadre de cette activité, les Services Techniques de l'Agriculture des différentes zones d'interventions ont été contactés et approchés en appui au

dimensionnement des quantités de semences nécessaires, à la définition et à la quantification du matériel agricole. Une rencontre de cadrage avec le fournisseur retenu a été tenue afin de fixer les dates de livraison et de distribution. Les Services Techniques ont été mobilisés pour attester la qualité des semences et des petits matériels agricoles avant remise aux bénéficiaires.

Dans le cercle de Koro, 66 ménages hôtes bénéficiaires a pu emblaver 66 Ha de champs de petit mil (variété toronio) avec un rendement prévisionnel de 89 tonnes. Ces ménages ont emblavé également 30 Ha de champs en haricot (variété Wilibal) dont le rendement attendu est d'environ 18 tonnes. Ces estimations sont fondées sur les analyses conjointes Equipe-Projet et Service Technique, et sont établies sur les spécifications techniques de cultures et les expériences préalables dans la zone. A Bankass, 67 ha ont été emblavés en petit mil de variété toronio avec un rendement prévisionnel de 100 tonnes et demie. En plus de cela il y a eu le haricot korobalen avec 31 ha emblavés pour un rendement prévisionnel de 20 tonnes. Dans le cercle de Djenné, le riz a été retenu comme spéculation préférée des bénéficiaires. Les rendements prévisionnels sont estimés à 53 tonnes. Les kits de matériel agricole distribués ont été constitués des éléments suivants : daba, râteau, pelles, houe.

Cette activité aura comme effet le renforcement de la disponibilité des produits alimentaires sur le marché local. Les bénéficiaires pourront se procurer de la nourriture tout en vendant le surplus pour assurer la couverture des autres besoins. L'autre effet immédiat sera également l'évolution du stock alimentaire des bénéficiaires, la diminution des éventuels cas de malnutrition, l'abandon des pratiques néfastes de recours à l'alimentation.

Burkina Faso :

- **Reconstitution du cheptel et suivi sanitaire des animaux.**

La distribution de noyaux reproductifs a été réalisée au cours du mois de septembre 2022 afin de permettre aux animaux de profiter de la bonne période de disponibilité de fourrage vert. Les bénéficiaires ont été formés sur les notions de conduite d'élevage, de santé et d'alimentation de petits ruminants ainsi que sur la fauche et la conservation du fourrage afin de leur permettre de constituer de bonnes réserves de foin pour la prochaine période de soudure.

Le choix de la race s'est fait avec le concours des agents de la Direction Régionale en charge de l'Elevage mais également d'un sondage auprès des bénéficiaires. A la suite de l'identification de la race, un appel d'offre a été lancé pour le recrutement du fournisseur et un comité de distribution et de plaintes a été mis en place afin de prendre en compte les avis et d'assurer le bon déroulement des activités. Préalablement à la distribution, une période de quarantaine a été observée, durant laquelle le suivi sanitaire a été réalisé par les agents des Services Techniques de l'Elevage. Lors de la quarantaine tous les animaux malades ont été écartés. A la fin de la quarantaine, les animaux bien portants ont bénéficié d'un déparasitage interne et externe. L'administration des vaccins contre la pasteurellose et la peste des petits ruminants a été effectuée au profit des caprins avant la remise aux bénéficiaires. Un protocole a enfin été élaboré avec les agents des services techniques pour le suivi sanitaire des animaux des bénéficiaires après la distribution. 375 bénéficiaires (223 hommes/150 femmes ; 338 PDI/38 hôtes) ont bénéficié chacun de 4 têtes de caprins dont 1 mâle et 3 femelles pour un total de 1.492 têtes.



Suivi sanitaire – 09/2022



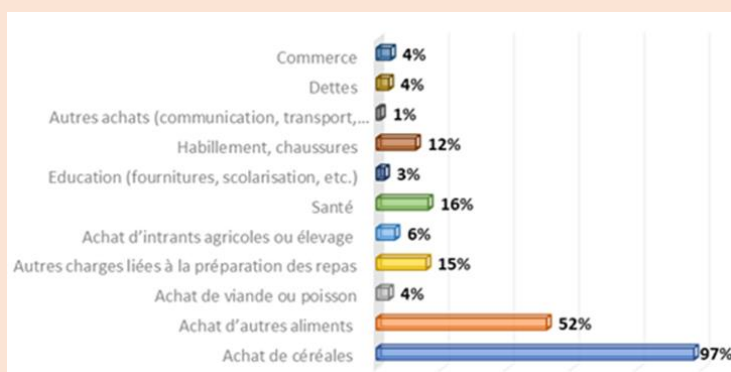
Distribution de caprins - 09/2022

Niger :

• **Distribution de cash pour les femmes et enquête PDM**

Une rencontre interacteurs humanitaires réalisée en début de projet a conduit à un ajustement du montant et des cibles initialement prévues pour cette activité. Le projet prévoyait d'assister 350 ménages en cash transfert avec un montant forfaitaire de 60.000 FCFA par an. Il est ressorti que les montants des transferts cash dans la zone varient de 20.000 à 30.000 FCFA. Face au nombre de personnes en besoin d'assistance, VSF-B a fait le choix d'ajuster le nombre de bénéficiaires de cette activité à 750 et le forfait à 30.000 FCFA. Les transferts monétaires ont été réalisés à travers les services de l'agence de transfert d'argent NITA S.A. Le paiement individuel du cash aux bénéficiaires s'est fait au niveau des guichets de NITA S.A à Torodi conformément à la liste établie par VSF-B et fournie à NITA. Etant donnée la contrainte d'accès à Makalondi due à la situation d'insécurité, qui est d'ailleurs à la base de la non-disponibilité des guichets NITA SA à Makalondi, une équipe de NITA SA a effectué le déplacement sur place à la mairie de Makalondi pour procéder au paiement des ménages bénéficiaires du projet. NITA.SA a procédé au paiement de chaque bénéficiaire sur la base de sa carte de bénéficiaire délivré par VSF-B après vérification du code QR y figurant. 750 ménages très vulnérables dont 150 ménages hôtes et 600 ménages PDI ont bénéficié de cette activité. Ces bénéficiaires sont répartis entre les communes de Torodi (347 ménages PDI et 87 ménages hôtes) et Makalondi (253 ménages PDI et 63 ménages hôtes).

L'enquête PDM révèle que le transfert a permis de subvenir aux besoins essentiels d'achat de céréales pour 97% des ménages ainsi qu'à l'achat d'autres aliments (condiments, légumes, fruits, thé, etc.) pour 52% d'entre eux. L'argent reçu a aussi contribué à améliorer les activités du ménage (agriculture, élevage, achat des intrants, du cheptel, AGR, etc.) pour 19% des bénéficiaires. Ces résultats explicitent le niveau de contribution de l'assistance cash à la protection des moyens d'existence au sein des ménages bénéficiaires qui sur les périodes de distribution n'aurait eu d'autre choix que de vendre les animaux pour subvenir à plusieurs besoins du ménage dont le principal est le besoin alimentaire.



Photographies de bénéficiaires ayant retiré leur argent au guichet de NITA SA à Torodi

• **Mise en place l'aliment bétail pour les femmes embaucheuses**

Cette activité sera réalisée à la suite de la mise en place des animaux.

• **Distribution de semences fourragères améliorées aux agropasteurs**

Pour soutenir les moyens d'existence des ménages agropasteurs vulnérables, le projet a prévu une distribution des semences fourragères. Ces dernières sont achetées et livrées au bureau VSF-B de Torodi. Les équipes VSF-B ont organisé une distribution de ces semences à 500 bénéficiaires identifiés à l'avance pendant le ciblage et l'enquête Baseline du projet. A ces bénéficiaires s'ajoutent d'autres qui sont identifiés à travers un ciblage complémentaire en collaboration avec le Service de l'Elevage et de l'Agriculture. Il a été mis en place 3 centres de distribution dont 1 à Torodi, 1 à Kobagué et 1 à Makalondi.

A Torodi la distribution a été assurée par l'équipe VSF-B en collaboration avec les représentants des autorités et du Service de l'Agriculture. Concernant la commune de Makalondi, du fait du problème d'accès pour des raisons sécuritaires, la distribution a été assurée par les Services Techniques de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Elevage en collaboration avec les autorités communales.

500 personnes (304 à Torodi, 196 à Makalondi) ont bénéficié de 2 kg de semences fourragères améliorées. L'enquête PDM révèle que 87% des ménages ont semé l'intégralité des semences reçues, 13% des ménages bénéficiaires ont eu à consommer en moyenne 50% de ces semences par manque de nourriture. Tous les ménages ont récolté du fourrage dont la quantité moyenne par ménage est estimée à 50,8 bottes

de fane de niébé selon la quantité semée. Aussi, certains ménages ont, en plus du fourrage, récolté une importante quantité de niébé issue de ces semences.



Aperçu d'un champ et des produits récoltés issue des semences fourragères

- **Soutien aux ménages hôtes dans la reconstitution de leurs moyens d'existence**

Des rencontres d'échanges et de concertation ont été organisées pour l'identification des activités porteuses. Ces échanges ont permis d'identifier les moyens d'existence à reconstituer et les AGR à mettre en place. La mise en place des AGR est prévue la dernière semaine du mois d'octobre 2022.

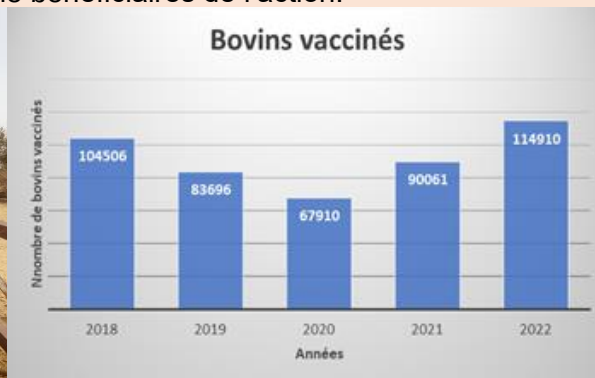
- **Suivi sanitaire des animaux distribués**

Cette activité sera réalisée à la suite de la mise en place des animaux.

- **Soutien à la campagne de vaccination du bétail**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'éradication de la peste des petits ruminants (PPR) et de la réduction de l'incidence de la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB), VSF en commun accord avec le Directeur Départemental de l'Elevage et le Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP), a accompagné l'Etat nigérien à la réalisation de la campagne nationale de la vaccination du cheptel 2021-2022. L'objectif est de contribuer à améliorer la santé animale à travers le rehaussement de la couverture vaccinale du bétail et le déparasitage gratuit des bovins dans le département de Torodi notamment dans les zones reculées. A cet effet le projet a appuyé la mise en œuvre de certaines activités à savoir : (i) la prise en charge de la supervision au niveau départemental, (ii) l'élaboration et la diffusion 2 fois par jour pendant 20 jours d'un communiqué radio en langue Fulfuldé, Zarma et Gourmantché afin de mobiliser les populations des zones reculées pour la vaccination, (iii) l'achat et la mise en place de 21.800 plaquettes de *Albendazole* déparasitant pour le Service Vétérinaire Privé de Proximité et ses équipes de vaccinateurs.

A l'issue de cette action : (i) 10 équipes de vaccination ont été suivies pendant 5 semaines au niveau des villages des communes de Torodi et Makalondi, (ii) 10.900 bovins ont été déparasités avec de l'*Albendazole* 2500 mg, (iii) des séances de sensibilisation ont été effectuées dans les 10 centres de vaccination suivies, (iv) 5 missions de supervision ont été réalisées et a touché toutes les dix équipes mises en place, 4.030 personnes dont 1.179 femmes ont été enregistrées comme bénéficiaires de l'action.



Des équipes effectuant le déparasitage & Evolution des chiffres de vaccination de 2018 à 2022

La situation d'insécurité que vit la zone d'intervention a négativement impacté l'accès des éleveurs aux soins vétérinaires comme en témoigne les données de 2020 à 2021. Il est aisé de constater que l'appui du projet à la campagne de vaccination 2022 en situation d'insécurité a permis d'enregistrer des chiffres au-delà de ceux enregistrés en situation normale, avec une augmentation du taux de vaccination du cheptel dans la zone de plus de 27 % par rapport à l'année 2021. Ce résultat a été atteint grâce à un accompagnement concerté et inclusif à travers l'information/sensibilisation, la mise à disposition de produits déparasitant, la supervision des services de l'Elevage, qui a considérablement amélioré la couverture vaccinale du cheptel qui est passée de 104.506 têtes en 2018 à 67.910 animaux vaccinés en 2020 avant de remonter à 114.910 têtes en 2022.

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en Ouganda.

A1.2.2 Assistance aux ménages via des Activités Génératrices de Revenus

Mali :

- **Soutien aux AGR élevage des femmes et des jeunes déplacés et hôtes**

Une analyse approfondie a été menée sur les potentialités des activités génératives de revenus au niveau de chaque cercle. Sur cette base, 3 types d'activités AGR ont été adoptées dans le domaine d'élevage. Ainsi, le projet prévoit des AGR en aviculture dans le cercle de Bankass et un soutien aux activités d'embouche ovine dans les cercles de Koro et Djenné.

Les services de production animale des 3 cercles d'intervention ont été informés sur les programmes et mobilisés pour la facilitation des formations techniques et l'appui pour un suivi de proximité conjoint avec les agents terrains du projet. La mise à disposition des fonds AGR à 100 bénéficiaires (75 PDI et 25 hôtes) sera conduite au cours de T4/2022 trimestre.

- **Soutien aux AGR agricoles au profit des femmes**

L'action projetée de construire/réhabiliter des jardins maraichers au profit de 100 femmes cheffes de ménages déplacées et hôtes. Le projet a réalisé une cartographie préalable des périmètres maraichers existants dans chacune des 6 communes d'intervention. Une étude de faisabilité réalisée par les Services Techniques du génie rural sur les 6 jardins maraichers pré-identifiés a conduit à la sélection de 3 périmètres maraichers (1 par Cercle), correspondant aux ressources financières disponibles pour cette activité. A cet effet à Djenné, le jardin maraicher de Hamakeden sera réhabilité. Il s'agit d'un périmètre détenu par les femmes du village de Sofara avec des difficultés liées à l'accès limité à l'eau et à d'autres aspects liés aux besoins de matériels et de semences limitant l'exploitation du potentiel de l'espace. Le soutien permettra d'améliorer les conditions de production et d'augmenter le nombre de parcelles exploitables. A Koro, c'est le périmètre de Kerou Dogon qui sera réhabilité. Il s'agit d'un périmètre de 1 ha dont 0,75 ha est exploité. Le projet permettra notamment l'aménagement de 0.25 ha pour augmenter le nombre de parcelles exploitables. A Bankass, c'est le périmètre maraicher d'Endetoro qui bénéficiera d'un appui du projet. Les besoins recensés se concentrent dans la réparation des matériels hydrauliques en arrêt de fonctionnement et ou partiellement fonctionnel et un besoin d'appui en semences et matériels maraichers pour optimiser l'exploitation de ce périmètre.

Burkina Faso :

59 personnes dont 52 PDI et 7 issues des communautés hôtes (36 hommes et 23 femmes) ont bénéficié d'un appui du projet pour renforcer leur capacité de gestion de microentreprises. Ils ont ainsi bénéficié d'un appui pour l'élaboration d'un plan d'affaire simplifié, lequel a été financé par le projet. Un suivi coaching individuel a également été réalisé. Des sessions de formation en gestion de micro-entreprise sur des modules tels que l'entrepreneuriat, la gestion financière, le marketing, la fixation des prix... ont été organisées. Les promoteurs évoluant dans le domaine de l'élevage ont bénéficié d'une formation spécifique additionnelle en élevage. Ces formations ont été couplées à des séances de coaching individuel et collectif. Les formations ont été assurées par les agents des Services Techniques déconcentrées dans le domaine de la Jeunesse et de l'Elevage. Le financement octroyé sur la base de leur plan d'affaire simplifié varie de 125.000 FCFA à 150.000 FCFA par bénéficiaire. Les montants ont été mis à la disposition à travers une structure de microfinance. Selon le rapport de suivi, les bénéficiaires ont investi entièrement leur première tranche dans la réalisation de leurs activités. Parmi les activités financées, par ces derniers, on retrouve l'élevage, le maraichage, le commerce de marchandises diverses, la coiffure, la mécanique, le tissage.

Niger :

- **Soutien aux AGR en élevage des femmes y compris l'embouche**

Le projet a finalisé l'identification des femmes qui bénéficieront d'un appui pour le développement d'AGR autour de l'embouche. Des séances de sensibilisation ont été menées à l'endroit de ces femmes sur les objectifs des AGR et le mécanisme de leur mise en place. Les fonds seront mis à la disposition à partir du mois de novembre 2022 pour l'achat des animaux, lequel sera réalisé sous la supervision d'un comité d'achat et de suivi mis en place par arrêté communal. Ce comité de 9 membres est présidé par le représentant de la chefferie cantonale avec comme secrétaire général le directeur départemental de l'élevage. Ce comité d'achat et de suivi des AGR est chargé de : (i) Veiller à ce que les bénéficiaires mettent en place les préalables (hangar, foin, etc.) pour l'élevage des animaux, (ii) Accompagner les bénéficiaires dans le choix d'animaux bien portants et aptes à l'embouche, (iii) Veiller à ce que tous les bénéficiaires achètent le nombre d'animaux prévus par le projet, (iv) Rendre compte au projet à travers un rapportage de l'opération.

RDC :

- **Appui aux pour le développement d'AGR**

Le projet a finalisé l'identification des 240 femmes (120 PDI et 120 hôtes) qui bénéficieront d'un appui pour le développement d'AGR. Cet exercice a été monitoré et validé par les autorités administratives locales. La mise en œuvre de cette activité se poursuivra lors de la 2^{ème} année du projet.

- **Dotation des ménages en foyers améliorés et charbon**

1.400 bénéficiaires issus de 200 ménages ont reçu un foyer amélioré et 7 kits de charbon de bois. Cet appui en foyer amélioré et consommables a contribué à la réduction des risques de viols et violences sexuelles des femmes et filles lors des tâches de collecte de bois.

Ouganda :

Les actions de recheptelisation sont prévues pour la deuxième année du projet. Ceci a été fait pour permettre l'amélioration de la situation sécuritaire et ne pas exposer les bénéficiaires à des risques de violence. Une amélioration notable des incidents de sécurité a été constatée, ce qui permettra de procéder au réapprovisionnement au début de l'année 2023.

4.3.2.1.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus – Résultat 1

Le tableau ci-dessous présente l'atteinte des résultats par indicateur.

Indicateurs	Bénéficiaires	Pays	Cible	Atteints
Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et/ou ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	Mali	14.700	14.700
		Burkina	2.632	2.632
		Niger	4.530	6.765
		DRC	1.050	1.050
		Uganda	3.780	6.916
Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance	Membres des ménages vulnérables	Mali	1.400	1.400
		Burkina	3.024	3.024
		Niger	750	750
		DRC	4.564	3.080
		Uganda	500	345

- Bénéficiaires (statut + nombre) – Résultat 1

- **Indicateur 1 : Nombre de personnes en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et/ou ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance**

Mali :

Au total ce sont 14.700 bénéficiaires sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires de base. L'enquête baseline a révélé que les ménages ayant un Score de Consommation Alimentaire - SCA

satisfaisant étaient respectivement de l'ordre de 90% à Bankass, de 42% à Koro, de 34% à Djenné, soit 55% des ménages du projet globalement. En fin de projet, ce score s'est nettement amélioré avec le basculement des ménages ayant un score limite de SCA vers une situation de SCA acceptable ou satisfaisant. Ce sont 100% des ménages qui présente SCA acceptable en fin de projet selon les résultats des enquêtes endline.

Burkina Faso :

376 ménages soit 2.632 personnes ont bénéficié de cash for asset. Parmi eux, 325 ménages étaient des déplacés internes et 51 des ménages issus de la communauté hôte. 130 d'entre eux avaient une femme comme cheffe du ménage.

Niger :

Au total 750 ménages dont 600 ménages PDI et 150 hôtes ont bénéficié de cash transfert pour subvenir à leurs besoins alimentaires de base. La cible finale a augmenté d'environ 29% passant de 5250 personnes prévues à 6765. Cela s'explique par le fait que la prévision de la cible a été faite sur la base de 7 membres par ménages alors que la taille réelle de l'ensemble des ménages appuyés est de 6765 personnes.

RDC :

1.050 personnes ont reçu le cash transfert pendant 4 phases de distribution pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

Ouganda :

Le nombre de personnes ayant pu satisfaire leurs besoins fondamentaux grâce aux transferts monétaires inconditionnels s'élève à 6.916. L'augmentation constatée est attribuée à l'accroissement du nombre de ménages ciblés, qui est passé de 200 lors de la proposition de projet à 1 330 à la fin du projet. Les subventions inconditionnelles étant réalisée en 5 phases, les 2 ou 3 derniers versements ont été payés aux bénéficiaires au cours de la période couverte par le rapport.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes ayant reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens de subsistance.

Mali :

A la fin du projet, 1.400 membres de ménages vulnérables ont reçu des ressources pour protéger et reconstruire leurs moyens d'existence :

500 personnes ont reçu des produits vétérinaires, de l'aliment bétails et des pierres à lécher

200 agriculteurs issus de la communauté hôte ont été appuyés en intrants (semences améliorées) et petits matériels agricoles

600 personnes (400 PDI) et (200 hôtes) ont bénéficiés de noyaux reproductifs caprins

100 personnes ont bénéficié d'un fonds AGR pour conduire les activités d'embouches.

Burkina Faso :

Cet indicateur concerne les bénéficiaires ayant reçu des soins curatif ou préventif pour leurs animaux (volailles et caprins) et ceux ayant bénéficié d'un appui pour la réalisation d'activité génératrice de revenus. Au total 432 ménages soit 3.024 personnes ont bénéficié de l'un de ces volets. Parmi eux, 173 ménages étaient dirigés par des femmes et 391 ménages étaient des déplacés internes.

Niger :

500 bénéficiaires ont bénéficié de 2 kg de semences fourragères améliorées : 304 dans la commune de Torodi, 196 dans la commune de Makalondi.

15 697 personnes ont bénéficié des actions menées dans le cadre de la campagne de vaccination du bétail.

RDC :

240 ménages, ont été équipés de kit de démarrage pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR). Chacun de ces ménages a ensuite développé son propre AGR en fonction de ses préférences et de son expertise de pratiquer l'AGR choisie, en élaborant un plan d'affaire. Un appui technique a été fourni par le Programme pour l'élaboration des plans d'affaires et l'acquisition des compétences fondamentales en gestion entrepreneuriale.

200 ménages ont été dotés de foyers améliorés et de charbon dans le but de les aider à préserver leurs moyens de subsistance, tout en décourageant le recours à l'exploitation des forêts environnantes.

Ouganda :

VSF-Belgique a utilisé une approche holistique de la gestion des conflits qui comprenait le renforcement des capacités des institutions communautaires à aborder les conflits de manière proactive, la guérison des traumatismes pour les femmes et les jeunes réformés par le biais des forums de paix des femmes et des

groupes de jeunes réformés. Les jeunes réformés ont été aidés en priorité à reconstruire leurs moyens de subsistance afin de briser le cycle de la violence. 345 jeunes réformés ont reçu des chèvres Galla résistantes à la sécheresse pour reconstituer leurs troupeaux.

- Activités réalisées

R.1.1 : Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés DPI disposent des moyens financiers pour faire face à leurs priorités de subsistance immédiats

A1.1.1 Assistance aux ménages via des programmes de transfert monétaire (cash for assets, cash for training, cash for work)

Mali :

- **Sensibilisation sur les mesures barrières et programme de prophylaxie animale**

Les sessions de sensibilisation sur les mesures barrières et le programme de prophylaxie animale ont eu lieu du 5 au 8 Mai 2022 dans l'ensemble des cercles d'intervention du projet. La mise en commun des expertises de VSF-B, des services techniques vétérinaires et de la Croix-Rouge Malienne pour l'organisation d'une formation des éleveurs à la fois sur la santé animale (prophylaxie animale) et la santé humaine (sensibilisation aux mesures barrières pour le COVID). Cette approche innovatrice dans la zone d'intervention du projet s'est soldée par une meilleure compréhension de l'approche One Health par les éleveurs qui ont affirmés être actuellement mieux outillés.



Service technique vétérinaire



Croix rouge Malienne

- **Cash for training au profit des déplacés et ménages hôtes**

L'activité rapportée dans le rapport intermédiaire antérieur, a touché 600 ménages vulnérables composés de PDI et de ménages hôtes avec un montant de 60.000 FCFA par ménage. L'enquête PDM conduite juste après, révèle que le cash a été utilisé majoritairement par les ménages dans la fonction alimentation (93% des ménages) suivi de la fonction santé (85% des ménages) et de l'hygiène (75% des ménages). Aussi, certains (54%) ont utilisé le cash pour rembourser des dettes et d'autres (46%) l'ont utilisé pour la scolarité des enfants.

Burkina Faso :

- **Assister les ménages en cash for asset à travers des transferts monétaires :**

Cette activité a été réalisée lors de la période précédente de rapportage.

Niger :

- **Ciblage des bénéficiaires**

Le remplacement des 60 ménages PDI fait que la répartition des chefs de ménage par sexe donne 48,80% de femmes et 51,20% d'hommes. Cette répartition, appliquée aux profils, montre que les femmes PDI cheffes de ménage représentent 50,83% tandis que les femmes hôtes cheffes de ménage sont restées à 41,33%.

- **Activités de protection des moyens d'existence (Cash-for-training)**

Devant la situation d'insécurité durement ressentie par les populations, les activités d'élevage comme l'embouche et les AGR telle que le petit commerce se trouvent être des mesures appropriées pour sécuriser les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables. C'est pour offrir des opportunités aux femmes

PDI chef de ménage et aux familles hôtes de réussir les activités soutenues par le projet que 2 séries de renforcement de capacités ont été organisées.

La 1^{re} série de formation a concerné les ménages exerçant l'embouche comme activité génératrice de revenus (AGR). Elle a permis de renforcer les capacités de 318 chefs de ménages hôtes et PDI sur les techniques d'embouche dont 222 à Torodi repartis en 6 groupes et 96 à Makalondi repartis en 3 groupes. La formation a été organisée du 20 au 31 octobre 2022 par le Service Départemental de l'Elevage avec l'appui du Programme. Durant cette formation, un accent particulier a été mis sur : (i) les critères de choix d'un animal d'embouche, (ii) le rationnement des animaux d'embouche, (iii) la confection des abris, (iv) la constitution de stock de fourrage et l'hygiène des locaux.

La 2nd série de formation a consisté à renforcer les capacités des bénéficiaires sur la gestion de façon générale et, sur le l'approche "Gérer Mieux Mon Entreprise" (GERME) niveau 1 en particulier. L'activité s'est déroulée du 26 août au 04 septembre 2023 à Torodi. 5 sessions de formation ont été aminées en langue locale selon la méthodologie GERME niveau 1 au profit de 130 chefs de ménages bénéficiaires dont 115 femmes (soit 88%) et 15 hommes (soit 12%).



Séances d'animation lors de la formation sur GERME à Torodi

Les thèmes abordés sont les suivants : (i) Vous l'entrepreneur et votre activité, (ii) L'entreprise et la famille, séparer l'entreprise de la famille, (iii) Stratégie marketing, (iv) Les achats et les exigences liées aux achats, (v) Les dépenses, (vi) La Caisse, (vii) Développer votre activité. Ces sessions de formation ont permis la transmission de connaissances relatives à la démarche entrepreneuriale pour mieux gérer une AGR, qu'il s'agisse d'embouche ou de petit commerce.



Vue des séances de travaux de groupe lors de la formation sur GERME à Torodi

- **Mise en place des structures communales de représentation des PDI et formation de leurs membres**

Les différentes communes n'ont pas mis en place des structures formelles de représentation des PDI. Cependant, chaque commune a mis en place un Comité de Mouvement de Population (CMP) composé de représentants de la société civile, de la mairie, de la chefferie traditionnelle, des associations des jeunes et des femmes. Le projet a collaboré avec ces comités dans la conduite de toutes les activités. Cela a facilité les relations entre le projet, les autorités communales et les bénéficiaires.

RDC :

- **Transfert monétaire pour les femmes issus de ménages déplacés internes**

Les numéros de téléphone de 120 bénéficiaires déplacés internes ainsi que de 30 familles hôtes ont été mis

à jour avant la 4e et dernière phase de distribution. Certains d'entre eux avaient déjà perdu ou s'était fait voler leur téléphone. Cette dernière phase de distribution du cash transfert a été effectuée en date du 24 décembre 2022. Au total, 4 phases de transfert monétaires ont ainsi été mises en place pour 150 ménages bénéficiaires. Chaque ménage a reçu un montant de 100 USD à chaque phase, totalisant ainsi 400 USD pour les 4 phases.

Ouganda :

1.330 personnes (366 hommes, 964 femmes) de ménages extrêmement vulnérables ont reçu une aide financière unique équivalente à environ 60 euros chacune. Cela a correspondu aux 3 cycles de décaissement restants du programme. Tous les bénéficiaires interrogés ont déclaré que la plus grande partie (plus de 70 %) du transfert avait été utilisée pour acheter de la nourriture pour la consommation du ménage.

R1.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés DPI génèrent des revenus pour faire face à leurs priorités de subsistance sur le moyen en long terme.

A1.2.1 Assistance aux ménages via la subvention des actions d'appui à l'élevage

Mali :

- ***Reconstitution de cheptel au profit des ménages déplacés et ménages hôtes :***

Une fois le processus de sélection des fournisseurs de caprins terminé, l'équipe de mise en œuvre a organisé une rencontre de cadrage avec l'entreprise SOGEBAF retenue à cet effet. Les échanges ont abouti à la signature d'un contrat d'engagement dans lequel les critères de choix des animaux, les conditions de mise en quarantaine, le calendrier de livraison et de distribution aux bénéficiaires ont été convenus et précisés. Ensuite, le projet a convenu avec les vétérinaires privés mandataires et les Services Techniques de l'Elevage la réception, le suivi, le respect de la conformité technique, la vaccination des caprins à livrer conformément au contrat. Le calendrier de réception et de distribution des caprins a été partagé et validé avec ces services techniques, les vétérinaires privés, les collectivités, les comités de distribution et les bénéficiaires. Ainsi les bénéficiaires de concert avec les autres parties prenantes ont identifié et préparé les sites de mise en quarantaine et de distribution. Les caprins ont été livrés sur les différents sites, tel que planifié. A l'issue de la fin de la période de mise en quarantaine de 7 jours à compter de la date de présentation des animaux, les services techniques d'élevage et les vétérinaires privés mandatés ont procédé à une supervision de ces opérations de sortie de quarantaine en inspectant la conformité physique des animaux et leur état de santé. Cette opération a ainsi permis d'écarter les animaux malades ou non conformes aux spécifications zootechniques. Ces cas de refus ont été compensés par le fournisseur. A la fin de cette opération de contrôle, les services de l'élevage ont donné leur accord pour la distribution. Les animaux retenus ont été déparasités, vaccinés contre la Peste des Petits Ruminants - PPR et la pasteurellose. 3 équipes ont été constituées. Chaque équipe était composée par les membres des comités de gestion villageois et ceux du projet et du fournisseur pour faciliter l'opération de distribution. La 1ère équipe était en charge de la réception et de la vérification des cartes bénéficiaires, la 2nde équipe de la remise et de la vérification du noyau composé d'un male et de deux femelles par bénéficiaire ; la 3^{ème} équipe était en charge de contenir les animaux. Un total de 1.800 petits caprins (1.200 femelles et 600 mâles) a été distribué au profit de 600 ménages vulnérables. Cette assistance a permis à ces derniers de renouer avec leur activités d'élevage qu'ils avaient dû pour nombre d'entre eux abandonner lors de leur déplacement. L'élevage caprin constitue un pilier important de l'activité économique d'un ménage vulnérable. Cette initiative a permis de renforcer non seulement la résilience des 400 PDI mais aussi celle des 200 hôtes qui ont les ont accepté sur leur territoire pour ainsi promouvoir le vivre ensemble et l'approche « *Do No Harm* ».

- ***Suivi sanitaire du bétail résiduel détenu par les ménages déplacés :***

500 ménages bénéficiaires ont bénéficié d'un suivi sanitaire de leurs petits ruminants. Ce suivi sanitaire a reposé sur l'immunisation des animaux face à 2 maladies qui sévissent dans la zone d'intervention du projet notamment la Peste des petits ruminants et la pasteurellose. Au total ce sont 3.000 Petits ruminants qui ont été vaccinés en plusieurs étapes par les STD. Les effets perceptibles de ce suivi sanitaire sont visibles au sein des bénéficiaires qui n'ont accusé aucune perte en caprins malgré la soudure pastorale qui s'était allongée, preuve que l'immunisation des animaux a été efficace.

- ***Distribution gratuite d'aliments bétail et de kits vétérinaires basiques :***

500 ménages PDI détenant des noyaux résiduels ont reçu des produits vétérinaires basiques composés de déparasitant et des vitamines accompagnées d'aliment bétail et pierre à lécher. Les détails de l'activité ont été rapportés dans le rapport intermédiaire.



Distribution Caprins à Bankass



Suivi sanitaire à Koro



Distribution aliment bétail à Djenne

- **Distribution des semences et petits matériels agricoles aux ménages hôtes :**

200 ménages agriculteurs principalement des ménages hôtes ont reçu des semences améliorées et du petit matériel agricole pour renforcer leur rendement agricole. Les détails de l'activité ont été rapportés dans le rapport intermédiaire.



Production de Niébé à Koro.



Production de Mil à Koro.

Burkina Faso :

- **Reconstitution du cheptel et suivi sanitaire des animaux.**

La distribution de noyaux reproductifs a été réalisée en septembre 2022 afin de permettre aux animaux de profiter de la bonne période de disponibilité de fourrage vert. Les bénéficiaires ont été formés sur les notions de conduite d'élevage, de santé et d'alimentation de petits ruminants ainsi que sur la fauche et la conservation du fourrage afin de leur permettre de constituer de bonnes réserves de foin pour la prochaine période de soudure. Le choix de la race s'est fait avec le concours des agents de la Direction Régionale en charge de l'Élevage mais également d'un sondage auprès des bénéficiaires. A la suite de l'identification de la race, un appel d'offre a été lancé pour le recrutement du fournisseur et un comité de distribution et de plaintes a été mis en place afin de prendre en compte les avis et d'assurer le bon déroulement des activités. Préalablement à la distribution, une période de quarantaine a été observée, durant laquelle le suivi sanitaire a été réalisé par les agents des Services Techniques de l'Élevage. Lors de la quarantaine tous les animaux malades ont été écartés. A la fin de la quarantaine, les animaux bien portants ont bénéficié d'un déparasitage interne et externe. L'administration des vaccins contre la pasteurellose et la peste des petits ruminants a été effectuée au profit des caprins avant la remise aux bénéficiaires. Le suivi sanitaire des animaux après la distribution a été assuré par les services techniques en charge de l'élevage à travers un protocole. Au cours de la mise en œuvre du projet 338 PDI et 38 hôtes dont 150 femmes ont bénéficié de 1.492 têtes, soit 4 têtes par bénéficiaires (1 male et 03 femelles) afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins financiers et d'assurer leur sécurité alimentaire par l'élevage, par la vente de produits d'origine animale et par la consommation de produits d'origine animale. Le suivi des caprins a été réalisé dans l'ensemble des zones de mise en œuvre du projet. Ainsi, à la date du 30 septembre 2023, sur un total de 1.492 caprins distribués et suivi, il a été dénombré 1.723 têtes dont 425 issues de mises-bas ; soit un taux d'accroissement de 15,5%. Sur les 373 ménages bénéficiaires de départ, il a été déploré 02 décès et 35 ménages introuvables car à nouveau déplacés. Enfin, en plus du suivi réalisé par l'équipe projet, un suivi sanitaire a été organisé avec

l'appui des agents des services techniques à travers un protocole. Pour le suivi sanitaire, ce sont 1.289 caprins qui ont bénéficié de soins à travers ce protocole en 2023 contre 1.492 en 2022.

- **Réhabilitation des aménagements des espaces agricoles (périmètre irrigués, jardin maraichers) équipés d'infrastructures d'hydraulique agricole alimenté avec énergie solaire**

En collaboration avec la Direction Provinciale en charge de l'Agriculture du Kouritenga, un site a été identifié dans le village de Naftenga (Commune de Koupéla) pour être aménagé au profit du groupement féminin *zoetygnandé* dudit village. Après l'identification du site, les actions d'aménagement ont consisté au nettoyage et au terrassement du site, la réalisation d'une clôture au moyen de grillage et de poteaux, la construction de deux bassins d'eau, le parcellement du site, la mise en place d'une parcelle témoin (pour servir de champ école), la fixation et la mise en fonctionnement d'une motopompe. Ce qui a permis de viabiliser 102 parcelles (de 10 mètres x 5 mètres) au profit des bénéficiaires (102 femmes).

- **Sensibiliser les bénéficiaires sur l'éducation nutritionnelle**

Pour la réalisation des actions de sensibilisation, une boîte à image numérique et physique a été conçue et produite (en langue française et locale mooré). Par la suite, 8 sorties de sensibilisations ont été organisées dans les 4 communes bénéficiaires. De façon concrète, des causeries éducatives ont été réalisées au profit des populations dont les personnes déplacées internes qui ont bénéficié de la dotation en chèvres. La sensibilisation a porté sur les causes, les symptômes et les conséquences de la malnutrition, les solutions pour prévenir la malnutrition chez les enfants, l'utilisation du lait de chèvre dans l'alimentation des enfants. Ces sensibilisations ont permis aux bénéficiaires des chèvres d'adopter de bonnes pratiques alimentaires en matière de nutrition et d'hygiène. Les activités de sensibilisation ont touché 192 hommes, 179 femmes soit au total 371 bénéficiaires dont 320 PDI et 51 personnes hôtes dans les 4 communes. Selon les estimations faites sur la base des observations lors des visites terrains et les affirmations des bénéficiaires, environ 110 ménages ont adopté les bonnes pratiques nutritionnelles à base de lait de chèvre dans l'alimentation de leurs enfants.

Niger :

- **Distribuer le Cash pour les femmes**

750 ménages bénéficiaires du projet répartis entre les communes de Torodi (347 ménages PDI et 87 ménages hôtes) et Makalondi (253 ménages PDI et 63 ménages hôtes), ont bénéficié au total de 4 opérations de transfert d'argent. Ces opérations ont eu lieu selon le tableau ci-dessous :

Nombre d'opérations	Torodi	Makalondi	Montant par ménage et par opération	Montant total par ménage sur la durée du projet
1ère opération cash	avr-22	mai-22	30 000 F CFA	120 000 F CFA
2ème opération cash	juin-22	juin-22		
3ème opération cash	juin-23	juin-23		
4ème opération cash	août-23	août-23		

La disparité entre de dates entre les communes de Torodi et Makalondi concernant la 1ère opération est due à la fermeture par les autorités des agences de transfert d'argent sur place à Makalondi pour cause d'insécurité. Cela a retardé les négociations avec l'agence de transfert pour qu'elle dépêche une mission de distribution sur site pour Makalondi. La mise en œuvre de cette activité suit plusieurs étapes :

- Avant l'opération : des séances d'information sont organisées au profit des bénéficiaires sur (i) la date de l'opération et (ii) le planning de passage des quartiers/villages établi avec les responsables des agences de transfert d'argent. Ces informations sont passées aux bénéficiaires par le canal des chefs de quartiers/villages, des représentants des PDI et de la chefferie cantonale. Cela permet de mieux gérer la foule et d'éviter le chevauchement entre les bénéficiaires du projet et les clients ordinaires.

- Pendant l'opération : Il s'agit de mettre en place une équipe de VSF-B pour le contrôle de l'identité du chef de ménage et l'émergence sur la liste des bénéficiaires. L'équipe vérifie l'existence et la concordance des noms inscrits sur les listes de paiement d'avec ceux qui sont sur les cartes de bénéficiaires. L'objectif est d'éviter la fraude. Il est à noter que les chefs de ménages qui perdent leurs cartes de bénéficiaires, font une déclaration de perte au niveau de l'autorité qui lui délivre un document permettant à l'équipe projet de lui établir un duplicata de sa carte pour lui faciliter l'accès à l'assistance fournie par le projet.



Bénéficiaires recevant leur cash en présence de l'équipe de contrôle VSF-B à Torodi et à Makalondi

• Distribution d'aliment bétail pour les femmes embaucheuses

Du 7 au 9 février 2023 le projet a mis en œuvre cette activité qui a consisté à la distribution de 636 sacs d'aliment bétail de 25 kg chacun au profit de 318 femmes qui ont choisi l'embouche comme activité génératrice de revenus. Parmi ces femmes 222 sont à Torodi et 96 à Makalondi. L'aliment bétail a été réceptionné par l'équipe du projet en présence du Directeur Départemental de l'élevage pour le contrôle de la qualité avant d'être distribué aux bénéficiaires. Chaque femme bénéficiaire a reçu 2 sacs de 25 kg d'aliment composé pour bétail afin de mieux conduire son activité d'embouche.



Vue du site et d'une bénéficiaire recevant sont kits d'aliment bétail à Kobagué

• Distribution de semences fourragères améliorées aux agropasteurs

Cette activité a été réalisée en 1ère année au profit de 500 bénéficiaires qui ont reçu chacun 2 kg de semences fourragères améliorées. Ces bénéficiaires dont au nombre 304 dans la commune de Torodi et 196 dans celle de Makalondi.

• Soutenir les ménages hôtes dans la reconstitution de leurs moyens d'existences (petits ruminants, AGR etc.)

Lors de la 1^{ère} année de mise en œuvre, 150 ménages hôtes (soit 87 pour la commune de Torodi et 63 pour celle de Makalondi) ont reçu chacun un montant de 150.000 FCFA pour la mise en place des activités de renforcements de leurs moyens d'existences. Cet appui a permis à 74 ménages d'exercer de petits commerces (vente de galette, condiments, céréales ; fabrication et vente de savon, etc.) et à 76 autres de faire de l'embouche. En plus de permettre aux ménages de gagner des revenus, cet appui a contribué au renforcement de plusieurs autres ménages à travers l'achat sur les marchés locaux de 299 têtes d'animaux dont 225 ovins, 49 caprins et 25 bovins. En année 2, les ménages ayant fourni des efforts pour réussir la reconstitution de leurs moyens d'existence ont été renforcés avec le même montant qu'en année 1. Des séances de sensibilisation continue ont été organisées dans les quartiers et villages d'intervention au profit des bénéficiaires autour des activités génératrices de revenus. Il s'agissait d'expliquer aux bénéficiaires l'objectif de cet appui qui est de les aider à renforcer les AGR pour générer des revenus qui leur permettront de répondre à leurs besoins de base.

• Suivi sanitaire des animaux distribués

Une convention a été signée en Février 2022 entre le projet et le Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP) de Torodi afin de fournir un soin vétérinaire aux animaux achetés par les bénéficiaires des AGR dans le cadre du projet. Plusieurs séances de vaccination ont été réalisées au niveau des quartiers/villages de Torodi. S'agissant de la commune de Makalondi, la situation sécuritaire n'a pas permis de mettre en œuvre ce suivi sanitaire. Au total 309 têtes dont 203 ovins, 86 caprins et 20 bovins ont été touchées par la vaccination dans la commune de Torodi. De même, les bénéficiaires de l'embouche font périodiquement recours au SVPP pour toute autre raison sanitaire en lien avec la santé des animaux d'embouche. Entre décembre 2022 et janvier 2023, il a été enregistré une certaine mortalité parmi les moutons d'embouche dans la ville de Torodi. Au total 29 animaux de 22 bénéficiaires sont morts dans un intervalle de 2 mois. Cette situation a interpellé l'équipe projet qui a demandé l'appui du SVPP pour connaître les causes. Une mission conduite par le SVPP, accompagné de l'équipe projet et des représentants des PDI, a échangé avec les bénéficiaires sur ces cas de mortalité ainsi que sur la gestion de leurs ateliers d'embouche. Il est ressorti des conclusions de cette mission que : (i) Tous les animaux morts sont des mâles, (ii) Quasiment toutes les mortalités sont liées à des erreurs d'élevage, (iii) Le phénomène n'a aucune allure d'épidémie, (iv) Aucune bénéficiaire n'a fait référence au SVPP mais tous ceux qui ont tenté un traitement l'ont fait au niveau du service de l'élevage. La mission a recommandé de : (i) Sensibiliser les bénéficiaires à faire recours au SVPP en cas de besoins même concernant d'autres animaux en dehors du projet, (ii) Sensibiliser les bénéficiaires à respecter le calendrier des actes prévus dans le cadre de la convention de suivi sanitaire, (iii) Donner une formation minimale de conduite d'élevage aux bénéficiaires.

• Soutenir la campagne de vaccination du bétail

La campagne de vaccination a eu du retard à cause des problèmes de vaccins et la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone dans le département de Torodi. La mise en place des équipes de vaccination pour la campagne 2022-2023 a été effective le 30 décembre 2022. Conformément aux objectifs fixés par le Ministère de l'Elevage, l'objectif est de vacciner 80% des bovins, 80% des petits ruminants et 80% des camélins et de marquer 100% des petits ruminants vaccinés. Pour contribuer à l'atteinte de ces objectifs VSF-B a fourni un appui au SVPP qui est le mandataire sanitaire pour cette campagne. Ainsi, 35.000 bolus déparasitant dont 15.000 bolus de 2.500 mg et 20.000 bolus de 300 mg ont été mis à la disposition du SVPP de Torodi. Cet appui permet de renforcer la prise en charge vaccinale et l'état de santé général de 15.000 bovins et 20.000 petits ruminants. Même si ces chiffres sont très loin de l'objectif global de 403.510 petits ruminants et 303.617 gros ruminant, l'appui contribue à l'atteindre car ces produits permettront d'encourager les éleveurs à présenter plus d'animaux aux centres de vaccination pour bénéficier gratuitement d'un soin « 2 in 1 ».



Réception produits déparasitant par le préfet de Torodi, le directeur de l'élevage et le SVPP



Vaccination d'animaux par les ACSA du SVPP de Torodi



Cet accompagnement de l'opération de vaccination par le déparasitage gratuite des bovins et petits ruminants par VSF-B a été salué positivement par les éleveurs. Aussi, pour une bonne complémentarité, VSF-B a échangé avec la représentation de l'ONG AFRICA-70 afin que les messages radiophoniques sur la campagne de vaccination qui sont diffusés par le SVPP avec l'appui de VSF-Italie à travers AFRICA-70, intègrent l'information sur le déparasitage gratuit financé par VSF-Belgique. Cela a permis une mutualisation des appuis apportés au SVPP par VSF-Belgique et VSF Italie. Il faut noter que la situation sécuritaire impacte très négativement l'organisation et la mise en œuvre de la campagne dans le département de Torodi. Les Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA) dont le moyen de déplacement reste les engins à 2 roues (motos) se retrouvent dans une zone où environ les 2/3 couvrant la zone de la Sirba, la frontière avec le Burkina Faso jusqu'au centre du département de Torodi restent inaccessibles avec l'instauration de l'Etat

d'urgence depuis 5 années avec interdiction permanente de circuler pour les motos. C'est aussi dans cette zone que se trouve l'essentiel du cheptel. Malgré cette situation, l'appui de VSF/B combiné à celui de VSF-Italie ont permis d'améliorer significativement le taux de réalisation en 2023 (voir tableau ci-dessous).

Année	Désignation	Têtes vaccinées	Ecart 2023 - 2022	Evolution %
2023	Bovins	81.599	- 40.374	-33,10%
	Ovins	126.255	26.978	27,17%
	Caprins	101.579	49.967	96,81%
	Camelins	965	-33	-3,31%
	Total	310.398	36.538	13,34%
2022	Bovins	121.973		
	Ovins	99.277		
	Caprins	51.612		
	Camelins	998		
	Total	273.860		

Récapitulatif des chiffres de vaccination département de Torodi
Source : Rapport de campagne de vaccination, édition 2022-2023 : Torodi

Déparasitage	Nombre
Albendazole 2500mg	15 000 bovins
Albendazole 300mg	20 000 ovins / caprins

Résultats du déparasitage des gros et petits ruminants, département de Torodi
Source : Rapport de campagne de vaccination, édition 2022-2023 : Torodi



Vue des ACSA du SVPP de Torodi effectuant le déparasitage à l'albendazole (Crédit photo : SVPP Torodi)

Cette activité de soutien à la campagne de vaccination a été réalisée pendant les 2 années de mise en œuvre et a permis de déparasiter au total, 45.900 animaux dont 25.900 bovins et 20.000 petits ruminants.

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda : No update

A1.2.2 Assistance aux ménages via des Activités Génératrices de Revenus

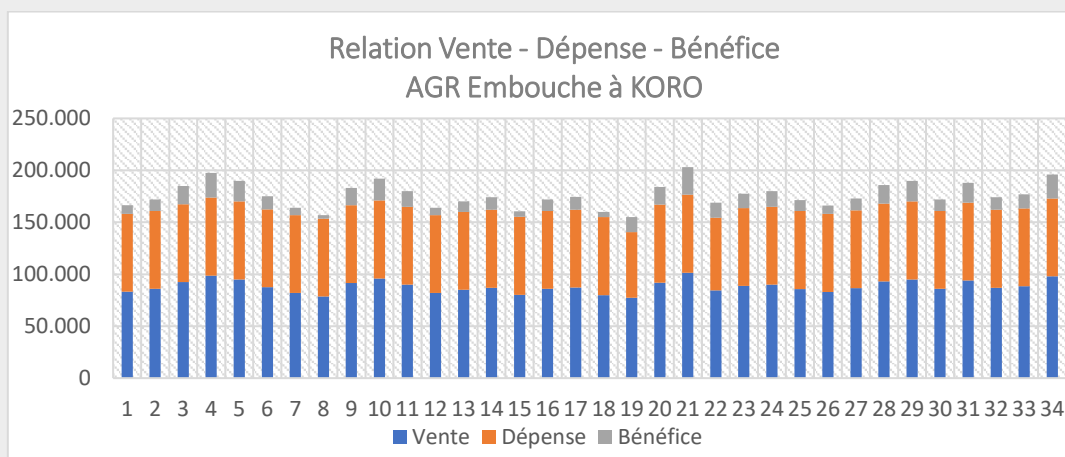
Mali :

Le choix de l'AGR à conduire a été laissé aux bénéficiaires qui se sont prononcés selon les potentialités de leurs zones. 100 bénéficiaires ainsi ont opté pour des AGR élevage :

- 33 à Bankass motivés par l'aviculture ont pu acquérir 330 sujets de volailles (231 poules et 99 coqs) de race locale améliorée à partir des fonds reçus.
- 67 bénéficiaires des Cercles de Koro et de Djenné, ont opté pour l'activité d'embouche ovine, engraisant ainsi 66 têtes.

A la suite des fonds remis aux bénéficiaires, les animateurs ont effectué un suivi rapproché et formatif de ces derniers afin de se rassurer de la bonne utilisation des fonds et ainsi assurer un accompagnement plus efficace dans l'exploitation de leurs activités. Des conseils pratiques leur a été prodigués par les agents d'élevage notamment sur la tenue d'un compte d'exploitation, le calendrier de sortie des animaux, la

quantification des aliments à donner aux animaux. Le graphique ci-dessous présente le cas de la rentabilité des bénéficiaires de Koro faite sur la base d'un échantillon. Au bout de l'activité, aucune mortalité n'a été observée. Les bénéficiaires ont calculé eux-mêmes leurs bénéfices respectifs après les dépenses effectuées et il en est ressorti des gains non négligeables chez tous, ce qui leur ont permis de réinjecter leurs avoirs vers d'autres besoins prioritaires de leurs familles. On observe en effet que les bénéficiaires ont pu générer un bénéfice net variant de 3.500 FCFA comme minimum de gain allant à 26.500 FCFA comme maximum de gain pour cette opération d'emboche. Ceci informe sur les potentialités de ce type d'appui en termes de sources de revenu sachant que 3 opérations sont possibles dans l'année.



Relation entre la Vente, les dépenses et Bénéfice en AGR Embouche dans le cercle de Koro

En soutien aux AGR agricoles des femmes, le projet a identifié et réhabilité 3 jardins maraichers dont le jardin maraicher de Hamakeden à Djenné, le périmètre de Kerou Dogon à Koro, le périmètre maraicher d'Endetoro à Bankass. Ces périmètres présentaient un accès limité à l'eau, des besoins d'investissements en matériels et équipements de production. Ils étaient également confrontés à une indisponibilité de semences de qualité. Le soutien apporté a permis d'améliorer les conditions de production et d'augmenter le nombre de parcelles exploitables. Aujourd'hui ce sont 160 nouveaux PDIs dont 89% de femmes qui ont été insérées dans le dispositif. Au niveau de ces périmètres sont cultivées des spéculations variées (Gombo, laitue, échalotte, Piment, Dah, Banane et Papaye, Moringa et Baobab) Ces périmètres assurent aujourd'hui aux femmes une source de revenu stable à travers les ventes locales qui sont faites des productions, un accès à une alimentation diversifiée, et un environnement social favorisant la cohésion et la cohabitation pacifique.



Bénéficiaire conduisant une activité d'emboche - Production de maraichage à Sofara

Burkina Faso :

59 personnes dont 52 PDI et 7 issues des communautés hôtes (36 hommes et 23 femmes) porteurs de microprojet ont bénéficié d'un financement d'un montant de 125.000 FCFA à 150.000 FCFA par bénéficiaire selon leur plan d'affaire simplifié élaboré avec l'appui du projet. Avant le financement, ils ont bénéficié d'une

formation en gestion de micro-entreprise sur des modules tels que l'entrepreneuriat, la gestion financière, le marketing, la fixation des prix, en collaboration avec les Services Techniques Déconcentrés en charge de l'emploi. Les promoteurs évoluant dans le domaine de l'élevage ont bénéficié d'une formation spécifique additionnelle en élevage. Parmi les activités financées figurent l'élevage, le maraichage, le commerce de marchandises diverses, la coiffure, la mécanique, le tissage. Fin septembre 2023, 49/59 (28 hommes et 21 femmes) des promoteurs étaient toujours présents dans la zone d'intervention et en activité, les 10 autres demeurent injoignables du fait d'un nouveau déplacement. Ces 49 promoteurs ont obtenu un bénéfice compris entre 12.000 et 638.000 FCFA grâce à leur activité. 100% des promoteurs déclaraient subvenir aux besoins de leur famille à travers les bénéfices obtenus, notamment pour la couverture des besoins alimentaires, de santé, scolarisation et de logement.

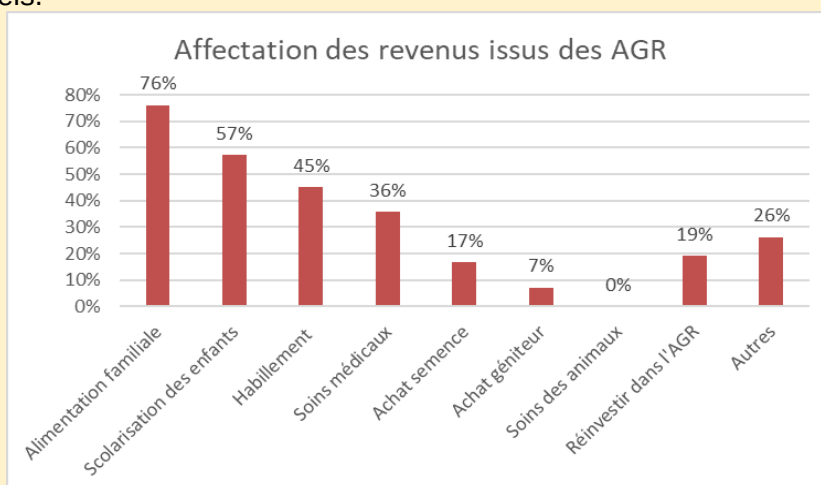
Niger :

Lors de l'année 1 du projet 303 femmes PDI cheffes de ménages (257 à Torodi et 46 à Makalondi) ont bénéficié d'une subvention de 100.000 FCFA chacune pour mettre en place des activités d'embouche. Le choix de l'activité a été fait librement par chaque bénéficiaire à l'issue des rencontres d'échanges individuelles avec chacune des femmes bénéficiaires. 191 femmes (150 à Torodi et 41 à Makalondi) ont choisi de s'investir dans une activité d'embouche. Les autres ont choisi de faire d'autres activités de commerce. Pour une meilleure conduite des AGR et surtout pour assurer un suivi-encadrement de qualité pour les bénéficiaires, les comités communaux d'achat et de suivi des AGR mis en place par les autorités communales ont fourni un accompagnement continu. Ces comités regroupent les différents acteurs / services techniques des domaines d'activités retenus par les bénéficiaires (petit commerce, embouche, élevage de volaille, restauration). Au cours de l'année 2, l'équipe projet et le comité d'achat et de suivi des AGR, ont identifié 129 femmes qui aspirant agrandir leurs "micro entreprises" parmi les bénéficiaires (93 à Torodi et 36 à Makalondi). Celles-ci ont été renforcées avec le même montant de subvention pour le développement de leurs activités l'embouche.

RDC :

- **Appui aux ménages pour le développement d'AGR**

La distribution des kits de démarrage pour les AGR s'est déroulée en 2 phases: en avril 2023 pour les AGR liées à l'élevage et en mai 2023 pour celles liées au petit commerce. 240 ménage ont ainsi reçu un soutien en kit d'une valeur maximale de 250 USD, en fonction du plan d'affaires spécifique à chaque ménage. 47% des ménages étaient déplacées internes, 55% des familles d'accueil et des hôtes. 2/3 des bénéficiaires avaient déjà exercé par le passé les activités choisies. 40% des ménages ont opté pour une AGR liée à l'élevage. 74 chèvres ont été répartis entre 28 ménages, tandis que 171 volailles et 26 porcs ont été fournis aux autres ménages. 60% des ménages bénéficiaires ont opté pour d'autres activités liées principalement au petit commerce, en particulier la vente de produits alimentaires et non alimentaires sur les marchés de Bwegera et de Luvungi. 79% des bénéficiaires ont enregistré des bénéfices et les ont affecté différemment selon les besoins de chaque ménage. L'affectation des revenus (Alimentation - 76%, Education - 57%, Habillement des enfants – 45%) informe que la mise en place de ces AGR a soutenu les ménages à couvrir leurs besoins essentiels.



A l'issue du Programme, 95% d'AGR mise en place étaient fonctionnelles. 74% des bénéficiaires étaient membres d'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC). 29% avaient développé des activités connexes.

• **Dotation des ménages en foyers améliorés et charbon**

Un total de 200 ménages ont bénéficié de la distribution de foyers améliorés, chacun étant équipé de 2 plaques de cuisson, ainsi qu'un sac de braise de 50 kg. Cette distribution s'est déroulée sur 8 phases distinctes, avec un intervalle d'un mois entre chaque phase. La huitième et dernière phase de distribution des braises a été organisé en février 2023. Cette approche séquentielle sur huit phases a permis d'assurer une distribution régulière et échelonnée.

Ouganda :

345 jeunes réformés ont reçu chacun 2 chèvres galla. Il est intéressant de noter que ces chèvres sont beaucoup plus productives que les races locales, puisqu'elles produisent des jumeaux ou des triplés. Ces animaux contribuent à répondre aux besoins nutritionnels des ménages, en particulier des nourrissons, grâce au lait. Le fait de soutenir les jeunes réformés en reconstituant leurs troupeaux contribue aussi à leur offrir d'autres moyens de subsistance que le pillage.

- **Moyens et coûts associés finalement engagés – Résultat 1**

Résultat 1	EUR
Personnel	349.316
Equipement	45.477
Coûts de fonctionnement	106.532
Coûts opérationnels	1.084.235
TOTAL	1.585.561

4.3.2.2 Résultat 2 : Les différentes communautés et différents groupes sociaux ont accès de manière sécurisée aux services de base sans discrimination ou préjudice

4.3.2.2.1 Au stade de la proposition

Secteurs and sous-secteurs associés :

- WASH (hygiène promotion)
- Health (mental and psycho-social support)
- Education (safe and accessible learning environments)
- Protection (prevention and response to GBV, Documentation, status and protection of individuals)
- Disaster Risk Reduction/Disaster Preparedness (community and local level action, Protection of livelihoods, assets, and critical facilities, capacity building)

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
Nombre de personnes ayant reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	A déterminer	A déterminer	A déterminer	2,800	9,900
Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.		A déterminer	A déterminer	A déterminer	A déterminer	4,000
Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question.	Représentants de l'ensemble des acteurs	>300 p/an	>300 p/an	>300 p/an	>300 p/an	>300 p/an

Activités associées au résultat :

Facilitation de l'accès aux services de base

- Construction/réhabilitation de latrines pour les familles d'accueil des PDI et les femmes DI, et réparation des points d'eau

- Facilitation d'accès aux soins et services juridiques pour les PDI victimes de VBG
- Soutien psychoaffectif des PDI
- Appui aux services d'état civil pour l'enregistrement des enfants nouveau-nés des PDI
- Facilitation de l'accès aux services sociaux sur les activités post-désarmement, "désarmer l'esprit" et programmes de guérison des traumatismes.
- Facilitation de l'accès aux droits à la terre avec la participation et l'autonomisation des femmes, grâce à l'accès à l'information et aux experts juridiques en mesure d'offrir des options de réponse immédiate.

Développement des services d'élevage

- Mise en place d'un réseau d'auxiliaires d'élevage autour des vétérinaires existants : formation, produits vétérinaires, petits équipements
- Contrôle d'urgence des maladies animales pour éviter la transmission de maladies et la perte des principaux moyens de subsistance, par l'intermédiaire des auxiliaires de l'élevage et des services vétérinaires de district.

Développement des services d'approvisionnement en intrants

- Mise en place de banques d'intrants : aliments bétails et semences (fonds de roulement, bons d'achat...)
- Dotation en intrants au profit des propriétaires terriens qui ont accepté d'octroyer des terres de cultures aux PDI (via bons d'achat)

Renforcement des capacités

- Formation des formateurs (staff VSF-B et partenaires locaux) sur le Livestock Emergency Guidelines et Standards (LEGS)
- Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur les LEGS, les principes humanitaires, les droits humains (cadre légal, judiciaire et institutionnel) des PDI
- Formation des autorités, services techniques, leaders locaux et représentants des PDI sur les VBG
- Association des services techniques déconcentrés (prise en charge) lors des suivis des activités sur le terrain (learning by doing)
- Développement de stratégies communautaires de réponse aux situations d'urgence, facilitation de la mise en œuvre et promotion de l'intégration des plans d'urgence communautaires au niveau des communes et districts.

4.3.2.2.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour des indicateurs du R2 :

Plusieurs cibles restaient à déterminer lors de la formulation du projet. Le tableau ci-dessous présentent les cibles identifiées ou actualisées par indicateur.

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
Nombre de personnes ayant reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	0	0	0	> 2,800	9,900
Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.		A déterminer	4500	A déterminer	> 2884	4,000
Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question.	Représentants de l'ensemble des acteurs	200	200	>300 p/an	>300 p/an	>300 p/an

- Mise à jour des bénéficiaires (statut + nombre) du Résultat 2

- Indicateur 1 : Nombre de personnes ayant reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base

Mali :	Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Mali en lien avec cet indicateur.
Burkina Faso :	Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Burkina Faso en lien avec cet indicateur.

Niger : Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Niger en lien avec cet indicateur.

RDC :

A ce stade de mise en œuvre les résultats atteints sont les suivants :

- Prise en charge de soins de santé humaine : 1455 personnes dont 1118 femmes et 337 hommes ont eu accès aux soins de santé humaine. Parmi ceux-ci il y a 882 personnes déplacées interne et 573 personnes issues des familles d'accueil.
- Enregistrement à l'Etat civil : 311 enfants (179 filles et 132 garçons)
- Victimes de VBG ayant bénéficié d'un soutien psychologique : 1.155 femmes
- Victimes de VBG ayant bénéficié d'un service juridique) : 2
- Jeunes femmes ayant bénéficié de kits hygiéniques et menstruels : 53 femmes PDI
- Personnes ayant amélioré leur accès aux infrastructures EHA (latrines et points d'eau réhabilités) : $20 \times 5 + 54 \times 5 = 370$ personnes.

Un total de 3.346 personnes a reçu à ce stade de l'intervention reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base.

Ouganda :

- 10.878 personnes ont été touchées par des actions de contrôle d'urgence des maladies (5 548 femmes et 5 330 hommes). Les actions de contrôle des maladies comprenaient le contrôle des maladies transmises par les tiques, le déparasitage et les traitements d'urgence dans les districts de Moroto, Napak et Kaabong.
- 34.416 personnes bénéficient grâce à l'appui du projet d'un accès amélioré à l'eau potable (17.552 femmes et 16 864 hommes).
- 270 personnes ont été identifiés et formés en groupes pour le programme de guérison des traumatismes (135 femmes et 135 hommes).

- Indicateur 2 : Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.

Mali :

L'enquête Baseline ISAME et SCA informe que seulement 84 ménages (soit 588 personnes) sur les 2.100 ménages (soit 14.700 personnes) ciblés n'ont adopté aucune stratégie néfaste sur les moyens d'existence. Ce chiffre représente 4% des 2.100 ménages bénéficiaires du projet. L'indicateur sera analysé à nouveau lors de la Endline pour apprécier son évolution.

Burkina Faso :

Cet indicateur sera au calculé au Burkina Faso suivant la somme des personnes ayant bénéficié d'un appui pour la reconstitution de leur stock (petits ruminant et de sous-produits agro-industriel, cible : 2.250 personnes) et des personnes ayant bénéficié d'un appui pour la production agricole et maraichère (cible : 2.250 personnes) et mesuré en fin de projet.

Niger :

Cet indicateur sera au calculé au Niger suivant le nombre de personnes qui estiment que les actions du projet ont permis de protéger leurs moyens de subsistance à travers les actions d'assistance du R2 (aliments bétail) et mesuré en fin de projet.

RDC :

A ce stade de mise en œuvre, 412 ménages (180 PDI et 232 ménages hôtes) soit 2.884 personnes disposant d'animaux ont bénéficié des soins pour leurs animaux.

Ouganda :

L'indicateur est déterminé par le nombre de personnes dont le bétail a été protégé des effets des épidémies (mortalités et morbidités), protégeant ainsi leur principal moyen de subsistance. 2.092 ménages ont bénéficié des actions de contrôle des maladies, ce qui équivaut à 10.878 personnes.

- Indicateur 3 : Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question.

Mali :

A ce stade de mise en œuvre, 100 chefs de ménages ont déjà bénéficié des formations pour améliorer leurs connaissances sur la protection notamment sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et la gestion non violente

des conflits fonciers. Un nombre supplémentaire, notamment de 50 personnes recevront des formations sur l'approche LEGS et 50 autres personnes sur l'approche *Do no harm*.

Le contexte sécuritaire devenu volatile dans la zone d'intervention limite les possibilités de réaliser les formations prévues au niveau local (cercle), ce qui a conduit à les relocaliser au niveau régional. Ceci a conduit à réduire la cible initialement identifiée pour cet indicateur.

Burkina Faso :

Les activités prévues pour l'atteinte de ce résultat seront réalisés pendant la deuxième année.

Niger :

Les activités prévues pour l'atteinte de ce résultat seront réalisés pendant la deuxième année.

RDC :

Les activités prévues pour l'atteinte de ce résultat seront réalisés pendant la deuxième année.

Ouganda :

Les associations communautaires de gestion de pâturage, les associations foncières communautaires et les comités fonciers de zone ont été formés à une meilleure gestion des pâturages et des droits fonciers coutumiers. Au total, 70 femmes et 213 hommes ont vu leurs connaissances améliorées en matière de gestion des pâturages, de titres de propriété des terres communautaires et de droits fonciers coutumiers.

- Mise à jour des activités du Résultat 2

R2.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré à des services de base indispensables

Mali : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Mali.

Burkina Faso : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Burkina Faso.

Niger : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Niger.

RDC :

• Construction de latrines et réparation de points d'eau

La construction des latrines a été précédé par un processus participatif et inclusif afin de déterminer le choix des sites. Les communautés hôtes, les PDI, les chefs du village, les leaders locaux, les services techniques ont ainsi été consultés et ont choisi les sites de construction sur la base de critères spécifiques, notamment la concentration des PDI, la facilité d'accès, la nature du sol, la proximité d'un point d'eau et des espaces publics. Suite à cette première étape, 5 blocs de latrines de 5 portes ont été construits, des Comités de gestion des latrines ont été constitués et 5 hygiénistes ont été identifiés par la communauté pour l'entretien. Le projet a remis aux comités de gestion un lot de produits hygiéniques, matériels et tenues afin de favoriser la mise en place du processus d'entretien.

Par ailleurs, l'accès à l'eau a été amélioré via la réparation de 5 points d'eau qui étaient bouchés et présentaient un réseau de distribution défectueux. Ainsi, avec l'appui technique du Service National d'Hydraulique Rurale, le projet a contribué à l'amélioration des infrastructures. Environ 250 ménages disposent à présent d'un accès amélioré en eau avec une moyenne de consommation des 100 litres d'eau par ménage.

• Dotation en kits hygiéniques et menstruels

Le projet a procédé à la dotation en kits menstruels à 6 reprises pour les jeunes filles PDI afin de leur fournir les moyens pour améliorer leur hygiène et améliorer leur santé sexuelle et reproductive en limitant les infections. Les kits étaient notamment constitués de bande hygiénique, savons de lessive, de bain et lotion. 53 jeunes femmes ont bénéficié de cette action pilote pour VSF-B. L'enquête rapide réalisée révèle un taux de satisfaction de 100%. Des stratégies sont en train d'être mise en place afin de répondre à la sollicitation des bénéficiaires tout en restant dans la limite du budget et des normes de protection. L'équipe du projet est en train d'analyser comment le projet pourrait contribuer positivement à leur autonomisation socio-économique, via la mise en place d'AGR et une intégration au sein des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit.

• Facilitation de l'accès aux soins et services juridiques pour les PDI victimes des VBG

Cette activité a été réalisée avec l'appui du partenaire AFEMA. Le projet a contractualisé avec le Bureau Central de la Zone de Santé de Lemera pour la prise en charge sanitaires des PDI. La prise en charge des soins de santé primaires était lors de la formulation du projet couvert par le consortium People In Need (PIN)

et Médecins du Monde (MDM). L'analyse avait révélé d'importants besoins pour la prise en charge des soins de santé secondaires. Le Bureau Central de la Zone de Santé de Lamera a soumis au Projet une liste des maladies secondaires susceptibles d'être prise en charge. Sur cette base, un protocole d'accord a été signé à cet effet. Les enquêtes révèlent des taux de satisfaction élevés parmi les bénéficiaires de ce volet. Cependant, depuis la formulation du projet, l'appui fourni par le Consortium PIN-MdM a pris fin. Le projet n'est pas en mesure d'assurer la continuité de la prise en charge financière des soins de santé primaire. Les équipes de VSF-B ont ainsi entamé une démarche de plaidoyer auprès des autres acteurs humanitaires intervenant au Sud Kivu susceptible d'assurer le relais de cette prise en charge.

- ***Apporter un soutien psychoaffectif aux enfants et victimes des VBG***

Deux maisons d'écoutes ont été mis en place et une formation d'assistants psychosociaux a été organisée. Les enfants et victimes des violences basées sur le genre sont dirigés vers ces maisons d'écoutes à travers un système de référencement par les monitrices de protection, structure sanitaire, police, RECO (Relais communautaire) et membres de la communauté sensibilisés.

L'accueil des enfants survivants, ceux-ci est soumis à un entretien pour déceler la nature des violences subies (violences sexuelles, harcèlement, maltraitance, assistance aux tueries par les groupes armés, des pillages et des violences physiques etc...) afin d'apporter un soutien psychologique. Une prise en charge médicale des enfants victimes de SGBV est faite préalablement à la prise en charge psychosociale. Les activités de soutien psycho affectif organisées sont : (i) l'écoute psychologique, (ii) le suivi psychologique, (iii) l'accompagnement psychologique, (iv) la médiation. Les cas qui dépassent les compétences des assistants psychosociaux sont référés pour des psychothérapies complexes.

Tenant compte des témoignages enregistrés dans les zones d'intervention, soit par les survivants eux-mêmes ou par les membres de leurs familles, il ressort que l'appui psychosocial offert aux victimes est capital pour la réintégration des enfants victimes de VGB dans leurs communautés y compris dans leurs ménages. (Médiation familiale, communautaire, ...). Après ces appuis une fille déplacée âgée de 17 ans témoigne ceci, « je pensais que c'était fini pour moi, mais je me rends compte qu'il y a encore espoir d'une vie normale dans ma communauté ».

- ***Appuyer les services d'Etat civil pour l'enregistrement des enfants***

La responsabilité d'enregistrement des enfants est du pouvoir public qui est le service de l'Etat civil et qui a pour mission régalienne l'enregistrement des enfants. L'enregistrement est gratuit dans l'échéance de 90 jours, tel que prévoit le code de la famille congolais. Une fois passé ce délai, le contrevenant est obligé de payer une amende perçue après établissement d'un jugement supplétif par le tribunal pour enfant.

AFEMA, l'un des partenaires de mise en œuvre du projet, a signé un accord de prestation avec le chef de groupement mandaté par la chefferie de la plaine de Ruzizi. Une contractualisation avec le service de l'Etat civil en charge de l'enregistrement des enfants a été signée entre AFEMA et l'Etat civil, dans ce document, les modalités de travail ont été définies entre autres, le frais d'enregistrement par enfant et le frais de fonctionnement du bureau de l'Etat civil. Après avoir eu le nombre total des enfants PDI enregistrés et le nombre des enfants ayant dépassés 90 jours et dont les parents ont besoins des jugements supplétifs et actes de naissance, une requête est formulée au tribunal de paix d'Uvira pour solliciter les jugements supplétifs et actes des naissances suivi des listes des enfants bénéficiaires.

Ouganda :

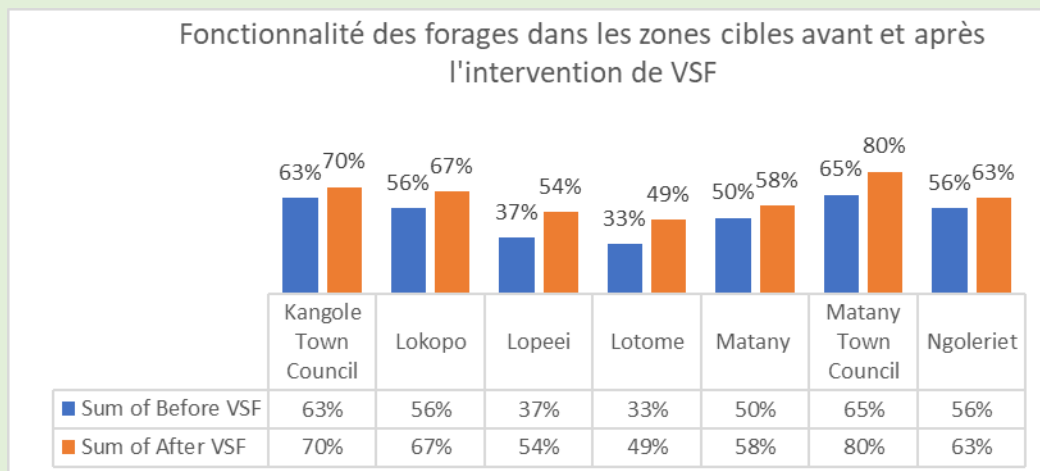
- ***Amélioration de l'accès des ménages vulnérables des communautés d'accueil et de personnes déplacées aux services essentiels de base***

9 réunions dans tous les sous comités du projet ont été organisées afin de recenser et 9 structures de jeunesse ont été organisées et formées à Moroto et Napak. Chaque structure comprend 15 femmes et 15 hommes, soit un total de 30 membres par institution. L'action de guérison des traumatismes se poursuivra au cours de la deuxième année du projet avec des formations et des liens avec les programmes de guérison des traumatismes existants.

- ***Augmentation de l'accès à l'eau pour les ménages vulnérables par la réhabilitation de points d'eau***

Afin d'augmenter l'accès à l'eau potable pour les ménages vulnérables et d'améliorer la fonctionnalité des installations d'eau, VSF-B a réhabilité 39 forages dans le district de Napak. En juillet 2022, le taux de

fonctionnalité des installations d'eau était de 55 % avant la réhabilitation, et a augmenté de 8 % pour atteindre 63 % en août après l'intervention. Les installations d'eau réhabilitées desservent une population de 34.416 personnes, chaque installation d'eau desservant en moyenne 962 personnes.



R2.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services d'approvisionnement en facteurs de production élevage et agricole indispensables

A2.2.1 Développement des services d'élevage

Mali :

- **Développement d'un réseau d'auxiliaires d'élevage autour des vétérinaires existants :**

Au démarrage des activités de services d'élevage, des missions de prospection ont été réalisées au niveau des cercles d'intervention. Ces missions ont permis de recenser 45 auxiliaires d'élevage actifs dans la zone projet. Une évaluation des besoins de renforcement des capacités réalisée en partenariat avec les différents vétérinaires privés a permis la sélection de 14 auxiliaires pour bénéficier d'un accompagnement. Au niveau de chaque commune d'intervention au moins 2 auxiliaires d'élevage ont été retenus à cet effet. Ces auxiliaires ont reçu une formation sur les modules de base de formation d'Agent Communautaires de Santé Animale (ACSA). Ils ont également reçu des matériels, équipements et des produits vétérinaires de base. 30 auxiliaires d'élevage étaient initialement prévus dans le cadre du projet. Le projet a focalisé son appui sur 14 ACSA, mais 16 autres ont été accompagnés par VSF dans le cadre d'un autre projet (PRECIT).

Une plateforme d'échange d'expérience a été initiée à travers la mise en place d'un groupe *Whatsapp* réunissant tous les ACSA et les vétérinaires concernés. Ce groupe leur permet de se partager mutuellement des expériences et d'apprendre les uns des autres et garder le contact. Un dispositif de suivi de fonctionnalité des auxiliaires a été par ailleurs mis en place et est renseigné mensuellement. La synthèse des données centralisées de ce dispositif indique une bonne dynamique et une amélioration dans l'accès aux soins vétérinaires. Il a permis de recenser :

- à Bankass : 236 bovins traités, 1.888 ovins, 1.910 caprins, 18 équins et 34 asins (ânes);
- à Djenné : 213 bovins traités, 1.790 ovins, 1907 caprins, 15 équins et 13 asins;
- à Koro : 15 têtes de bovins, 123 ovins, 20 caprins, 8 équins et 1 asin.

Burkina Faso :

- **Mise en place d'un réseau d'Agents Communautaires de Santé Animale**

Cette activité a été supprimée. En effet, l'enveloppe budgétaire établie lors de la formulation du projet présentait un décalage important avec l'estimation des besoins financiers pour une mise en œuvre de l'activité. Le budget initialement prévu pour cette activité a été alloué à l'activité de transfert monétaire pour la couverture des besoins alimentaires.

Sur la période, les équipes de VSF ont réalisé la formation sur les itinéraires techniques en conduite élevage, en santé et en alimentation des petits ruminants. Une campagne d'immunisation des volailles est prévue durant la 2^{ème} année du projet.

Niger :

- **Identification, formation et équipement 10 Auxiliaires d'élevage**

Il était prévu de mettre en place 10 auxiliaires d'élevage formés et équipés dans des villages reculés pré-identifiés (Alareni, Tombolé, Bosseye bangou et Edda, Koulbou, Kiki, Boni) afin d'améliorer la couverture en soins vétérinaires pour les éleveurs de la zone. Le contexte sécuritaire a négativement évolué au point de pousser plusieurs villages, qui étaient jusqu'alors accessibles et disposant déjà d'ACSA à se déplacer vers la ville de Torodi. Ainsi, les zones pré-identifiées se sont vidées de leurs habitants à la suite de ces mouvements des populations vers les centres urbains rendant ainsi impossible la mise en place des ACSA. Le projet a ainsi fait le choix d'annuler cette activité et de réaffecter les fonds à d'autres activités du projet, parmi lesquelles la formation des acteurs locaux (collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, OSC/ONG) sur les Normes et Directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS).

RDC :

Le projet a mis en service un réseau de santé animale de proximité à Bwegera permettant d'améliorer l'accès à un soutien vétérinaire préventif et curatif. Le Service Vétérinaire a mis à disposition 3 couloirs qui permettent de réaliser les soins des animaux ainsi qu'un terrain qui servira de site de construction d'un grand abreuvoir. Le soutien vétérinaire est assuré par deux cabinets vétérinaires supervisés par un médecin vétérinaire et un ingénieur agrovétérinaire. 5 Agents Communautaires de Santé Animale dont 1 issu de la communauté des PDI les appuient au niveau de chaque couloir. La stratégie d'intégration d'un PDI dans chaque équipe d'ACSA a été développée afin de renforcer la confiance entre les PDI éleveurs et le Réseau de Santé Animale de Proximité – RSAP mis à leur disposition. Un lot de produits vétérinaires est mis à la disposition du RSAP pour permettre les soins des animaux prévus par le calendrier établi conjointement par les éleveurs et vétérinaires, ainsi que pour la réalisation d'interventions ponctuelles. Les maladies les plus couramment rencontrées chez les ruminants soignés sont : Les verminoses, les maladies à tiques, la fièvre aphteuse, la Péripleurite Contagieuse Bovine, les infections d'origines diverses.

Sur la période, 5.908 animaux dont 4102 bovins et 1806 caprins ont été soignés ; 8.500 poules ont été vaccinées contre les différentes maladies des volailles (maladie de New Castle, de Gumboro, Choléra aviaire, Bronchite infectieuse).

Cette action contribue favorablement à réduire la vulnérabilité des 412 éleveurs identifiés par le Service Vétérinaire de Bwegera.

Ouganda :

- **Campagne de contrôle des maladies**

Au cours de la mise en œuvre du projet, des niveaux élevés de précipitations ont été enregistrés, entraînant des inondations localisées. Par ailleurs, la concentration du bétail dans quelques zones relativement sûres a entraîné l'apparition de foyers épidémiques. Les foyers suivants ont été enregistrés : variole caprine, péripleurite contagieuse caprine (PPCC) et peste des petits ruminants (PPR) chez les ovins et les caprins, le black quarter et la péripleurite contagieuse (PPCB) chez les bovins. D'autres maladies importantes ont vu leur incidence augmenter, notamment la gale, la trypanosomiase et les maladies transmises par les tiques (TBD). Suite à l'augmentation des cas de morbidité et de mortalité, un programme de contrôle des maladies a été mis en place dans la zone du projet, ciblant les zones à forte concentration de bétail et les zones où des foyers de maladie avaient été confirmés. Avant les campagnes de contrôle des maladies, des réunions de planification ont été organisées dans chaque district afin d'impliquer toutes les parties prenantes et de solliciter leur participation à l'exercice. Étaient présents l'équipe technique du district, les dirigeants politiques, les administrateurs des administrations inférieures et les stricts représentants des communautés locales (chefs de kraal et agents communautaires de santé animale). L'exercice a couvert la plupart des Kraals où étaient concentrés de grands troupeaux de bétail. Vaccins et médicaments vétérinaires ont été achetés par le projet, administrés et distribués afin de lutter contre ces maladies.

Le projet a également facilité les vaccinations contre la fièvre aphteuse et la rage pour lesquelles les vaccins ont été fournis par le ministère de l'Agriculture. Les actions synergiques ont permis de cibler davantage de maladies dans le cadre de la campagne de vaccination, y compris une action sanitaire par la vaccination antirabique localisée dans le district de Moroto. Au total, ce sont 180.337 actions de contrôle des maladies qui ont été mises en œuvre, ciblant 97.360 têtes de bétail (39.623 bovins et 57.737 chèvres). 604 chiens ont également été touchés par les actions de contrôle des maladies. Ces actions ont permis de protéger le principal moyen de subsistance de 34.771 ménages. Dans le calcul des chiffres ci-dessus, seul le bétail ayant été pulvérisé et les chiens vaccinés ont été inclus dans le nombre final de bétail/animaux atteints en raison des actions répétées de lutte contre les maladies par animal, à savoir la vaccination et la pulvérisation.

Voici un résumé des données sur la campagne de contrôle des maladies menée dans la sous-région Karamoja.

Districts	Animaux vaccinés			Lutte contre les maladies transmises par les tiques		Vermifugés		Traités		Nombre d'interventions réalisées	Nombre de bétail atteint	Nombre de propriétaires de bétail atteints
	Bétail vacciné contre Black Quarter, Péripneumonie contagieuse, fièvre aphteuse	Chèvres vaccinées contre la peste des petits ruminants, la variole et la pleuropneumonie	Chiens vaccinés contre la rage	Bétail	Caprins	Bétail	Caprins	Bétail	Caprins			
Kaabong		5,394		5,885	24,402	78	966	567	2507	39,799	30,287	10,816
Moroto	13,094	16,043		18,610	26,020	1031	9431	553	1255	86,037	44,630	15,939
Napak	14,755	5,219	604	15,128	7315	3433	6018	941	1088	54,501	22,443	8,015
Totaux	27,849	26,656	604	39,623	57,737	4,542	16,415	2,061	4,850	180,337	97,360	34,771

Résumé des actions de contrôle des maladies dans la sous-région Karamoja.

A2.2.2 Développement des services d'approvisionnement en intrants

Mali :

- Mise en place de banques d'intrants**

Le processus de mise en place de banques d'intrants (aliments bétails et semences) est en cours. L'activité a commencé par le recensement des coopératives d'éleveurs et agro-éleveurs actives dans la zone d'intervention du projet. Le processus privilégiera les coopératives agrosylvopastorales qui sont répertoriées au niveau des Services de Développement Social et de Production Animale. Le projet procèdera à l'analyse de la fonctionnalité de chacune d'entre elles et l'impact positif qu'elles apportent au sein de la population. La sélection finale sera opérée en fin d'année 2022 et conduira à un soutien via la dotation en fonds de roulement.

Burkina Faso :

- Dotation des agriculteurs et maraichers en kits intrants pour l'agriculture et le maraîchage**

Au cours de la 1^{ère} année d'exécution, le projet a procédé à la dotation en intrants agricoles. Dans un 1^{er} temps, les besoins ont été identifiés avec l'avis des agents techniques du Service de l'Agriculture. Des sorties de distributions ont ensuite été organisées avec le concours de la Direction de l'Action Humanitaire du Centre-Est. Chacun des 234 bénéficiaires a reçu 2 kg de semences de Niébé, Sorgho, et de Maïs ainsi que 25 kg de compost organique et une daba (houe). Les bénéficiaires ont été sensibilisés sur l'utilisation des kits agricoles reçus. A la suite de la distribution, et dans le souci de mieux accompagner les producteurs, la Direction Régionale en charge de l'Agriculture a assuré leur suivi avec l'accompagnement du programme. Ce suivi s'est fait à travers le réseau d'encadrement mis en place qui a été très favorable à la mise en œuvre du suivi-appui-conseil aux producteurs et productrices agricoles dans les communes de Bittou au Boulgou et Koupéla, Gounghin, Pouytenga dans la province du Kouritenga. Selon les rapports de suivi, les superficies moyennes emblavées par spéculation sont entre autres de 1,5 ha pour le sorgho et de 0.5 ha pour les deux autres spéculations (maïs et niébé). La physionomie des plants laisse présager une bonne campagne. A la date du 14 octobre, certains producteurs ont entamé les récoltes. Une évaluation sera faite à l'issue des récoltes. La prochaine période verra la dotation des bénéficiaires en intrants et petits matériels pour le maraîchage.



Formation et distribution d'intrants – 05/2022

• **Formation sur les itinéraires techniques en agriculture pluviale**

Dans l'objectif d'accompagner les producteurs pour une meilleure production afin de satisfaire leurs besoins, une sensibilisation sur les techniques culturales a été initiée en mai 2022 au profit de 234 bénéficiaires dont 159 hommes et 75 femmes issues de 167 bénéficiaires déplacés internes et 67 Hôtes. La méthodologie de la formation a été basée sur une approche interactive et participative reposant sur des exposés et des échanges pour permettre une bonne assimilation de la part des participants. Les travaux se sont déroulés à travers des échanges d'expériences, des exposés débats, des travaux de démonstration et des brainstormings. C'est dire que nous avons favorisé l'alternance théorie / pratique pour consolider les acquis de la théorie. Une évaluation a été réalisée au terme de la session de formation.

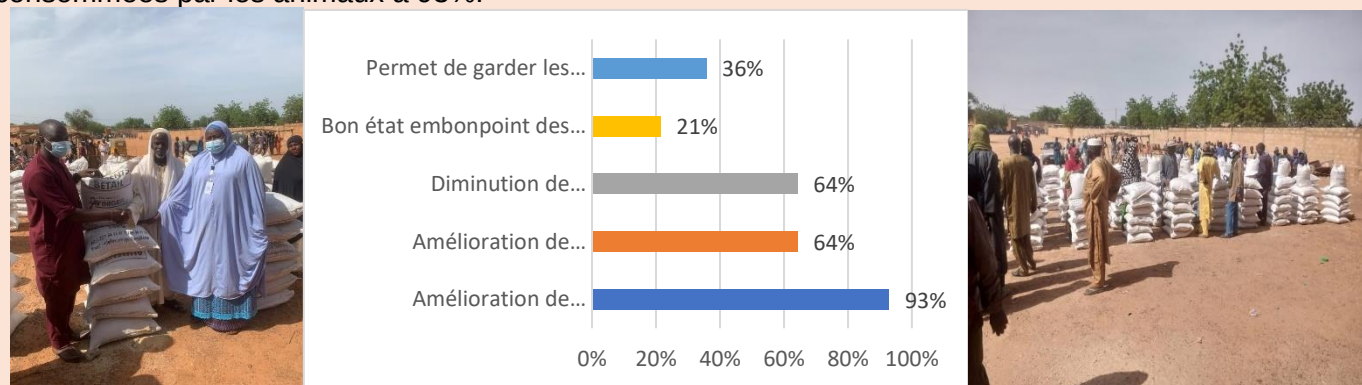
Niger :

• **Distribution d'aliment bétail en période de soudure aux éleveurs restés dans les villages**

Un contrat a été signé avec la société AVINIGER pour l'achat 108,2 tonnes d'aliment bétail soit 2.164 sacs de 50 Kg d'aliments composés pour bétail dont 714 sacs d'aliments composés pour bovin et 1.450 sacs d'aliments composés pour petits ruminants. Ce stock qui est mis en magasin au niveau des communes de Torodi et Makalondi est distribué aux bénéficiaires identifiés par les équipes VSF-B assistées par des prestataires, les services techniques concernés et en collaboration étroite avec les autorités. Pour cela, 3 centres de distribution ont été mis en place dont 1 à Torodi, 1 à Kobagué et 1 à Makalondi. La distribution de l'aliment bétail a été assurée par 3 équipes en collaboration avec la direction départementale de l'élevage et le Service Vétérinaire Privé de Proximité (SVPP) simultanément sur les 3 sites. Concernant la commune de Makalondi, du fait du problème d'accès pour des raisons sécuritaires, la distribution a été assurée par les services techniques de l'élevage en collaboration avec les autorités communales. Au total l'aliment bétail a bénéficié à 721 éleveurs dont 418 à Torodi et 303 à Kobagué. Chaque bénéficiaire a reçu 150 kg d'aliment bétail qui correspond à 6 sacs de 25 kg.

L'aliment bétail donné aux éleveurs a été très apprécié du fait de sa qualité nutritive et de sa qualité. L'enquête PDM révèle que 100% des ménages enquêtés ont été satisfaits de la qualité de l'aliment bétail distribué. Elle informe également que les aliments distribués ont permis de couvrir les besoins alimentaires de leurs animaux pendant une moyenne de 33 jours (allant de 14 à 60 jours de consommation).

Le kit d'aliment bétail leur a permis (i) d'éviter le déstockage stratégique à 36% ; (ii) d'améliorer l'état d'embonpoint des animaux (21%) et (iii) de fournir à leurs bêtes des aliments bétail de qualité (64%) ; (iv) de diminuer l'endettement pour l'achat d'aliment bétail (64%) ; et enfin d'améliorer la quantité d'aliments consommés par les animaux à 93%.



Vue du site de distribution d'aliment bétail de Torodi & Effets de l'utilisation du kit d'aliment bétail

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en Ouganda.

R2.3 Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour mieux desservir les populations selon les principes de LEGS et « do no harm, leave no one behind »

A2.3.1 Formation des formateurs sur le Livestock Emergency Guidelines et Standards (LEGS)

Mali :

VSF Belgique a fait un choix stratégique de renforcer ses interventions dans l'action humanitaire. Le renforcement de notre expertise dans les actions d'urgence liées à l'élevage constitue un élément important

pour l'accomplissement de la mission de notre organisation. Pour arriver à mieux "Soutenir le renforcement des capacités des communautés "défavorisées dépendant de l'élevage dans le monde, en vue d'améliorer leur bien-être", VSF-B a organisé du 27 juin au 01 juillet 2022 une formation de Formateurs sur les Standards et Recommandations relatives aux actions d'urgence liées à l'élevage - *Livestock Emergency Guidelines and Standards* - LEGS à Cotonou (Bénin). Ces standards sont reconnus par la Norme Fondamentale Humanitaire ou *Core Humanitarian Standard* (CHS). VSF-B est un contributeur actif de ce manuel. Un travail permanent de diffusion au sein des équipes reste cependant nécessaire. Ainsi, le Projet a prévu l'organisation d'une formation de formateur LEGS. Celle-ci s'est déroulée à Cotonou et a permis la formation de 3 staffs du bureau Mali. Ces staffs formés sont chargés de la démultiplication de la formation au niveau local auprès des parties prenantes du projet (autorités administratives, services techniques, sociétés civile, leaders communautaires et équipe projet terrain).

Burkina Faso : 2 membres de l'équipe Burkina Faso ont participé à la formation ci-dessus mentionnée.

Niger : 4 personnes de l'équipe Niger ont participé à la formation ci-dessus mentionnée.

RDC : 3 personnes de l'équipe RDC ont participé à la formation ci-dessus mentionnée.

Ouganda :

En Ouganda, seul pays anglophone du projet, le choix a été fait d'organiser une formation d'utilisateurs et non de formateurs de formateurs. Celle-ci s'est déroulée en octobre 2022 et a permis la formation à Moroto de 19 personnes (4 femmes, 15 hommes), principalement issues d'organisations locales.

A2.3.2 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur LEGS et les principes humanitaires

Mali :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

VSF-B animera des sessions de formation de 4 à 5 jours au niveau de chaque cercle d'intervention. Cette formation mobilisera les collectivités territoriales (mairies et conseils de cercle), les services techniques locaux, l'administration publique, la société civile, les organisations faitières évoluant dans le domaine du monde rural, les coopératives d'éleveurs, les autorités coutumiers. Un calendrier est établi et débouchera sur l'organisation de ces formations au cours de la 2^{nde} année du projet.

- **Atelier de formation sur le Do no harm**

La formation *Do no harm* sera déployée à Sevaré (Mopti), ville bénéficiant d'une situation sécuritaire stable pour accueillir l'ensemble des principaux acteurs concernés. Ce facteur d'insécurité a fortement impacté l'atteinte du nombre d'acteurs attendus. Au lieu de 75 participants programmés par cercle soit 225 pour les trois cercles, le projet n'est parvenu qu'à former qu'une cinquantaine de participants sur l'ensemble des 3 cercles. Cette formation a été facilitée avec l'appui de l'organisation Search for common ground (SFCG) laquelle dispose d'une forte expertise sur la thématique.

Burkina Faso :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

Le plan de formation est élaboré. Les formations se dérouleront au cours de la 2^{ème} année du projet.

Niger :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

Le plan de formation est élaboré et les participants sont identifiés. Les formations sont prévues sur la période de novembre à décembre 2022.

RDC :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

Le plan de formation est élaboré. Les formations se dérouleront au cours de la 2^{ème} année du projet.

Ouganda :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

Tel mentionné précédemment, une formation a été organisée à Moroto en octobre 2022 et a permis la formation de 19 personnes (4 femmes, 15 hommes), principalement issue d'organisations locales.

4.3.2.2.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus – Résultat 2

Le tableau ci-dessous présente l'atteinte des résultats par indicateur.

Indicateurs	Bénéficiaires	Pays	Cible	Atteints
Nombre de personnes ayant reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	Mali	0	0
		Burkina	0	0
		Niger	0	0
		DRC	> 2,800	4.552
		Uganda	9.900	37.566
Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.	Membres des ménages vulnérables déplacés et des ménages hôtes	Mali	A déterminer	14.014
		Burkina	4.500	5.201
		Niger	A déterminer	10.297
		DRC	> 2884	2.502
		Uganda	4.000	12.576
Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question.	Représentants de l'ensemble des acteurs	Mali	200	200
		Burkina	200	40
		Niger	> 300 p/an	10.684
		DRC	> 300 p/an	436
		Uganda	> 300 p/an	426

- Bénéficiaires (statut + nombre) – Résultat 2

- Indicateur 1 : Nombre de personnes ayant reçu un soutien en matière d'accès à un service social de base

Mali :	Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Mali en lien avec cet indicateur.
Burkina Faso :	Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Burkina en lien avec cet indicateur.
Niger :	Non Applicable. Aucune activité n'est prévue au Niger en lien avec cet indicateur.
RDC :	- 238 femmes victimes des VBG ont bénéficié d'un soutien psychologique. - 53 jeunes filles ont reçu une formation sur la protection et l'hygiène corporelle, en plus de la distribution de kits d'hygiène intime. - Un total de 370 personnes utilisent 5 blocs de latrines et 5 points d'eau réhabilités, avec une moyenne d'environ 54 utilisateurs par point d'eau. - 230 enfants ont été enregistrés auprès de l'État civil, parmi lesquels 108 ont un âge compris entre 0 et 9 mois, et 112 ont été enregistrés avec un jugement supplétif. - 3.714 PDI ainsi que des résidents locaux ont bénéficié de l'accès aux services de soins de santé primaires dans la zone de santé de Bwegeera.
Ouganda :	Au cours de la période considérée, 3.150 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau pour leurs ménages et leur bétail. Pour ce faire, 21 puits profonds ont été réhabilités dans les sous-comtés de Lotisan et de Rupa, dans le district de Moroto, pendant la saison de pointe de la sécheresse (décembre 2022-avril 2023).

- Indicateur 2 : Nombre de personnes dont les moyens de subsistance et les actifs sont protégés des chocs et du stress.

Mali :	2002/2100 ménages accompagnés soit 14.014 personnes n'avaient eu recours à aucune des stratégies d'adaptation suivantes liées aux moyens d'existence:
---------------	---

Stratégies qualifiées de crise : (i) Vendre de manière non durable le bétail (niveau de vente élevé, vente inhabituelle de jeunes femelles reproductrices), (ii) Vendre des biens productifs ou actifs du ménage, (iii) Retirer les enfants de l'école

Stratégies qualifiées d'urgence : (i) Vendre tout le bétail, (ii) Vendre des terres de culture, (iii) Migration entière du ménage.

Lors de l'enquête Baseline, réalisée au démarrage du projet et avant la fourniture de l'assistance, seuls 686 ménages n'avaient eu recours à aucune de ces stratégies qualifiées de crise et d'urgence, particulièrement néfastes.

Burkina Faso :

Cet indicateur prend en compte les personnes ayant bénéficié d'un appui pour la reconstitution de leur stock (petits ruminants et sous-produits agro industriels) et des personnes ayant reçu des appuis pour la production agricole et maraichère. Pour la 2ème année, il n'y a pas eu de reconstitution de stock (distribution de petits ruminants et sous-produits agro industriels). En 2023, ce sont 211 ménages dirigés par 148 hommes et 63 femmes, soit 1.477 personnes qui ont reçu un appui pour la production agricole. Quant à la production maraichère, elle enregistre 132 ménages dont 102 dirigés par des femmes et 30 par des hommes, pour un total 924 personnes touchées. Globalement à travers cet indicateur, le programme a touché 743 ménages dont 377 ménages pour la reconstitution de stock, 234 pour la production agricole et 132 pour la production maraichère, pour un total de 5.201 personnes.

Niger :

Sur la durée du projet, 183,15 tonnes d'aliments composé pour bétail (bovin et petits ruminants) ont été distribuées à 1.471 Chefs de ménage éleveurs dont 1.208 à Torodi et 263 à Makalondi, permettant de soutenir 10.297 personnes. Cet appui leur a permis d'entretenir leurs animaux durant la période de soudure très difficile pour les éleveurs et leur bétail.

RDC :

417 ménages soit 2.502 personnes ont bénéficié d'une protection sanitaire de leurs animaux (Soins, suivi-sanitaire, vaccinations).

Ouganda :

Le projet a mis en œuvre des actions de contrôle des maladies d'urgence pour le bétail, touchant 1.698 ménages soit 12.576 personnes, protégeant ainsi les principaux moyens de subsistance des communautés cibles.

- Indicateur 3 : Nombre de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection en question.

Mali :

A la fin du projet, ce sont 200 personnes qui ont pu bénéficier des formations pour améliorer leurs connaissances sur la protection, sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et la gestion non violente des conflits fonciers, l'approche *Do no harm*, la formation sur le LEGS.

Burkina Faso :

Cet indicateur prend en compte les participants aux formations sur le Legs et le Do no Harm. Ce sont au total 40 personnes dont 1 femme qui ont pris part à ces formations.

Niger :

Cet indicateur fait référence au nombre total de personnes sur la durée du projet, ayant participé (i) aux sensibilisations sur la cohésion sociale (3915 personnes), (ii) aux activités de dialogue intercommunautaire sur la cohabitation pacifique entre population hôte et PDI (7598 personnes), et (iii) aux sessions de formation sur le LEGS (45 personnes). Ce qui donne un total de 10.684 personnes dont 5.964 femmes et 425 jeunes.

RDC :

Les participants qui ont amélioré leur compréhension des questions de protection ont observé les résultats suivants :

- Le renforcement des compétences des acteurs de protection a touché différents domaines. Au total, 138 personnes ont participé, comprenant 79 hommes et 59 femmes.
- Une formation a été dispensée aux membres du Comité local de surveillance de la protection, regroupant 12 individus, dont 8 hommes et 4 femmes;
- Des efforts de renforcement des capacités ont été entrepris conjointement avec la mise en place de

brigades scolaires, touchant 35 personnes au total, dont 20 garçons et 15 filles;

- Les compétences des autorités, des leaders communautaires, des membres de RECOPE, de l'EAE et de RECO ont été renforcées, atteignant 33 participants, dont 20 hommes et 13 femmes.
- En somme, le nombre total de participants ayant amélioré leurs connaissances sur les sujets de protection s'est élevé à 346 personnes.
- 300 personnes sensibilisées sur la question de la transhumance et le vivre ensemble ;
- 538 individus ont participé à des formations axées sur la gestion des conflits de manière non violente, ainsi que sur les mécanismes locaux de prévention et de résolution des conflits. Parmi ces participants, 292 étaient des femmes et 246 étaient des hommes.

Ouganda :

426 personnes ont amélioré leurs connaissances en matière de protection. Parmi elles, 420 membres des associations de guerriers réformées ont suivi une formation sur la résolution des conflits, l'accompagnement psychologique et la gestion des risques de catastrophe. En outre, 6 personnes ont été formées comme formateur de formateurs LEGS, dont 2 membres du personnel de VSF-Belgique, 1 du partenaire local et des départements vétérinaires du district.

- Activités réalisées

R2.1 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré à des services de base indispensables

A2.1.1 Assistance aux ménages pour accéder aux services de base

Mali : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Mali.

Burkina Faso : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Burkina Faso.

Niger : Aucune activité n'était prévue pour ce sous résultat au Niger.

RDC :

• Construction de latrines et réparation de points d'eau

A Bwegera, 5 blocs de latrines comprenant chacun 5 portes ont été construits. Ils sont utilisés en moyenne par une vingtaine des personnes par bloc de latrines, ce qui équivaut à une moyenne d'environ 6 à 7 personnes par porte de latrine par jour. Pour assurer leur entretien régulier, une équipe composée de 5 personnes, avec 2 personnes affectées à chaque ensemble de latrines, a été mise en place durant toute la durée du projet, et elle est équipée de matériel de nettoyage.

• Dotation en kits hygiéniques et menstruels

A 12 reprises, 53 filles dont 50 PDI ont reçus les kits hygiéniques. Ces filles ont été dotées en kits hygiéniques constitué essentiellement de sous-vêtements, petit seau, savon de bain, savon de lessive, bande hygiénique. En avril 2023, ces filles ont été formées sur les techniques de préparation des bandes hygiéniques et bénéficié d'une dotation des matériels à cet effet.

• Facilitation de l'accès aux soins et services juridiques pour les PDI victimes des VBG

Le Programme a permis la fourniture de soins médicaux à 3.714 patients, dont 2.787 PDI et 927 membres de la communauté hôte au niveau du Centre de Santé Bwegera. La réalisation de ce volet s'est fait en partenariat avec l'organisation locale AFEMA. Cette assistance a inclut la fourniture de fournitures médicales, le suivi du traitement des patients et le renvoi des cas de maladies vers le Centre Hospitalier de Luvungi.

Statut	Total	Hommes	Femmes	Enfants	
				Garçons	Filles
PDI	2.787	539	937	583	728
Hôtes	927	184	302	201	240
Total général	3.714	723	1.239	784	968

Bénéficiaires de soins de santé secondaire

11 patients ont été dirigés vers le Centre Hospitalier de Luvungi en raison de diverses affections. Les pathologies nécessitant une référence comprenaient des cas d'anémie, de paludisme sévère, de diarrhée aiguë, de méningite, de diabète et d'autres complications médicales nécessitant des soins supplémentaires.

Statut	Total	Hommes	Femmes	Enfants	
				Garçons	Filles
PDI	8	2	4	0	2
Hôtes	3	0	2	0	1
Total général	11	2	6	0	3

Patients référés au Centre Hospitalier de Luvungi

- **Soutien psychoaffectif aux enfants et victimes des VBG**

L'équipe du projet a identifié et documenté un total de 238 cas de violences sexuelles et basées sur le genre. Parmi ces cas, 172 étaient des cas de violence basée sur le genre (VBG) qui ont reçu un soutien psychologique, tandis que 66 étaient des cas de violence sexuelle (VS) et ont bénéficié d'une assistance médicale au centre de santé de Bweyera et psychologique à travers l'assistant psychosocial du projet. De plus, 51 de ces cas ont reçu un kit de prévention de la propagation au Centre de Santé de Bweyera, et 15 ont reçu des soins spécifiques. Un cas a bénéficié d'une prise en charge holistique pour son rétablissement. 2.725 enfants PDI et 3.945 enfants des communautés hôtes (total : 6.670 enfants) ont bénéficié de l'accueil et de l'encadrement offerts dans l'espace ami d'enfants, où ils ont pu participer à des activités ludiques et récréatives, développer leurs talents et compétences, ainsi recevoir un soutien et des conseils en cas d'incidents de protection. Un total de 473 femmes a été sensibilisé lors des séances de Consultations Prénatales (CPN) et Consultations Préscolaires (CPS), (180 femmes enceintes et allaitantes parmi les PDI, 293 femmes enceintes et allaitantes issues des communautés d'accueil). Les sensibilisations ont abordé des sujets tels que les Pratiques Familiales Essentielles.

- **Appuyer les services d'Etat civil pour l'enregistrement des enfants**

Des séances de sensibilisation communautaires sur l'enregistrement des enfants à l'Etat Civil ont été planifiées et menées en stricte conformité avec l'article 106 du Code de la Famille. Ses séances ont permis l'enregistrement de 230 enfants à l'Etat Civil (133 filles, 97 garçons) au cours de l'année 2 du Programme. Parmi ces enfants, 108 se trouvaient dans la tranche d'âge 0-3 mois, 122 enfants étaient âgés de plus de 3 mois et ont bénéficié du jugement supplétif.

Ouganda :

- **Améliorer l'accès aux services de base essentiels pour les ménages vulnérables dans les communautés d'accueil et les personnes déplacées**

Au cours de l'année 2 du Programme, 30 forages stratégiques ont été évalués dans les sous-comtés de Lotsan, Rupa et Tapac dans le district de Moroto. 21 puits profonds ont été réhabilités dans les sous-comtés de Lotisan et de Rupa pendant le pic de sécheresse (décembre 2022-avril 2023). Selon le gouvernement local du district, les points d'eau desservent une population d'au moins 3.150 personnes. Tous ces points d'eau servent occasionnellement à abreuver le bétail lorsque les animaux paissent près des habitations (et non dans les kraals). La réhabilitation des puits profonds a été réalisée en parallèle d'un renforcement des capacités des comités de gestion des ressources naturelles, contribuant ainsi à une gestion améliorée des ressources naturelles entre les communautés pastorales. Par ailleurs, le projet a réhabilité les vannes du réservoir d'eau de Kobebe, lequel dessert plus de 20.000 éleveurs de Karamoja et de Turkana et leur bétail. La zone de Kobebe est une zone stratégique de pâturage en saison sèche, essentielle pour la résilience à la sécheresse des pasteurs Karamojong et Turkana. Les communautés qui ont accédé à cette zone et y ont pâturé sont Jie, Bokora, Matheniko et les pasteurs Turkana.

R2.2 Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services d'approvisionnement en facteurs de production élevage et agricole indispensables

A2.2.1 Développement des services d'élevage

Mali :

- **Développement d'un réseau d'auxiliaires d'élevage autour des vétérinaires existants**

Les détails de cette activité ont été rapportés dans le rapport intermédiaire. Il faut noter qu'au total 14 auxiliaires vétérinaires ont bénéficié d'un accompagnement de l'action. Ce sont ces auxiliaires qui ont été mobilisés pour la réalisation des vaccinations et le suivi sanitaire des caprins octroyés ainsi que les noyaux d'élevage résiduels auprès des PDI.

Burkina Faso :

- **Couverture sanitaire des animaux des PDI et hôte**

Au cours de l'année 2023, 184 bénéficiaires (116 hommes, 68 femmes ; 173 PDI et 11 hôtes) ont bénéficié de traitement en faveur de leurs animaux. Ainsi donc, 1.289 caprins ont été soignés des affections d'ordre cutanées, respiratoires.

- **Campagne d'immunisation des volailles des exploitations familiales**

3.004 volailles ont bénéficié d'une immunisation contre les maladies de la New Castle et de la variole aviaire. En plus de ces traitements, l'ensemble de la volaille a reçu un traitement déparasitant interne, vermifuge polyvalent et externe avec du *Vectocid*. Cette action a touché 142 bénéficiaires du projet dont 77 hommes et 65 femmes de 42 ménages PDI et 100 ménages hôtes.

- **Formation sur les itinéraires techniques : conduite élevage des Petits Ruminants, Santé et alimentation**

Cette action a été réalisée en 2022 au profit des ménages ayant reçu une dotation de caprins. En 2023, un suivi des bénéficiaires a été réalisé afin d'encourager à la répliquabilité des notions acquises lors des sessions de formations organisées en 2022.

Niger :

- **Identifier, former et équiper 10 Auxiliaires d'Elevage (AE)**

Tel mentionné lors du rapport intermédiaire, cette activité a été annulée.

RDC :

- **Protection sanitaire des animaux des femmes PDI : Soins, suivi-sanitaire, vaccinations**

Un total de 3.209 animaux appartenant à 417 ménages bénéficiaires ont été pris en charge. Parmi ces animaux, on dénombre 2.438 vaches, 129 petits ruminants, 104 porcs et 538 poules. Les soins vétérinaires ont été dispensés par le biais de 2 cabinets vétérinaires privés (*QUE FAIRE SANS VETERINAIRE* et *LA FORTUNE*) et de 5 Auxiliaires Communautaires de Santé Animale - ACSA mis en place par le projet. Le vétérinaire public a sélectionné les personnes déplacées internes et les familles d'accueil qui possédaient des animaux éligibles pour recevoir ces soins vétérinaires par le biais des vétérinaires privés et des ACSA.

Ouganda :

- **Campagne de lutte contre les maladies**

Le traitement, la vaccination et la pulvérisation ont été soutenus à Moroto, comme le montre le tableau ci-dessous :

Nombre de ménages	Vaccination			Pulvérisation		Vermifuge		Traitement	
	Bovins	Caprins	Chiens	Bovins	Caprins	Bovins	Caprins	Bovins	Caprins
1.698	5.242	4.089	122	3.461	1.923	156	143	211	35

Les maladies contre lesquelles les bovins ont été vaccinés sont la fièvre aphteuse, la fièvre catarrhale ovine et la péripneumonie contagieuse bovine. 4.089 chèvres ont été vaccinées contre la Pleuropneumonie Contagieuse Caprine et la Peste des Petits Ruminants. Dans le cadre de l'exercice de vaccination et de l'approche "One Health", 122 chiens ont été vaccinés contre la rage. L'exercice a été essentiel pour la résilience des communautés et filets sociaux des communautés pastorales. Les produits de l'élevage, en particulier le lait, constituent une ressource de sécurité alimentaire essentielle pour garantir une bonne nutrition, en particulier pour les groupes d'âge vulnérables, à savoir les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes.

A2.2.2 Développement des services d'approvisionnement en intrants

Mali :

- **Mise en place de banques d'intrants**

Au préalable à cette activité, l'équipe projet a mené un ensemble d'échanges avec les leaders communautaires, les membres de coopératives et les STD (SLPIA) sur les 3 cercles de couverture dans l'optique de recueillir des informations précises sur l'existence des coopératives d'éleveurs regroupées en union. A la suite de ces échanges, les coopératives des cercles de Bankass et Koro ont pu démontrer l'existence de leurs différents récépissés pour ainsi permettre la poursuite de l'activité sur ces 2 cercles. Dans le Cercle de Djenne, il a été difficile de trouver une union de coopérative fonctionnelle dans la zone, une solution alternative a ainsi été trouvée au niveau de la coordination VSF-B pour permettre de faire bénéficier aux éleveurs cette mise en place de banque d'intrants qui vient à point nommé sur une période où les éleveurs se trouvaient déjà affaibli par la soudure pastorale qui s'est vu être légèrement prolongée cette année avec l'arrivée tardive des premières pluies. Les fonds ont ainsi été mis directement à disposition de la coopérative d'éleveurs de Djenné.

A la suite des échanges avec les leaders des coopératives et STD, une mission terrain composée de : VSF-B et STD a été conduite dans le but de se rassurer de l'existence effective de ces coopératives et ainsi pouvoir mesurer le degré de fonctionnalité de ces derniers. Les caractéristiques essentielles recherchées au niveau des unions de Coopératives ont été : (i) l'existence d'un numéro de compte bancaire, (ii) le statut et règlement intérieur de l'union, (iii) la disponibilité de PV de des rencontres, (iv) le récépissé de l'association, (v) l'existence d'un magasin de stockage d'aliments bétail. Les échanges ont débouché sur l'établissement de conventions de partenariat pour la mise en place des banques d'intrants aliments bétail dans chacun des 3 Cercles d'intervention permettant la mise à disposition des fonds (1.250.000 FCFA correspondant à l'achat de 10 Tonnes d'aliments par coopérative) et pour 3 coopératives en tout. Les membres des coopératives avoisinent les 130 éleveurs. L'accès aux aliments bétails de ces magasins sont ouverts à tous.

Des critères précis ont été relevés par les STD afin de se rassurer de la gestion efficace des fonds mis à disposition.

Burkina Faso :

- ***Dotation des agriculteurs et maraîchers en kits intrants pour l'agriculture et le maraîchage***

Au cours de l'année 2, 132 ménages ont été dotés en kits maraîchers (composés de semences, engrais bio, compost organique et petit matériel de travail pour jardin). Chaque ménage a reçu des semences pour la saison humide (tomates, choux, piment, gombo) et la saison sèche (tomate, choux, laitue, piment, gombo, oignon, amarante, carotte). Les groupements ont été dotés en arrosoirs, râteliers, binettes, pulvérisateurs, pioches, seaux, et motopompes avec leurs accessoires. Les agents techniques de l'agriculture à travers leur suivi, ont pu effectuer une évaluation sur la production des jardins.

Spéculation	Nombre de planche produite	Quantité récoltée (kg)	Consommation (sac)	Don (sac)	Vente (sac)	Prix de vente de l'ULM (FCFA)	Recettes (FCFA)
Amarante	93	1.395	186	93	186	1.250	232.500
Laitue	102	3.060	102	0	204	1.250	255.000
Gombo	102	3.060	51	51	51	1.250	63.750
Oignon	77	1.540	20	19	0	20.000	0
Tomate	26	2.600	26	13	13	10.000	130.000
Chou	18	720	3	3	9	6.000	54.000
Piment	49	980	12	12	25	8.000	200.000
Oseille	25	1.125	25	6	44	1.250	55.000
Total	492	14.480					990.250

Tableau des résultats d'évaluation de la production, source rapport global de suivi, sept 2023.

Les résultats des enquêtes ont révélé des aspects intéressants en terme d'impact socio-économique, notamment :

Social : A été constaté un renforcement de la solidarité ethnique et familiale des femmes ayant travaillé sur le site. Elles confirment aussi l'évolution de leur niveau de compréhension et de gestion des Ops.

Technique : Les femmes affirment qu'elles maîtrisent les IT de toutes les cultures qui ont été conduites.

Alimentaire et nutritionnelle : A été constaté une amélioration de la qualité des rations alimentaires des ménages. Les rations alimentaires ont par ailleurs été variées par la consommation de légumes feuilles comme la laitue.

Économique : L'ensemble des femmes enquêtées affirme avoir remarqué une augmentation de revenus monétaires du ménage. Certaines ont pu à travers cette activité se procurer de la volaille pour leur bassecour. Durant les 2 années de mise en œuvre, 366 ménages ont bénéficié de l'appui du projet dans le cadre de leurs activités agricoles et maraichères. On dénombre 187 hommes et 179 femmes avec les statuts suivants : 234 PDI et 132 personnes hôtes. L'ensemble de ces bénéficiaires ont été doté en semences (niébé, de sorgho et de maïs, choux, tomates, oignons laitue, piment...), en compost organique et en matériel aratoire pour les productions agricoles et maraichères. 211 ménages producteurs agricoles ont bénéficié d'une dotation annuelle en semences agricoles.

- **Formation sur les itinéraires techniques en agriculture pluviale et maraichère**

Au cours de l'année 2023, 102 femmes du groupement Zoetygnandé de Naftenga, commune de Koupéla, ont bénéficié chacune d'une session de formation sur les techniques agricoles. Cette formation a permis de renforcer les capacités de ces dernières sur les notions de préparation de sol, préparation des planches pour le semis, la mise en place d'une pépinière, le repiquage.



Formation sur les techniques culturales maraichères, fév. 2023

Niger :

- **Distribution d'aliment bétail en période de soudure aux éleveurs restés dans les villages**

Du 17 au 20 août 2023, le projet a apporté, pour la 2e fois, un appui en aliments bétails pour les éleveurs les plus démunis des communes de Torodi, Makalondi et villages environnants. Une distribution d'aliment composé pour bétail a été organisée sur 3 sites à Kobadjé, Makalondi et Torodi. Il s'agit d'aliment composé pour ovin et pour bovin. Au total, 1.500 sacs d'aliments composé de 50 kg chacun dont 526 pour bovin et 974 pour petits ruminants ont été distribués. Sur les 3 sites, 750 éleveurs ont été servis dont 375 à Torodi, 112 à Kobagué et 263 à Makalondi. Chaque bénéficiaire a reçu 100 Kg d'aliment composé pour bétail soit 2 sacs de 50 Kg chacun.



Vue des Bénéficiaires avec leurs kits d'aliment composé pour bétail

RDC :

Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en Ouganda.

R2.3 Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour mieux desservir les populations selon les principes de LEGS et « do no harm, leave no one behind »

A2.3.1 Formation des formateurs sur le Livestock Emergency Guidelines et Standards (LEGS)

Mali : 3 Staffs VSF ont participé à la formation des formateurs, 2 ont été certifiés formateurs.

Burkina Faso : 2 membres de l'équipe Burkina Faso ont participé à la formation et ont dispensé par la suite une formation. Une 2nde formation a été planifiée et sera dispensée prochainement, conduisant à la certification des 2 personnes formées.

Niger : 3 membres du staff VSF-B ont été formés. 2 ont été accrédités formateurs d'utilisateur, 1 formateur de formateur.

RDC : 3 personnes de l'équipe RDC ont participé à la formation.

Ouganda : 6 membres de l'équipe ont participé à la formation LEGS édition 3 organisée par la FAO. 3 des participants étaient issus des gouvernements locaux des districts de Kaabong, Moroto et Napak. Ils seront en mesure de transmettre les connaissances et les compétences à d'autres membres du département vétérinaire et des départements concernés.

A2.3.2 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur LEGS et les principes humanitaires

Mali :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

En Juillet 2023, 2 ateliers de formation LEGS dédiés aux acteurs de mise en œuvre sur le terrain ont été organisés dans la région de Mopti. Ceux-ci ont permis de renforcer les connaissances de 48 acteurs locaux (collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, ONG partenaires, leaders des organisations) sur la méthodologie relatives aux interventions en élevage en situation d'urgence.



1^{ère} vague de formation (23 participants)

2^{ème} vague de formation (25 participants)

Burkina Faso :

- **Atelier de formation des utilisateurs LEGS**

La formation a été déroulée sur 3 jours en Mars 2023 à Tenkodogo et a permis la formation de 16 acteurs locaux.

- **Assurer la formation des leader Communautaires et des collectivité territoriales et des services techniques sur le Do no Harm**

Une session de formation regroupant des leaders, les agents des services techniques et collectivités a été organisé en décembre 2022. Au total 22 participants dont 1 Femme ont pris part à cette formation. L'ouverture de la session s'est faite sous la présidence de madame la Haut-commissaire du Kouritenga.



Formation des utilisateurs LEGS, mars 2023



Travaux de groupe, formation DNH, déc. 2022

Niger :

• Former les autorités et services techniques et organisations des éleveurs sur le LEGS

VSF-B a organisé en juin et en septembre 2023 à Niamey, 2 formations sur les Normes et Directives pour l'aide d'urgence à l'Élevage LEGS (*Livestock Emergency Guidelines and Standard*) au profit des autorités et élus, services techniques, ONG et organisations de la société civile, et organisations des éleveurs des communes de Torodi et Makalondi. La formation avait pour objectifs de : (i) Initier les participants aux principes de base du LEGS et comment les utiliser, (ii) Apprendre aux participants à identifier des interventions appropriées en matière d'élevage basées sur les moyens de subsistance en situation d'urgence, (iii) Initier les participants aux techniques et outils d'évaluation des situations d'urgence utilisés par le LEGS. La formation a été facilitée par une équipe de 2 formateurs stagiaires de VSF-B tous deux formés lors de la session de formation de formateurs tenue à Cotonou en Juin 2022. Ils ont préparé et exécuté cette formation sous la supervision d'un formateur LEGS agréé. Au total, 45 personnes dont 9 femmes ont été formées sur le LEGS.



Photos de famille lors des 2 sessions de formation LEGS organisées par VSF-B à Niamey

RDC :

Les formations initialement prévues n'ont pas pu être réalisées comme prévues.

Ouganda :

3 membres du personnel des gouvernements locaux des districts de Karenga, Napak et Moroto ont été formés par des Formateurs de formateurs LEGS dans le cadre d'une formation parrainée conjointement par la FAO et VSF-Belgique à travers ce projet.

- Moyens et coûts associés finalement engagés – Résultat 2

Résultat 2	EUR
Personnel	339.283
Équipement	43.042
Coûts de fonctionnement	106.532
Coûts opérationnels	488.313
TOTAL	977.170

4.3.2.3 Résultat 3: Les différentes communautés et différents groupes sociaux accèdent et utilisent les ressources naturelles et communautaires (terre, eau, pâturages, autres ressources naturelles) de façon durable, concertée, harmonieuse et équitable

4.3.2.3.1 Au stade de la proposition

Secteurs et Sous-secteurs associés :

- Disaster risk reduction/disaster risk preparedness (Community and local level action/Information and communication and public awareness)
- Protection (Capacity building (Protection))

Bénéficiaires : l'ensemble des populations des zones d'intervention

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels	Utilisateurs des ressources des localités d'intervention	>50,000	>50,000	>50,000	93,000	31,920
Nombre des personnes participant à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion	Représentants de l'ensemble des acteurs	>200/an	>200/an	>200/an	>200/an	>200/an

Activités associées au résultat :

Mise en place et /ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires

- Redynamisation des conventions communales de sécurisation des parcours pastoraux
- Accompagnement des différents groupes sociaux qui partagent ces ressources communautaires à mettre en place/dynamiser des instances légales et légitimes de gestion des ressources
- Accompagnement des différents groupes sociaux qui partagent ces ressources communautaires à élaborer des règles consensuelles et concertées de gestion de ces ressources partagées (Charte d'utilisation, comités de gestion des pâturages et points d'eau)
- Organisation d'ateliers de validation, de signature des ententes foncières et par les représentants des différentes parties prenantes et d'adoption de ces ententes
- Appui à l'élaboration et vulgarisation des règles de gestion des ressources pastorales et hydrauliques communes à travers des dispositifs informels
- Appui à l'élaboration ou la mise à jour des plans de contingence communaux
- Renforcement de la cohésion intercommunautaire à travers des dialogues intercommunautaires et des initiatives d'éducation pour la paix
- Construction/réhabilitation des points d'eau stratégiques pour augmenter l'accès aux pâturages et autres ressources naturelles par les communautés pastorales et réduire les conflits sur les ressources naturelles.

Renforcement des capacités

- Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et sur la gestion non violente de conflit foncier, et sur les textes et règles d'exploitation et de gestion des ressources naturelles.

4.3.2.3.2 Rapport intermédiaire

- **Mise à jour des indicateurs du R3:**

Les cibles relatives au résultat 3 ont été revues. Le tableau ci-dessous présente les valeurs actualisées.

Indicateurs	Bénéficiaires	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
-------------	---------------	------------	---------------	-------------	----------------	--------------

Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels	Utilisateurs des ressources des localités d'intervention	>50.000	>50.000	>50.000	13.602	31.920
Nombre des personnes participant à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion	Représentants de l'ensemble des acteurs	>200/an	>200/an	N/A	>200/an	>200/an

- **Mise à jour des bénéficiaires (statut + nombre) du Résultat 3**

La mise à jour et les explications doivent porter tant sur les progrès que sur les changements faits par rapport à la proposition.

- Indicateur 1 : Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels

Mali :

Le nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des ressources naturelles est estimée à la totalité de la population des 6 communes d'intervention dans les 3 cercles soit 190 889 personnes.

Burkina Faso :

Le nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des ressources naturelles est estimée à la totalité de la population des 3 Cercles d'intervention du projet soit 283.507 personnes.

Niger :

Le nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des ressources naturelles est estimée à la totalité de la population des 3 Cercles d'intervention du projet soit 154 000 personnes.

RDC :

Un ajustement a été réalisé concernant la cible de cet indicateur. Le chiffre initial de 93.000 correspond à la population de l'ensemble du territoire d'Uvira. La zone d'intervention étant le village de Bwegera, la cible a été revue à la population du site et ajusté à 13.602.

Ouganda :

383 femmes et 887 hommes ont été directement touchés par le renforcement des capacités des institutions communautaires, la sensibilisation de la communauté à la gestion des pâturages et les réunions de dialogue communautaire sur les droits fonciers. La cible indirecte est estimée à la totalité de la population de la zone d'intervention.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes participant à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion

Mali :

Une estimation de 200 participants par an est attendu pour être renforcés sur les compétences de gestion des ressources naturelles. Ce chiffre est mesuré sur les actions de formation de mobilité du bétail et de gestion non violente des conflits qui doivent chacune concerne 75 personnes. A ce stade 27 participants par session de formation soit 54 pour les deux, ont pu recevoir des compétences qui renforcent leurs capacités de gestion. A la suite d'autres actions (formations des membres des COFO) en cours d'opérationnalisation, le chiffre pourrait connaître une amélioration significative à la fin du projet.

Burkina Faso :

La cible a été atteinte. 526 personnes ont participé à des interventions visant le renforcement de leur capacité de gestion :

- 234 personnes (75 femmes et 159 hommes, 167 PDI et 67 hôtes) ont bénéficié d'une formation sur les itinéraires technique (agriculture pluviale).
- 292 personnes (164 femmes et 128 hommes, 217 PDI et 75 Hôtes) ont participé à des causeries éducatives sur la gestion non violente des conflits.

Niger : Les activités en lien avec cet indicateur ont été supprimées au Niger.

RDC :

La cible initialement prévue (200/an) a été dépassée puisqu'un total de 1.754 personnes a été atteint à ce jour.

- 360 personnes (288 femmes et 72 hommes, 288 PDI et 72 hôtes) ont participé à la séance de sensibilisation sur la question de la transhumance et le vivre ensemble
- 360 personnes ont été formées sur les mécanismes locaux de prévention et la gestion des conflits.
- 560 personnes ont pris part à des dialogues intercommunautaires et des initiatives d'éducation pour la paix
- 34 personnes ont été formées sur les droits des PDI (cadre légal, judiciaire et institutionnel)
- 80 leaders locaux et membres de la communauté ont bénéficié de sensibilisation sur les droits des PDI.
- 360 personnes ont été formées sur la communication non violente et le vivre ensemble. Ils sont devenus des ambassadeurs de la communication non violente en vue de la cohabitation inter communautaire.

La cible a été réajustée en ce sens.

Ouganda :

En Ouganda, le projet a adopté une approche holistique de la gestion des ressources naturelles, comprenant la formation et le renforcement des capacités des institutions communautaires responsables de la gestion des terres et des conflits liés aux ressources.

- 9 comités de gestion des parcours ont été formés (43 femmes, 137 hommes)
- 12 associations foncières communautaires - *Community Land Associations* (CLA) ont été formées (27 femmes, 71 hommes) sur les exigences légales d'enregistrement des terres communautaires.
- Lors de la sélection des comités exécutifs des CLA, 287 représentants de clans communautaires (142 femmes, 145 hommes) ont participé.
- 200 personnes (73 femmes, 127 hommes) ont participé aux discussions sur l'amélioration des droits fonciers pour les communautés.
- 501 pasteurs (98 femmes, 403 hommes) ont participé aux réunions de dialogue sur la gestion des pâturages et la planification d'une meilleure utilisation des ressources des terres de parcours.

- Mise à jour des activités du Résultat 3

R3.1 La mise en place et /ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires contribue à leur exploitation concertée et harmonieuse et réduit les sources de conflits (y compris la construction et/ou réhabilitation des aménagements pastorales stratégiques

3.1.1 Mise en place et/ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires

Mali :

• Redynamisation des conventions communales de sécurisation des parcours pastoraux :

VSF-B a engagé des échanges avec AMEDD, une organisation nationale qui travaille sur la gestion des ressources naturelles et qui avait préalablement au démarrage du projet initié un appui pour la dynamisation des Commissions Foncières (COFO).

Les échanges réalisés ont permis d'établir le constat suivant :

- Dans le cercle de Bankass, les informations sur les COFO recueillies font état de besoins de redynamisation et appuis en matériels de travail.

L'appui en matériels apportés par AMEDD a été insignifiant par rapports aux besoins exprimés. La stratégie déployée par AMEDD s'est focalisée sur les arrondissements couvrant à la fois deux communes. Malgré que AMEDD ait apporté ces appuis, les autorités locales sollicitent des appuis en termes de renforcement des capacités sur les thématiques comme la loi agricole, la charte pastorale et des appuis financiers pour organisation des réunions statutaires.

- Dans le cercle de Koro, des besoins prioritaires ont été identifiés dans la commune de Dougetene 2. Les besoins sont présents en termes de redynamisation, de renforcement des capacités sur les politiques agropastorales (loi d'orientation agricole et charte pastorale). Aussi la COFO locale du cercle de Koro mise en place par AMEDD sollicite toujours un accompagnement en termes de formation et de renforcement des capacités aussi sur le plan de ressources financières mais aussi en termes de facilitation de la fonctionnalité des réunions statutaires.

- Dans le cercle de Djenné, les COFO des 2 communes d'intervention du projet ont déjà été redynamisées par AMEDD. Les besoins identifiés sont le renforcement des capacités sur les lois qui régissent les COFO,

appui en ressources financières pour la fonctionnalité, appui en matériels informatiques, évaluation des plans d'action, élaboration des plans d'action.

En considérant tous ces besoins exprimés et évalués, l'action appuiera 6 COFO dont 2 par cercle d'intervention (Koro, Bankass et Djenné) en complément aux actions de redynamisation de l'ONG AMEDD dans l'esprit d'une meilleure approche de synergie d'action et de complémentarité. Cet appui sera basé sur le renforcement des capacités sur la charte pastorale, la loi d'orientation agricole du Mali, les rôles et responsabilités des membres et un appui forfaitaire en ressources financières pour faciliter d'une part la tenue des réunions statutaires (semestrielles) et la production des PV de résolution et autres documents de travail.

Burkina Faso :

Cette activité sera mise en œuvre au cours de l'an 2 du projet. Elle consistera en l'identification de 4 ressources utilisés par plusieurs acteurs (éleveurs, agriculteurs, pêcheurs) et en la formation de leurs utilisateurs sur la gestion concertée des ressources. Par la suite, avec l'appui des services techniques, les autorités communales et autres, les CFV existantes seront redynamisées à travers le renforcement de leurs capacités sur la bonne gestion des ressources (formation sur les textes et règles d'exploitations et de gestion des ressources).

Niger :

- ***Appui à l'élaboration ou la mise à jour des plans de contingence communaux***

Le projet prévoyait un appui à l'élaboration ou la mise à jour des plans de contingence communaux. La commune de Torodi a depuis la formulation du projet bénéficié de l'accompagnement de l'ONG DRC pour élaborer un plan de contingence communal. A la suite de cela, les autorités communales ont demandé l'accompagnement et l'appui de VSF-B pour la mise en œuvre du plan ainsi élaboré.

RDC :

Le village de Bwegera se caractérise par une rivalité entre deux chefs locaux, qui représentent respectivement la communauté des Barundi et la communauté Bafuliru et présentent de forts antagonismes. Le Projet a œuvré au rapprochement des deux chefs locaux et leurs communautés. En premier lieu en les associant étroitement dans la mise en œuvre des activités mais aussi à travers certaines activités spécifiques, parmi lesquelles les initiatives d'éducation à la paix, de la gestion et prévention de conflits.

Plusieurs activités d'insertions sociales ont été organisées en direction des jeunes. Aussi, une formation sur les droits humains (cadre légal, judiciaire et institutionnel) des PDI a été organisée pour les STD, les autorités administratives et coutumières, les services techniques de l'Etat, les représentants des PDI, les leaders des communautés hôtes, la société civile locale. Cette formation a traité de plusieurs aspects des droits des PDI, notamment les bases juridiques et légales de la protection des PDI, les institutions de protection, les droits des PDI, les mécanismes de protection, les conventions relatives à la transhumance.

Actuellement, nous pouvons considérer une certaine amélioration dans la cohabitation entre les communautés. A titre d'illustration, on observe le gardiennage de vaches entre les différentes communautés, l'utilisation des mêmes pâturages. Aussi, les cas des divagations avec comme conséquence la destruction des cultures par les animaux sont actuellement réglées à l'amiable contrairement au passé où les animaux qui détruisaient les cultures étaient directement abattus ou blessés.

Ouganda :

Des consultations des parties prenantes des sous comté ont été entreprises dans 14 sous comté des districts de Napak, Kaabong et Moroto afin d'identifier, de cartographier et de comprendre les diverses institutions communautaires au niveau des sous comté, leur fonctionnalité et d'évaluer leur existence, leurs lacunes et leurs capacités. 6 agents techniques, des représentants de certaines institutions communautaires et des dirigeants locaux ont été rencontrés dans chaque sous comté.

Suite aux consultations avec les dirigeants des sous comté, 9 réunions ont été organisées à Moroto et Napak sur l'organisation et la formation des institutions communautaires dans 9 sous comté. Dans le district de Moroto, un total de 128 personnes (58 femmes et 70 hommes) a été rencontré. 4 associations communautaires de gestion des pâturages dans les sous comté de Rupa, Katihekile, Nadunget et Tapac du district de Moroto ont été organisées et soutenues dans leur restructuration organisationnelle. Dans le district de Napak, un total de 160 personnes (72 femmes et 88 hommes) a été rencontré lors de la formation de 5 associations de gestion des parcours dans les sous comté de Lokopo, Lopeei, Lotome, Ngoleriet et Nabwal. Après la formation des institutions de gestion des pâturages, le projet a formé 156 membres de 9 institutions de gestion des pâturages des districts de Napak et Moroto sur leurs termes de référence en matière de gestion des pâturages, d'atténuation des conflits et d'aide à la récupération du bétail volé. Les participants

ont dressé la carte des principaux points d'eau et des zones de pâturage, ainsi que la manière dont ils sont utilisés actuellement dans le cadre des conflits. Les associations de gestion des pâturages ont recommandé la nécessité de mener des dialogues sur le partage des ressources entre les groupes de pasteurs.

Concernant la gestion des pâturages et le partage des ressources naturelles, le projet a facilité deux réunions de dialogue. Une réunion a été facilitée entre et parmi les pasteurs de Bokora et Matheniko. Un deuxième dialogue a été facilité dans le sous comté de Tapac entre les Tepth de Katikekile et le sous comté de Tapac. Au total, plus de 500 pasteurs et dirigeants ont délibéré et décidé que les Bokora et les Matheniko retourneraient dans le corridor de pâturage de Kobebe pour un partage conjoint des ressources en eau et en pâturage afin d'apporter la paix entre les pasteurs. Les Tepeth ont accepté de retourner dans le couloir de pâturage de Nakonyen, une zone où différents groupes pastoraux (Pokot, Matheniko, Pian et Tepeth) ont accès à l'eau et aux pâturages. Au moment de la rédaction du rapport, des pasteurs de Turkana et de Matheniko s'étaient installés dans les pâturages de Kobebe et partageaient conjointement les ressources. On estime que 72 Kraals (57 Turkana et 15 Matheniko) sont maintenant installés dans la zone de pâturage de Kobebe.

3.1.2 Construction et/ou réhabilitation des aménagements pastoraux stratégiques

Mali :

La sélection des points d'eau s'est faite sur la base (i) des études de faisabilité réalisées par les services techniques (service de production et industrie animale) et (ii) d'une analyse des multi-facteurs intégrant les capacités de couverture des besoins en eau pour les personnes et les animaux, les types d'aménagement pouvant être supportés par le projet et (iii) les facteurs de cohésion sociale qui pourraient en découler après réalisation des investissements. Les résultats de ces études et analyses ont fait ressortir un besoin en termes de réhabilitation des puits pastoraux et mixtes par endroit. Le projet réalisera ainsi la réhabilitation de 7 puits pastoraux dans les différentes localités d'intervention : 2 puits dans le cercle de Koro, 2 puits dans le cercle de Bankass ; 3 puits dans le cercle de Djenné.

Les réalisations de travaux sont programmées pour la fin d'année 2022. VSF-B estime que ces réalisations profiteront à 6.000 ménages soit approximativement 42 000 personnes sur la base de la taille moyenne de 7 personnes par ménage.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

VSF-Belgique a travaillé en étroite collaboration avec les services des eaux des districts pour effectuer des évaluations techniques des points d'eau désaffectés dans la zone du projet. Au total, 39 points d'eau ont été réhabilités, améliorant ainsi l'accès à l'eau potable pour 6.618 ménages, soit 34.416 personnes.

R3.2 Les capacités des autorités et acteurs locaux pour la gestion des ressources naturelles et communautaires sont renforcées.

3.2.1 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et la gestion des conflits

Mali :

- **Formation sur les enjeux liés à la mobilité du bétail :**

L'atelier de formation a mobilisé 25 participants. Les participants sont venus des structures techniques et autorités locales telles que les services de l'agriculture, le service d'élevage, les collectivités (mairies), les organisations faitières intervenant sur la mobilité de bétail (APESS) au Mali, les organisations faitières du monde rural (chambre d'agriculture) etc. Cette formation a été facilitée par ARED qui détient une expérience avérée et expérimentée par VSF-B. La formation a permis d'attirer la conscience des acteurs sur les enjeux de la mobilité du bétail et que les acteurs agriculteurs et agriculteurs puissent vivre en harmonie dans un cadre paisible et stable.

- **Formation sur la gestion non violente de conflit foncier :**

Un atelier a regroupé 27 participants, issus des services techniques, autorités locales, organisations faitières (APES, chambre d'agriculture), collectivités territoriales, venus des 3 cercles d'intervention du projet. A la

sortie les participants étaient outillés sur la notion de gestion de conflit dans leur milieu, les acteurs impliqués dans la gestion de conflit, le processus à entreprendre et suivre pour arriver à une meilleure gestion de conflit foncier. Des notions de médiation, arbitrage, conciliation et diplomatie préventive et les éléments essentiels concernant la gestion de conflit foncier ont été abordées. Les maires en tant que membres des COFO ont appris en dehors de leurs formations ordinaires des notions nouvelles sur la loi d'orientation agricole qui était parmi les thématiques abordées.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

Une formation des leaders locaux a été organisée. Celle-ci a portée essentiellement sur les sujets suivants:

- La différences entre les droits de l'homme et les droits humanitaires international,
- L'application du droit humanitaire et la protection des personnes déplacées internes,
- Les droits humains des personnes déplacées internes,
- Les conventions relatives à la transhumance,

Le nombre de personnes formées est de 34, lesquels doivent à leur tour aller relayer les enseignements à 80 leaders locaux et membres des différentes communautés à Bwegera.

Ouganda :

Après la formation des associations foncières communautaires, une réunion de dialogue communautaire a été facilitée par le projet. La réunion a permis aux membres exécutifs des associations foncières communautaires de fournir des mises à jour au reste de la communauté sur l'état d'avancement de leurs efforts de formalisation (enregistrement des terres) auprès du Ministère des Terres, du Logement et du Développement urbain. Une feuille de route a été établie par les membres du comité sur leurs prochaines interventions en vue de la formalisation. Les dirigeants du CLA ont demandé au projet d'aider le Ministère à délivrer les certificats CLA et à faciliter le dialogue entre la communauté et les représentants du ministère.

Le projet a permis de renforcer les capacités de 35 membres d'associations foncières communautaires (CLA - Community Land Associations) et de 5 comités fonciers régionaux représentant 7 clans du sous comté de Loyoro, district de Kaabong, en ce qui concerne leurs rôles et responsabilités/fonctions, l'administration des terres, les droits fonciers et la propriété. La formation a été partiellement facilitée par des experts du Ministère des Terres qui ont fourni des avis d'experts sur les questions foncières et l'enregistrement des terres par les CLA et se sont engagés à aider les CLA dans le processus d'enregistrement des terres.

Une réunion communautaire de tous les clans de Loyoro a été organisée et a rassemblé plus de 200 personnes, dont des membres du clan, du personnel technique du sous comté et du district et des dirigeants locaux. Il a été convenu lors de la réunion d'effectuer une promenade en transect guidée par les anciens afin de clarifier les questions relatives aux limites des clans. Les gens ont également demandé que des cartes soient fournies avant d'entreprendre la promenade en transect et la démarcation ultérieure des terres.

4.3.2.3.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus – Résultat 3

Le tableau ci-dessous présente l'atteinte des résultats par indicateur.

Indicateurs	Bénéficiaires	Pays	Cible	Atteints
Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels	Utilisateurs des ressources des localités d'intervention	Mali	> 50.000	30.000
		Burkina	> 50.000	10.159
		Niger	> 50.000	0
		DRC	13.602	36.047
		Uganda	31.920	> 35.000
Nombre des personnes participant à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion	Représentants de l'ensemble des acteurs	Mali	> 200/an	400
		Burkina	> 200/an	126
		Niger	N/A	N/A
		DRC	> 200/an	80
		Uganda	> 200/an	1.358

- Bénéficiaires (statut + nombre) – Résultat 3

- Indicateur 1 : Nombre de personnes qui bénéficient des mécanismes de gestion concertée des RN en place et fonctionnels

Mali :

Le nombre estimé de personnes ayant bénéficié d'actions contribuant à une gestion concertée des ressources naturelles est estimée à 30.000 personnes. Ce chiffre rassemble l'ensemble des personnes formées sur la Charte Pastorale et la Loi d'orientation agricole, les membres des Associations d'éleveurs ainsi que les éleveurs transhumants ayant été touchés lors de la période de soudure par les sensibilisations et vulgarisation effectuées par les communicateurs traditionnels.

Burkina Faso :

Pour la mesure de cet indicateur, ont été comptabilisées les populations des villages dans lesquels ont été élaboré des chartes locales de gestion. Il s'agit des villages de Loaba dans la commune de Bitou (5.661 personnes), Yarkanré dans la commune de Gounghin (945), Naftenga dans la commune de Koupéla (1.442) et Kalwartenga dans la commune de Pouytenga (2.111), pour un total de 10.159 personnes.

Niger :

La commune de Torodi a bénéficié de l'accompagnement de DRC pour élaborer un plan de contingence communal qui n'a pas été validé jusqu'à la fin du projet. Ceci explique la non-réalisation de l'activité d'appui à sa mise en œuvre et la non atteinte de la cible.

RDC :

- 2.153 personnes ont été sensibilisées sur la gestion non violente des conflits, le vivre ensemble, la transhumance, et la cohésion communautaire à travers la radio FLASH FM de Kamanyola à une fréquence de deux fois par trimestre.

- Par ailleurs, un total de 33.894 individus ont été informés sur les Violences Basées sur le Genre grâce aux campagnes de sensibilisation orchestrées par l'équipe AFEMA RDC. Ces campagnes ont été menées en utilisant des émissions radiophoniques diffusées par des stations telles que la radio Maendeleo de Bukavu, Fash FM Kamanyola, et Sauti ya Mkaaji de Luvunvi.

Ouganda :

À la suite des mesures de gestion des conflits prises en 2023, le partage des ressources naturelles a commencé à se concrétiser. Au moment de la rédaction du rapport, 35.000 personnes utilisent les zones de pâturage de Nakonyen, Kobebe et Loyoro dans le district de Kaabong. Cependant, les risques de conflit liés aux conflits nationaux entre le Kenya et l'Ouganda suite au meurtre de géologues par des éleveurs Turkana présumés et à l'ordre exécutif du président ougandais interdisant aux Turkana d'entrer en Ouganda persistent. KDF mène actuellement des consultations au niveau local entre les dirigeants et l'armée pour tenter de créer des espaces de dialogue entre les parties prenantes afin de forger une voie à suivre et d'éviter un conflit potentiel basé sur les ressources.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes participant à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion

Mali :

La mesure de cet indicateur (400 personnes) prend en compte l'ensemble des personnes ayant participé à la formation sur les enjeux liés à la mobilité du bétail, à la formation sur la gestion non violente de conflit foncier et à celle sur la sécurisation des parcours pastoraux.

Burkina Faso :

Cet indicateur prend en compte les membres des instances (Commission Foncière, Villageoise et Commission de Conciliation Foncière Villageoise), les membres des pools de jeunes et femmes et les autorités villageoises. Ainsi 126 personnes dont 93 hommes et 33 femmes tous de la communauté hôte ont participé à des interventions qui renforcent leur capacité de gestion.

Niger : Les activités en lien avec cet indicateur ont été supprimées au Niger.

RDC :

30 personnes formées et plus de 50 sensibilisées sur des Entités Territoriales Décentralisées et leaders locaux sur les droits humains (cadre légal, judiciaire et institutionnel) des PDI.

Ouganda :

Les groupes communautaires suivants ont participé à des formations qui ont renforcé leurs capacités de gestion : 14 Comités de Paix, 14 Forums de Femmes pour la Paix, 14 groupes de jeunes réformés, 6 Associations de gestion des parcours, 5 Associations Foncières Communautaires (CLA), 1 Conseil Foncier de District et 1 Comité de Gestion du Marché. Au total, 1.358 personnes (409 femmes et 949 hommes) ont participé à différentes formations de renforcement des capacités dans le cadre du projet pour les associations communautaires susmentionnées.

- Activités réalisées – Résultat 3

R3.1 La mise en place et /ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires contribue à leur exploitation concertée et harmonieuse et réduit les sources de conflits (y compris la construction et/ou réhabilitation des aménagements pastorales stratégiques

3.1.1 Mise en place et/ou renforcement des mécanismes (formels et informels) de gestion des ressources naturelles et communautaires

Mali :

- ***Redynamisation des conventions communales de sécurisation des parcours pastoraux :***

En amont à l'activité proprement dite, une mission d'identification des pistes et des documents relatifs aux conventions auprès des acteurs a été réalisée et a permis de recueillir des informations importantes, parmi lesquelles:

- (i) A Koro et Dougouténé 2, il n'existe pas à présent de convention. La Mairie en partenariat avec l'ONG SAHEL ECO s'étaient mis d'accord pour élaborer une convention communale mais cette bonne initiative a été freinée par l'insécurité grandissante dans la zone,
- (ii) Au niveau des communes de Bankass et Kani Bonzon, le même constat est fait mais on note cependant l'existence non formel d'un comité de gestion des ressources naturelles ;
- (iii) Concernant les communes de Djenne et Fakala, il n'existe pas de convention officielle, on note la présence de zones de pâturage et de piste de transhumance non matérialisée mais connue officieusement des villages voisins. Ceci est un facteur contribuant à l'émergence de tensions intercommunautaires lors de passage des animaux dans les cultures des agriculteurs et autres.
- (iv) Un constat important a été fait au niveau de Koro où l'espace pastoral de TIALGOL qui couvre une superficie de 2000 hectares est exploité par les villages de Yadjanga, Tongoronlegou, Ourokoring, Gnini, Nema et souvent par les éleveurs de la commune de PEL. Cet espace est confronté aujourd'hui à une surexploitation et à un rétrécissement de la piste pastorale et voire même la fermeture de certaines pistes.

A l'analyse de la situation, porteuses de risques de tensions intercommunautaires, le Projet a revu son approche sur cette activité afin de privilégier le renforcement des capacités des éleveurs, agriculteurs, pisciculteurs et des leaders communautaires sur la connaissance du respect de la loi sur la charte pastorale et de la loi d'orientation agricole, lesquelles définissent avec précision les normes et directives à respecter en matière de pastoralisme et d'agriculture. La participation des communicateurs villageois choisis par les différents chefs de villages et leaders communautaires pour divulguer les leçons apprises au niveau des pistes de transhumance pendant le passage des éleveurs à travers des mégaphones a constitué une innovation pertinente. Aucun affrontement n'a été observé au long des pistes de transhumance de la zone d'intervention pendant la période.

Burkina Faso :

- ***Accompagnement des différents groupes sociaux qui partagent ces ressources communautaires à mettre en places/dynamiser des instances légale et légitime de gestion de ces ressources (CFV et CCFV)***

4 communes bénéficiaires (Bittou, Gounghin, Koupéla et Pouytenga) ont été appuyées à mettre en place et/ou à dynamiser les instances formelles de gestion de ressources naturelles (Commissions Foncières Villageoises (CFV) et Commissions de Conciliation Foncière Villageoises (CCFV)). De façon concrète, le projet a permis de mettre en place les 2 instances ci-dessus citées dans les villages de Kalwartenga (commune de Pouytenga) et de Naftenga (commune de Koupéla). La dynamisation a consisté au

renforcement de capacités des membres de ces instances mises en place et celles existantes (Loaba, commune de Bittou et Yarkanré, commune de Gounghin) à travers des séances de formation qui ont été assurées par les agents de ces mairies. Une dotation en matériel de fonctionnement de ces instances a également contribué à leur dynamisation. La formation a porté sur les rôles et les attributions des membres des CFV et CCFV ainsi que la bonne gestion de leurs structures respectives. Au total, 86 personnes (essentiellement des hôtes) dont 63 hommes et 23 femmes ont bénéficié de ces activités.

- **Organisation de sessions de formation au profit des membres de ces instances sur le rôle et attributions**

Des sessions de formation de 2 jours ont été organisées à l'endroit des membres des CFV et CCFV sur leurs rôles et attributions et la bonne gestion de leurs structures respectives. Ces sessions ont été assurées par les agents des services domaniaux desdites mairies sous la supervision et l'accompagnement des Secrétaires Généraux et Présidents des délégations spéciales de ces 4 communes pour un total de 94 personnes formées (dont 50 pour les CCFV, 36 pour CFV, et 8 leaders communautaires). Parmi ces 94 bénéficiaires, on dénombrait 71 hommes et 23 femmes.

- **Identification (diagnostic participatif) 6 Ressources naturelles communautaires partagées entre plusieurs groupe d'acteurs économiques et catégories sociales (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs)**

La méthodologie pour la conduite du diagnostic des ressources communes disponibles dans les communes d'intervention s'est caractérisée par une approche participative et inclusive dans la mesure où celle-ci a pris en compte l'ensemble des acteurs concernés par la gestion durable desdites ressources. A cet effet, l'équipe projet a réalisé des échanges avec les différentes autorités (Secrétaire Général de mairie, Président de délégation spéciale, agents domaniaux), services techniques déconcentrés des communes de Bittou, Gounghin, Pouytenga et Koupéla. De prime abord, les villages ont été identifiés du fait de l'existence de ressources communes mais également des tensions qui s'y produisent. Enfin, Les ressources communes sources de tensions communautaires ont été sélectionnées en tenant compte de certains critères. Au nombre de ces critères nous pouvons citer ceux qui sont causes ou facteurs déclencheurs de conflits, à savoir :

1. Les espaces et aménagements ne disposant pas de structures de gestion ou disposant de structures de gestion non fonctionnelles
2. Les ressources communes dont l'exploitation fait l'objet de conflits récurrents ;

Ainsi donc 4 ressources ont été identifiées à raison d'une ressource par village identifié dans les communes d'intervention du projet.

Au départ, il était prévu une identification de 6 ressources dont 2 ressources par province. Le projet n'intervenant alors que dans 2 provinces de la région, le nombre de ressources est passé à 4 pour une ressource/commune. Ces ressources identifiées sont :

- Piste à bétail et zone de pâture dans le village de Loaba, commune de Bittou.
- Zone pastorale dans le village de Yarkanré, commune de Gounghin.
- Zone du barrage du village de Naftenga, commune de Koupéla.
- Zone pastorale dans le village de Kalwartenga, commune de Pouytenga

- **Formation des utilisateurs et les membres des instances (CFV et CCFV) locales sur les textes et règles d'exploitation et de gestion des ressources naturelles (loi 034)**

4 sessions de 2 jours de formations ont été organisées à raison d'une session par commune. Ces sessions ont connu la participation effective de 103 personnes dont 32 femmes des instances de gestion (CFV, CCFV) et membres des pools de jeunes et femmes. Pendant 2 jours, ces derniers ont acquis des notions sur la Loi 034 relative à la gestion du foncier. Cette formation rappelait également le rôle joué par chaque instance (CFV, CCFV) selon ladite loi. A l'issue de la formation, les membres des pools de jeunes et femmes ont été accompagnés pour l'élaboration de leurs plans d'actions.

- **Accompagnement des différents groupes sociaux à élaborer des règles consensuelles et concertées de gestion de ces ressources partagées (Charte d'utilisation)**

Après l'identification des ressources naturelles dont l'utilisation est souvent source de tensions, un processus d'élaboration de charte d'utilisation et de gestion durable a été enclenché dans chacune des 4 communes

du Projet. Ce processus a commencé par les rencontres d'échanges avec les parties prenantes des communes (autorités communales, agents des STD pour mieux expliquer le processus et plaider pour leur implication. Ces rencontres ont permis d'élaborer un calendrier de mise en œuvre des activités que sont :

- L'organisation des Assemblées Générales de sensibilisation sur la gestion durable des ressources naturelles dont l'élaboration de règles consensuelles et concertées. Ainsi, dans chaque village, une Assemblée Générale Villageoise à laquelle ont participé des représentants des mairies et des STD a permis d'obtenir l'aval des populations pour l'élaboration de la charte.
 - L'organisation des Assemblées Générales de recueil de propositions de règles au niveau de chaque village a permis de mobiliser les populations afin qu'elles proposent elles-mêmes les règles qu'elles estiment appropriées pour la gestion durable de leurs ressources naturelles déjà identifiées.
 - L'organisation de journée de travail des Comités techniques pour réfléchir sur les propositions de règles et initier un draft de charte. Ces journées de travail ont permis de mettre en commun les réflexions individuelles des membres du Comité tout en proposant d'autres règles (à la lumière des réglementations en vigueur).
- Toutes ces activités ont enregistré la participation de 290 personnes dont 187 hommes et 103 femmes. Lors de ces activités, 32 PDI ont été enregistrées, notamment lors des Assemblées Générales de sensibilisation et de recueil des propositions de règles consensuelles.

- **Organisation d'ateliers de validation, de signature des ententes foncières et de par les représentants des différentes parties prenantes et d'adoption de ces ententes**

Suite aux journées de travail des Comités Techniques, des rencontres d'adoption et de validation de la Charte ont été organisées. Des Assemblées Générales d'adoption ont été tenues au niveau village pour la validation par les membres des délégations spéciales communales. Une fois adoptée au niveau village, une présentation du contenu de la Charte a été faite lors de la session de la délégation spéciale de la commune dont relève le village afin qu'elle soit amendée et validée. Ainsi, dans toutes les communes les Chartes adoptées par les villages ont été validées sanctionnées par des actes de délibérations. Les rencontres d'adoption des chartes au niveau village et de validation de ces Chartes au niveau communal ont connu la participation de 338 personnes (243 hommes et 95 femmes) parmi lesquels 41 PDI. Au total 8 sessions de validations ont été organisées, notamment 2 sessions par village (validation des utilisateurs et validation délégation spéciale).



Tenue d'une assemblée générale d'adoption des règles consensuelles de gestion des ressources naturelles dans le cadre de l'élaboration de la charte (Village de Kalwartenga, commune de Pouytenga, septembre 2023)

- **Appuyer l'élaboration et vulgarisation des règles de gestion des ressources pastorales et hydrauliques communes à travers des dispositifs informels**

La vulgarisation des chartes élaborées a consisté à la conception et la production des outils d'information, de sensibilisation et de diffusion des règles élaborées pour la gestion durable des ressources naturelles qui ont fait l'objet d'élaboration de Chartes. En effet, il a été conçu 4 posters qui ont été imprimés et reproduits en 300 exemplaires. Ces posters ont été distribués aux différentes parties prenantes au niveau village (personnes ressources des villages, CFV et CCFV, pools de jeunes et de femmes, coopératives, associations, bureaux des Conseils Villageois de Développement) et au niveau commune (mairie, STD). Aussi, les Chartes ont été imprimées sous formes de livrets (150 exemplaires) qui ont été mis à la disposition des mêmes pour contribuer à sa diffusion. Par ailleurs, des panneaux d'informations ont été confectionnés et implantés pour contribuer à l'information des utilisateurs des ressources naturelles concernées sur l'existence de charte d'utilisation et aussi pour la visibilité de l'action.

Niger :

La commune de Torodi a bénéficié de l'accompagnement de DRC pour élaborer un plan de contingence communal. A la suite de cela, les autorités communales ont demandé l'accompagnement de VSF-B pour la mise en œuvre du plan ainsi élaboré. Cependant, jusqu'à la fin du projet, ce plan de contingence ainsi élaboré n'a pas été validé. Ceci explique la non-réalisation de l'activité d'appui à sa mise en œuvre. L'appui pour la mise en œuvre n'a pas été apporté par manque de validation du plan en question.

RDC :

- ***Sensibilisation des 2 communautés sur la question de la transhumance et le vivre ensemble***

Plus de 300 individus ont été sensibilisés aux enjeux de la transhumance et de la coexistence pacifique grâce à la diffusion d'un spot radio sur la station communautaire FLASH FM, ainsi qu'à travers la mise à disposition de boîtes à images destinées aux éleveurs et agriculteurs. Parmi ces personnes, 187 étaient des femmes et 113 étaient des hommes, dont 195 PDI.

- ***Renforcement des mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits***

Un total de 213 personnes ont bénéficié d'une formation, dont 111 femmes et 102 hommes, comprenant 115 PDI. De plus, plus de 500 personnes ont été sensibilisées grâce aux émissions radiophoniques axées sur les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits. Parmi les personnes formées, certaines sont activement impliquées dans la gestion quotidienne des conflits au sein de la communauté, en utilisant à la fois des structures formelles et informelles existantes à Bwegera pour résoudre les problèmes.

- ***Renforcement de la cohésion intercommunautaire à travers des dialogues intercommunautaires et des initiatives d'éducation pour la paix***

400 ménages ont reçu un soutien visant à renforcer la cohésion intercommunautaire grâce à des dialogues et des initiatives d'éducation pour la paix, notamment des négociations, des médiations et des dialogues. Parmi ces ménages, 207 étaient des femmes et 193 étaient des hommes, dont 172 étaient des PDI. Les formations dispensées ont également encouragé certaines femmes PDI à créer des groupes d'entraide et à se lancer dans l'entrepreneuriat en ouvrant de petits commerces.

- ***Formation des communautés sur la gestion non violente des conflits***

325 individus ont été formés et sensibilisés à la gestion pacifique des conflits, parmi lesquels 181 femmes et 144 hommes, dont 153 PDI. Les communautés de Bwegera ont eu l'occasion de découvrir les techniques de gestion non violente des conflits grâce à des méthodes telles que les théâtres participatifs et les matchs sans arbitres.

- ***Formation des autorités, Services techniques, leaders locaux et représentants des PDI sur les VBG***

En 03/2023, le partenaire AFEMA - RDC a organisé une formation visant à sensibiliser les autorités locales, les services techniques, les leaders locaux et les représentants des PDI à la lutte contre les VBG et les conflits intercommunautaires. Un total de 33 participants, comprenant 20 hommes et 13 femmes, ont pris part à cet événement. Suite à cette formation, des engagements ont été pris par les membres de la communauté ainsi que les autorités locales pour restaurer la paix dans la région, souvent perturbée par des problèmes tels que le tribalisme, les conflits armés, les tensions ethniques et sociales. Au cours de cette activité, des recommandations ont été émises pour contrer les violations et les discriminations au sein de la communauté, notamment : la prévention des mariages forcés ; la réduction de la pratique de la polygamie ; la résolution des conflits fonciers ; la limitation de l'enrôlement massif des jeunes dans les forces et groupes

armés en raison des conflits communautaires ; la recherche de solutions à l'absence de l'autorité de l'État au sein de la communauté; la promotion de la cohésion sociale ainsi que la lutte contre le tribalisme.

Ouganda :

KDF et DADO ont organisé des formations pour 14 institutions de gestion des pâturages à Napak, Moroto et Kaabong. Ces formations avaient pour but d'améliorer la compréhension des termes de référence et des plans d'action par les associations de gestion des pâturages et d'harmoniser l'accès aux ressources et leur utilisation par les groupes pastoraux. Au total, 161 membres (11 femmes, 150 hommes) des institutions ont été formés. KDF et DADO ont soutenu la réunion des Associations Foncières Communautaires - CLA avec le Ministère de l'aménagement du territoire, du logement et du développement urbain - MLHUD et des experts juridiques dans le district de Kaabong. La réunion a rassemblé plus de 72 personnes, dont 3 techniciens du MLHUD, 63 (21 femmes et 42 hommes) cadres des CLA, 2 membres du personnel de la KDF, 3 membres du personnel de l'AFLI et le président du conseil foncier du district de Kaabong. L'objectif était de faciliter l'examen des CLA existantes et de guider la formation d'un fonds de développement communautaire.

La KDF et la DADO ont aidé les CLA de Loyoro à organiser une réunion et à contribuer au projet d'acte de fiducie (9 constitutions pour la fiducie).. L'objectif de la réunion de consultation communautaire était de recueillir les commentaires des associations foncières communales concernant la rédaction d'un acte de fiducie pour une fiducie communautaire.

La KDF et la DADO ont organisé une formation à la guérison des traumatismes pour les jeunes réformés et les membres des forums de femmes pour la paix. Au total, 1.132 personnes ont participé à cette formation. L'objectif était de promouvoir la gestion pacifique des conflits et de contribuer à l'atténuation des conflits par le biais d'émissions radiophoniques, de messages radiophoniques et en convainquant les jeunes armés de remettre leurs armes illégales. Au total, plus de 140 armes illégales ont été remises grâce au travail des forums de femmes pour la paix et des jeunes réformés.

3.1.2 Construction et/ou réhabilitation des aménagements pastoraux stratégiques

Mali :

- ***Aménagements stratégiques : Réhabilitation/construction de points d'eau pastoraux***



Aménagement de puit pastoral à Diabolo dans le village de Koundaraka (Cercle de Djenné)

Les réhabilitations suivantes ont été mise en œuvre :

- Puit de Diabolo - commune de Djenné : surcreusement, installation des buses, Margelle avec couvercle, système d'exhaure d'eau, abreuvoirs en béton armé
- Puit de Koundaraka - Commune de Djenné : surcreusement, installation de buses, Margelle avec couvercle, système d'exhaure d'eau, Abreuvoirs en béton armé
- Puit de Diongue-Ouro - Commune de Djenné : surcreusement, installation de buses, Margelle avec couvercle, système d'exhaure d'eau, Abreuvoirs en béton armé
- 2 puits de Tongonronlegou - Commune de Koro : margelle avec couvercle, système d'exhaure d'eau, Abreuvoirs en béton armé
- Puit de Endetoro - Commune de Bankass : surcreusement installation de buses, système d'exhaure d'eau, Abreuvoirs en béton armés

Ces réhabilitations ont eu contribué positivement à l'augmentation des productions maraichères des femmes des localités concernées.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

21 puits profonds ont été réhabilités dans les sous-comtés de Moroto et Lotisan dans le district de Moroto. En outre, le projet a réparé les vannes du barrage de Kobebe, ce qui a permis de réduire la congestion et d'éviter les conflits liés à l'abreuvement du bétail au barrage. La zone ciblée est une zone de pâturage importante pour les groupes ethniques Jie, Matheniko, Turkana et Bokora. 3.150 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à l'eau potable et plus de 10.000 têtes de bétail ont utilisé les points d'eau pendant la saison sèche.

R3.2 Les capacités des autorités et acteurs locaux pour la gestion des ressources naturelles et communautaires sont renforcées.

3.2.1 Formation des collectivités et services techniques déconcentrés, élus et leaders locaux, leaders des organisations/associations locales sur les enjeux liés à la mobilité du bétail et la gestion des conflits

Mali : Pas de nouvelles activités au cours de la période.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

- **Former les STD et leaders locaux sur les droits humains (cadre légal, judiciaire et institutionnel) des PDI**

30 personnes dont 19 PDI et 11 hôtes ont suivi une formation à Luvungi en mars 2023. Les participants ont acquis une compréhension approfondie de la considération et des droits des PDI en tant que citoyens congolais. Certains d'entre eux avaient auparavant la fausse impression d'être des réfugiés et de ne pas jouir des mêmes droits que les familles d'accueil. Les connaissances acquises lors de la formation ont été partagées lors d'une séance de restitution qui a réuni plus de 50 personnes à Bwegera.

Ouganda :

KDF a formé et organisé des ateliers avec les membres du Comité de Gestion du bétail du marché de Nadunget afin d'harmoniser et de résoudre les problèmes liés à la traçabilité du bétail et à la vente de bétail volé par l'intermédiaire des marchés aux bestiaux répertoriés.

- Moyens et coûts associés finalement engagés – Résultat 3

Résultat 3	EUR
Personnel	299.276
Équipement	38.885
Coûts de fonctionnement	106.532
Coûts opérationnels	263.526
TOTAL	708.220

4.3.2.4 Résultat 4 : Les différentes communautés et leurs leaders traditionnels, les gouvernements locaux, les services techniques, et les autres acteurs (humanitaire, développement, et de sécurité) collaborent ensemble pour réduire le niveau d'insécurité dans la zone:

4.3.2.4.1 Au stade de la proposition

Secteurs et **Sous-secteurs associés :**

- Protection (Protection information management and monitoring, Prevention and response to violence)
- Coordination (Country and regional level (sector/intersector coordination))

Bénéficiaires : l'ensemble des populations des zones d'intervention

Indicateur	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection réalisée permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité	>1	>1	>1	>1	>1
Nombre de personnes atteint pas l'Information, "Education et la Communication (estimation 50-70% de la population)	50,000	20,000	100,000	500,000	50,000
Nombre de plateformes et de réunions de concertation organisées ou appuyées	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an
Nombre de réunions/événements de coordination organisés ou appuyés	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an

Activités associées au résultat :

Appui à la collecte, le monitoring et la diffusion des informations sur l'insécurité et de la protection

- Appui à la surveillance de la protection et collecte de preuves concernant les vols de bétail, la violence ethnique et les violations des droits de l'homme et (re)évaluation des besoins de protection des PDI et communautés hôtes
- Appui à la mise en place et/ou fonctionnement des produits de communication et/ou de plaidoyer sur protection/sécurité et facilitation des actions de plaidoyer pour la défense des droits de l'homme
 - o Organisation des causeries éducatives sur la gestion non violente des conflits
 - o Réalisation et diffusion des séances du théâtre radiophonique en langues locales
- Mise en place des moniteurs de protection
- Identification, documentation et alerte sur les incidents de protection
- Sensibilisation communautaire sur les VBG

Plateformes de communication et de dialogue inter et intra région pour la prévention, médiation et la négociation des conflits

- Appui pour la mise en place de Pool de Jeunes et de femmes
- Organisation et facilitation des dialogues intercommunautaires sur la cohabitation pacifique entre populations hôtes et PDI (formation des chefs traditionnels et leaders locaux sur la coexistence, Emission radio, réunion de quartier avec chef traditionnel, etc.)
- Support intra and inter-district & cross-border dialogues, mediation and negotiation for conflict mitigation and peaceful sharing of resources

Appui aux structures de coordination locales des intervenants

- Formation des structures de coordination locales des intervenants sur le NEXUS humanitaire-développement et paix et sa prise en compte dans l'atteinte des ODD
- Participer aux activités de Coordination des différents Cluster

4.3.2.4.2 Rapport intermédiaire

- Mise à jour des indicateurs du R4 :

Les cibles relatives au résultat 4 ont été actualisées et sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Indicateur	Cible Mali	Cible Burkina	Cible Niger	Cible DR Congo	Cible Uganda
Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection réalisée permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité	>1	>1	N/A	>1	>1
Nombre de personnes atteint pas l'Information, "Education et la Communication (estimation 50-70% de la population)	50,000	20,000	N/A	500,000	50,000
Nombre de plateformes et de réunions de concertation organisées ou appuyées	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an

Nombre de réunions/événements de coordination organisés ou appuyés	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an	>3 p/an
--	---------	---------	---------	---------	---------

- Mise à jour des bénéficiaires (statut + nombre) du Résultat 4

- Indicateur 1 : Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection réalisée permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité

Mali :

Un mécanisme d'alerte de réception des informations en temps réel sur les catastrophes reposant sur 6 auxiliaires d'élevage a été mis en place sur la zone d'intervention du projet.

Un Système d'Informations des Transhumants composé de 34 agents de services techniques locaux est soutenu par le projet.

Burkina Faso :

L'équipe projet a pris part aux rencontres organisées par le sous cluster protection de l'enfance. Ceci a permis un partage des actions menées par les acteurs et l'enregistrement des actions de menées telles que la prise en charge sanitaire, psychosociale et juridique pour les cas de violences.

Niger : Les activités en lien avec cet indicateur ont été supprimées au Niger.

RDC :

2 femmes monitrices ont été mise en place à Bwegera et permettent la remontée d'informations sur la protection.

Ouganda :

Un outil de collecte de données mis en place, permet la remontée mensuelle d'informations et d'incidents de la part de 28 présidents de comités de paix et de conseils locaux dans les communautés voisines.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes atteintes par l'Information, Education et la Communication
Activités à venir.

Mali :

Burkina Faso :

Sur la base des estimations des radios, plus de 2 millions d'auditeurs ont écouté les émissions radio suivant les différents canaux de diffusion des radios locales prestataires.

Niger : Les activités en lien avec cet indicateur ont été supprimées au Niger.

RDC :

Approximativement 8.500 personnes sont touchées directement par les activités de sensibilisation et de formation sur les VBG.

Ouganda :

Sur la base des estimations d'audience radio, environ 774.000 personnes ont été touchées par les talk-shows et les spots, dont 52,8 % de femmes et 47,2 % d'hommes.

- Indicateur 3 : Nombre de plateformes et de réunions de concertation organisées ou appuyées

Mali :

Sur les 3 appuis prévus, 2 ont été réalisés : un appui dans le cadre de la réalisation de l'enquête ENSAN (Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) et un appui au compte du FONGIM.

Burkina Faso :

L'équipe projet a activement participé aux (3) réunions du sous cluster protection. Le sous cluster VBG est en cours de constitution. Le sous cluster sécurité alimentaire est en cours de constitution dans la région Centre-Est.

Niger : > 3 réunions de concertation.

RDC :

Ouganda :

A ce stade de mise en œuvre, le projet a soutenu 7 réunions de dialogue communautaire sur l'atténuation des conflits et la consolidation de la paix.

- Indicateur 4 : Nombre de réunions/événements de coordination organisés ou appuyés

Mali :

Des appuis sont programmés pour soutenir la tenue de la première session du CLOCSAD de Koro et la session des revues des indicateurs de la 2ème session du CLOCSAD de Bankass en 11/2022.

Burkina Faso :

Dans le cadre de la coordination humanitaire, des actions ont été entrepris par VSF-B pour se positionner en tant que lead du sous cluster sécurité alimentaire dans la région du Centre-Est. A cet effet, des rencontres ont eu lieu entre l'équipe de VSF et la coordonnatrice du cluster sécurité alimentaire au Burkina Faso afin de présenter les activités de VSF dans la région du Centre-Est. Ces échanges ont également permis de faciliter la capitalisation mensuelle des données de VSF-B sur la sécurité alimentaire dans toute ces zones d'intervention au Burkina Faso.

Niger : 1 Tournoi de la Paix. 24 matchs.

RDC : Une formation des membres du Cash Working Group Sud-Kivu appuyée.

Ouganda : A ce stade de mise en œuvre, 2 réunions ont été organisées.

- Mise à jour des activités du Résultat 4

R4.1 Des mécanismes de collecte, monitoring et diffusion des informations sur l'insécurité et de la protection sont développés et/ou appuyés

A4.1.1 Développement des dispositifs de veille, de surveillance, d'alerte et de relais communautaires concernant la protection et collecte de preuves concernant les vols de bétail, la violence ethnique et les violations des droits de l'homme

Mali :

• Développer un dispositif de veille et d'alerte et de relais communautaire :

Un mécanisme d'alerte et de réception des informations en temps réel sur les catastrophes a été mis en place sur la zone d'intervention du projet. Ce système repose sur 6 auxiliaires d'élevage (2 par Cercle) formés et équipés d'un téléphone qui leur permet d'assurer la collecte d'informations et leur transmission en temps réel sur la plateforme. Le projet a recruté un agent prestataire qui est chargé de surveiller la bonne marche du dispositif, d'accompagner et soutenir les relais sur la bonne appropriation de leurs tâches. Il coordonnera aussi la centralisation de données et produira un rapport de qualité sur les crises et alertes réceptionnées. Aujourd'hui, le dispositif est bien installé et le suivi et coordination sont maintenus constamment.

Par ailleurs l'action soutient la continuité du dispositif de Système d'Informations des Transhumants mis en place par un projet antérieur et qui partage les mêmes zones d'interventions que l'action. Dans le cadre de cette expérience, un réseau de collecteurs d'informations composé de 34 agents de services techniques locaux (secteur vétérinaires, production animale) et de vétérinaires privés qui remontent mensuellement des informations sur la situation pastorale, la disponibilité d'eau, les prix sur le marché (bétail et céréales), la santé animale. Ces informations sont reçues et validées par les directions nationales des services vétérinaires et de la production animale avant d'être diffusées sur les radios locales au profit des pasteurs et agropasteurs et sous forme de bulletin.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action spécifique n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

Dans un 1^{er} temps, les mécanismes communautaires de protection ont été recensés afin d'identifier les plus pertinents à appuyer ou redynamiser. 12 mécanismes tels que le RECOPE, l'Espace Ami d'Enfants sont appuyés dans leur fonctionnement et formés afin de bien jouer leurs rôles. Le RECOPE a ainsi été formé, outillé et accompagné, ce qui a permis de documenter et alerter sur les incidents de protection. Le RECOPE met à jour les besoins de protection et a élaboré avec l'appui du projet le plan communautaire de réduction des risques. L'Espace Ami des Enfants a pour objectif de protéger et de sécuriser les enfants des PDI en les occupant à jouer dans un espace sécurisé. Des activités ludiques sont ainsi organisées (pour divertir les enfants traumatisés et ainsi leur apporter un soutien psychoaffectif).

2 femmes monitrices ont été mises en place à Bwegera pour encadrer, accompagner le processus d'appui aux familles déplacées sur les aspects de la protection. Le projet estime à 8.500 personnes sont touchées par les activités de sensibilisation et de formation sur les VBG.

Ouganda :

KDF, l'un des partenaires de mise en œuvre du projet a développé un outil de collecte de données et a formé 28 présidents de comités de paix et de conseils locaux à l'utilisation de l'outil de rapport d'incidents. Le réseau

des comités de paix et des conseils locaux a permis un suivi mensuel des incidents de sécurité dans la zone du projet et dans les communautés voisines.

A4.1.2 Appui à la dissémination/diffusion des informations, appui aux initiatives de communication positive, appui aux actions de plaidoyer pour la défense des droits de protection

Mali :

Des démarches ont été entreprises auprès de la Cellule d'Appui à la Réconciliation, service public de l'Etat investi des prérogatives d'appui à la réconciliation et travers des initiatives venant de l'Etat et de ses partenaires. Des termes de référence de programmation d'activités qui pourraient bénéficier d'un appui sont en cours d'élaboration.

Burkina Faso :

Une causerie éducative a été organisée au profit des PDI et leurs populations hôtes à Pouytenga (Province du Kouritenga). Elle a connu la participation de 292 personnes dont 164 femmes et 128 hommes (issues de 217 PDI et 75 Hôtes). Cette causerie a été réalisée dans le cadre de l'organisation de la Journée communautaire sous le thème « la prévention et la gestion non violente des conflits communautaires, rôles et responsabilités des PDI et des communautés hôtes de Pouytenga ». L'objectif visé par cette journée des communautés était de créer un brassage des populations (notamment les PDI et les populations hôtes) et un cadre de promotion des pratiques endogènes de prévention et de gestion des conflits communautaires pour un meilleur vivre ensemble. Cette journée, présidée par le Préfet, président de la délégation spéciale de la commune de Pouytenga, a été marquée par plusieurs communications impliquant même les autorités, les leaders coutumiers et religieux et les bénéficiaires elles-mêmes. C'est ainsi que les représentants de la chefferie coutumière, de la communauté protestante, de la communauté musulmane et celui de la communauté catholique ont entretenu les participants sur les valeurs du vivre ensemble. A la suite de ces échanges, une conférence a été animée par un communicateur qui a entretenu les participants sur les types de conflits, les causes et conséquences, les mécanismes (modernes et locaux) de prévention et d'alerte.



Journée des communautés, septembre 2022

Un repas communautaire a été organisé à la suite de la journée des communautés à Pouytenga à l'endroit des deux communautés hôtes et PDI. Ce repas communautaire a regroupé 292 personnes dont 164 femmes et 128 hommes (issues de 217 PDI et 75 Hôtes). Il a constitué un cadre de partage et de renforcement de liens entre le projet et les bénéficiaires mais aussi entre les communautés.

Niger :

Aucune action spécifique n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

- Identifier, documenter et alerter sur les incidents de protection

Les monitrices de protection assurent la récolte quotidienne des incidents de protection par l'identification, analyse, documentation, alertes et monitoring de protection.

- Sensibiliser les communautés sur les VBG

Les activités de sensibilisation des communautés sur les violences basées sur le genre ont combiné plusieurs méthodes, la sensibilisation via les radio communautaires (diffusion des messages, débats, interviews), la sensibilisation directe in situ des communautés (sketch, théâtre, séances, jeux des rôles) et l'organisation d'événements spécifiques lors des journées mondiales. Les formations sur les VBG ont concerné les leaders, les services techniques, les autorités, les monitrices de protection, le RECOPE, les représentants des PDI et sont conduites par AFEMA avec des supports pédagogiques.

Ouganda :

KDF, DADO et VSF Belgique ont développé conjointement 3 messages radio. Les spots radio sur la paix et le désarmement volontaire ont été développés et diffusés sur deux stations de radio : Etoil A Karamoja FM couvrant le nord de Karamoja et Ateker FM couvrant le centre de la sous-région Karamoja. Ces messages s'inscrivaient dans le cadre des efforts du projet en faveur du désarmement volontaire et de la sensibilisation des communautés aux effets négatifs des conflits sur les moyens de subsistance.

Le projet a également facilité l'organisation de 2 débats radiophoniques de 2 heures chacun sur Akica FM, couvrant les districts de Moroto, Napak et en partie Nakapiripirit, afin de partager les résolutions clés des dialogues de paix. Les débats ont impliqué des chefs administratifs locaux et des représentants des membres du comité de paix. Les discussions ont également porté sur les questions clés émergentes dans le cadre du désarmement, la sensibilisation au désarmement volontaire et le besoin de paix dans la sous-région. Les talk-shows étaient très interactifs et impliquaient de nombreuses interventions de membres de la communauté qui n'étaient limitées que par le temps.

Le projet a aussi soutenu une émission de radio sur Etoil Akaramoja FM dans le district de Kotido. 2 représentantes du forum pour la paix et 4 jeunes réformés du sous comté de Lobongia ont participé à l'émission. L'émission a abouti à la remise pacifique et volontaire de 8 armes à feu illégales aux dirigeants locaux du sous comté de Lobongia (district de Kaabong) et aux représentants des agences de sécurité.

Dans le district de Kaabong, le projet a renforcé les capacités du Forum des femmes pour la paix en matière de médiation, de négociation, de leadership et de communication. 100 femmes (membres du Forum pour la paix) des cinq sous comté, à savoir Kalapata, Lodiko, Loyoro et Kakamar, ont été formées. Cela a permis aux femmes de jouer le rôle de médiatrices lors des réunions de dialogue pour la paix et de mener des actions de proximité sur la consolidation de la paix.

Le projet a permis aux Forums des femmes pour la paix du district de Kaabong d'entreprendre des campagnes de sensibilisation à la paix et au désarmement volontaire. Dans le cadre de cette campagne, les femmes se déplaçaient d'une paroisse à l'autre en chantant des chansons sur la paix. Par la suite, des dialogues communautaires ont été menés par les forums des femmes pour la paix, y compris des pièces de théâtre sur la paix. La campagne a été suivie par 960 personnes (351 hommes et 609 femmes). Les campagnes de sensibilisation ont abouti à la remise volontaire d'une arme à feu.

Le projet a enfin contribué à l'organisation d'une Caravane de la Paix de Moroto à Kotido, en passant par le district de Napak, par le réseau de jeunes guerriers réformés de Karamoja, des musiciens de Karamoja sous l'égide de l'Association des musiciens ougandais du Karamoja, des femmes, des anciens et des chefs religieux. L'événement a attiré la participation de plus de 400 personnes qui ont été impliquées dans différentes activités telles que le chant, la danse et le partage d'informations sur l'insécurité et le besoin de paix. Le dernier jour a été une réunion de dialogue entre la communauté Jie, Matheniko et Bokora à Nakapelimoru avec plus de 500 personnes présentes. Les 3 districts ont convenu de planifier et d'étendre une marche pour la paix à Nakitongo avec les Turkana et ont convenu que les Kraals Jie, Matheniko et Bokora devaient se rencontrer à Kobebe et commencer à paître ensemble afin de ramener la paix dans la région.

R4.2 Les plateformes de communication et de dialogue inter et intra région pour la prévention, médiation et la négociation des conflits sont créés et/ou appuyés

A4.2.1 Soutien et/ou mise en place d'espaces de dialogue

Mali :

Comme la précédente activité, celle-ci est aussi intégrée dans la programmation des activités que la Cellule d'Appui à la Réconciliation va conduire en coordination avec VSF-B.

Burkina Faso :

Des émissions de théâtres radiophoniques ont été enregistrées et diffusées sur les ondes de radios locales dans deux communes d'interventions du projet que sont Koupéla et Pouytenga (toutes relevant de la province

du Kouritenga). Ces émissions visaient à sensibiliser le maximum de personnes déplacées internes et les communautés hôtes sur le mécanisme de la cohabitation pacifique en vue d'améliorer l'inclusion sociale des citoyens et citoyennes en faveur du dialogue, le vivre-ensemble et la cohésion sociale. Ainsi, une troupe théâtrale a été retenue et leurs productions théâtrales portant sur les thématiques susmentionnées ont été enregistrées par la radio Dauphin de Koupéla (fréquence 90.6 FM). Par la suite, 5 diffusions ont été faites sur les ondes de deux radios locales (Radio Dauphin elle-même et la radio Pognéré (100.2 FM) à large rayon de couverture et de grande écoute. Ainsi, les auditeurs de ces deux radios ont été sensibilisés sur les habitudes de vies et le phénomène de la stigmatisation qui peuvent entacher négativement la vie des PDI tout en mettant l'accent sur la cohabitation pacifique entre les personnes déplacées internes et les populations hôtes.

Niger :

- **Sensibilisation des PDI et des populations hôtes sur les enjeux de la sécurité et la cohésion sociale**

Des séances de sensibilisation sur la cohésion sociale sont organisées en continu, en collaboration avec les autorités communales et coutumières dans les différents quartiers et villages de Torodi. Présidant ces séances de sensibilisation, le Vice maire de la commune exhorte toutes les communautés à faire preuve de pardon et de bonne foi afin de garantir la cohésion qui est un facteur déterminant dans la construction de leur commune.



Ces sensibilisations ont touché directement 1.683 personnes dont 1.049 femmes et 634 hommes. Une attention particulière contextualisée a été accordée aux risques de conflits intercommunautaires entre les éleveurs et les agriculteurs en saison des cultures pluviales. Certains affrontements entre ces derniers ont par le passé occasionné d'importantes pertes en vies humaines et des dégâts matériels. Ainsi, pour contribuer à la création et à la préservation d'un climat apaisé de tolérance et de cohésion sociale particulièrement entre agriculteurs et éleveurs en cette période de campagne agricole, un débat radiophonique a été organisé dans la commune de Torodi. Pour préparer ce débat dans un contexte sécuritaire extrêmement volatile, une journée de travail avec les différents acteurs concernés a été organisée pour mieux examiner les différents sous thèmes à aborder. C'est ainsi qu'il a été convenu d'aborder :

- Le respect des dates de libération des champs et de fermeture de la campagne hivernale.
- La gestion des animaux en cas de divagation en milieu urbain.
- La connaissance du code rural par les communautés.
- L'occupation des espaces réservés aux pâturage, les couloirs de passage et les points d'eau
- Les comportements à éviter qui poussent les agriculteurs et les éleveurs au conflit
- Les dispositions utiles et pacifiques à prendre pour prévenir efficacement les conflits

- Le comportement responsable à adopter pour une meilleure gestion pacifique des conflits lorsqu'ils surviennent malgré tout.

Le cadre d'échange ainsi créé a permis non seulement de mieux cerner les contours du débat mais aussi d'expliquer aux différents acteurs les objectifs et les buts recherchés à travers l'organisation d'une telle émission. C'est lors de cette rencontre préparatoire que les grandes lignes du débat radiophonique ont été fixées afin d'éviter des chevauchements sur d'autres thématiques ou des sujets nuisibles à la cohabitation pacifique entre les différents acteurs locaux. Une simulation a été faite ; ce qui a permis de détecter des erreurs d'expressions que les acteurs ont consensuellement décidé d'éviter lors du débat en question. Le débat radiophonique en langue Zarma, d'une durée de 1h30 minutes a ensuite été organisé et diffusé en 4 passages sur les ondes de la radio TE BON SE de la commune de Torodi. Ce débat a réuni autour d'une table les autorités communales et coutumières, les représentants des agriculteurs, des éleveurs, la chefferie cantonale, les différents services techniques concernés par la question (COFOCOM, Agriculture et Elevage) et la société civile.

• **Dialogue intercommunautaire sur la cohabitation pacifique entre population hôte et PDI**

Le projet a accompagné les autorités communales et cantonales à organiser un tournoi de football sous le signe de « la paix ». Ce tournoi dénommé « tournoi de la paix » a eu pour objectif de : (i) Créer un cadre de rapprochement entre les communautés et entre les communautés et les autres acteurs, (ii) Faciliter la cohabitation pacifique entre la communauté hôte et PDI, (iii) Permettre à la commune d'identifier de jeunes Talents pour constituer une équipe communale de Football à Torodi, (iv) Favoriser la résilience des communautés face aux défis sécuritaires.

Le Tournoi qui s'est déroulé du 24 Août au 18 Septembre 2022 a été organisé en 2 grandes étapes :

- **Tournée de sensibilisation** : une tournée de sensibilisation a été organisée par les autorités communales et cantonales dans les différents quartiers pour parler aux communautés et aux équipes afin de leur expliquer les objectifs et les buts recherchés à travers l'organisation de l'évènement.

- **L'organisation du tournoi** : Un comité de pilotage/organisation constitué par les différents services techniques a été mis en place. Le tournoi a vu la participation de 14 équipes dont l'équipe des populations déplacées internes de la commune de Torodi et celle des Forces de Défense et de Sécurité. L'évènement a vu aussi la participation des autorités locales et administratives, du représentant du chef de canton et des différents clubs, *Fadas* des jeunes, et de beaucoup d'autres hommes, jeunes et vieux venant des villages environnants de Torodi. Tous ces acteurs ont été mis à profit pour appeler la population, avant et après chaque match, à la cohésion sociale à travers le développement de thématiques comme la tolérance dans la cohabitation, la générosité et le partage, l'importance du « cousinage à plaisanterie » entre communautés comme facteur de construction de la paix, etc.



Vue des officiels et de la foule à la finale du tournoi de la paix à Torodi

La fédération nigérienne de football (FENIFOOT) a également participé à l'évènement. La mobilisation a été grande et constante autour de cet évènement. En effet, 5.000 personnes se sont mobilisées matin et soir à l'occasion des Matches. Au total 24 matchs ont été joués sur une période de 26 jours.

Avant chaque match les autorités et autres leaders locaux prenaient la parole pour sensibiliser la population sur les facteurs favorisant le dialogue et la cohésion entre les différentes communautés. A l'issue du tournoi, des prix ont été décernés au meilleur joueur, meilleur gardien et meilleur buteur. Un prix et la « coupe de la

paix » sont décernés à l'équipe vainqueur du tournoi ; et un prix spécial aux équipes ayant réussi à se classer à la deuxième et à la troisième place du tournoi.



Coupe de la paix

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

Le projet a soutenu 7 réunions de dialogue communautaire sur l'atténuation des conflits et la consolidation de la paix, impliquant les groupes ethniques Dodoth, Jie, Matheniko, Bokora et Tepeth de la sous-région Karamoja, ainsi que des réunions transfrontalières impliquant les pasteurs Turkana du Kenya.

1. Facilitation d'une réunion de dialogue de paix à Kaabong Est, entre les communautés de Loyoro, Sidok, Lodiko, Lobongia, Kaabong Est et Kalapata. La réunion a eu lieu dans la paroisse de Lodwar, dans le sous comté de Kaabong East. Elle a rassemblé 327 participants (158 femmes et 169 hommes).

2. Facilitation d'une réunion transfrontalière entre les Dodoth et les Turkana, qui s'est tenue dans la paroisse de Tulutul, dans le sous comté de Kamino. L'objectif était de contribuer à l'atténuation et désescalade des conflits et au partage pacifique des ressources. Elle a rassemblé 271 participants (100 femmes et 171 hommes).

3. Facilitation d'une réunion de paix intercommunautaire dans le sous comté de Kalapata. La réunion a eu lieu à l'école primaire de Kalapata dans le sous comté de Kalapata. Au cours de la réunion, les membres de la communauté ont soulevé les problèmes qui les affectent depuis que les Turkana ont brûlé les villages de Kuraro et ont déclaré qu'il était nécessaire de parler de paix/de tenir une réunion de dialogue de paix avec les éleveurs Turkana. 180 participants (72 femmes et 108 hommes) [représentants de la communauté et des dirigeants locaux] ont assisté à la réunion. L'un des résultats de la réunion a été l'amélioration de la sécurité dans le sous comté, y compris dans les zones de pâturage.

4. Facilitation d'une réunion de paix transfrontalière entre les Dodoth et les Turkana. Cette réunion a été organisée par les communautés avec le soutien du gouvernement local du district de Kaabong. La réunion de dialogue transfrontalière a eu lieu entre les Dodoth (district de Kaabong/Karamoja – Ouganda) et les Turkana du comté de Turkana (Kenya). La réunion, à laquelle ont participé 254 personnes (51 femmes et 203 hommes), visait en partie à résoudre le cas d'incendie criminel commis par les pasteurs turkana dans les villages de Dodoth.

5. Soutien à une réunion de paix transfrontalière entre les Dodoth et les Turkana. Cette réunion a eu lieu à Oropoi, dans le comté de Turkana ouest, dans le comté de Turkana (Kenya). L'objectif était de permettre aux deux communautés pastorales de discuter de leurs différences, de les résoudre, d'embrasser la paix, de coexister pacifiquement, de partager les ressources naturelles et de faire des affaires ensemble. Les deux communautés pastorales de Dodoth (103 hommes, 14 femmes) et de Turkana (222 hommes, 181 femmes) ont participé à la réunion, soit 520 personnes au total. Parmi celles-ci figuraient leurs représentants, les dirigeants locaux des deux communautés pastorales. Les participants à la réunion ont décidé d'arrêter et de poursuivre les personnes impliquées dans l'incendie criminel de Dodoth, de partager les ressources naturelles, les opportunités de commerce de bétail et de produits de base et la coexistence pacifique.

6&7. KDF a soutenu 16 femmes membres de la paix des districts de Napak et Moroto, et 5 chefs de district de Moroto pour qu'ils assistent aux dialogues de la journée culturelle Karamoja. Le thème de l'événement de cette année portait sur la sécurité et la culture au milieu de Covid 19, ce qui a constitué les sujets des différentes sessions de dialogue. Les femmes ont participé à une session sur le rôle des femmes et des jeunes pour mettre fin à la violence et promouvoir la sécurité alimentaire. Une déclaration commune pour les femmes a été élaborée au cours du dialogue et sera partagée avec les partenaires.

4.2.2 Appui aux leaders traditionnels dans la conduite des médiations

Mali :	L'activité sera conduite à travers une collaboration étroite avec la cellule d'appui à la réconciliation et en coordination et complémentarité avec VSF-B.
Burkina Faso :	Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.
Niger :	Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.
RDC :	Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.
Ouganda :	Cette activité a été couplée à l'activité précédente.

R4.3 Les structures de coordination locales des intervenants sont appuyées et animées dans une approche NEXUS humanitaire-développement-paix.

A4.3.1 Appui à l'organisation des missions conjointes de supervision des actions sur le terrain (services techniques, collectivités, ONG/CSO)

Mali :

• **Mission conjointe de supervision des actions**

Les services techniques ont participé à et accompagné plusieurs réalisations du projet. Lors des activités de distribution des transferts monétaires couplées à celle des kits vétérinaires et matériels agricoles, les Services Techniques agriculture ont été sollicités pour vérification et attestation de la qualité des semences et des petits matériels agricoles. Les deux services d'élevage (vétérinaires et production et industrie animale) ont également pris part à cette opération de distribution. Ils ont assuré le contrôle la conformité des produits vétérinaires distribués, de l'aliment bétail et de la pierre à lécher. En plus des services techniques, les collectivités territoriales ont participé et assisté aux activités des trois types de distribution. En dehors de cette opération, notons que le service vétérinaire a été aussi engagé pour superviser les campagnes de vaccination sur la peste et la pasteurellose des noyaux résiduels des 500 PDI dans tous les cercles d'intervention. Aussi, les services des productions animales ont sollicité dans les études de faisabilité sur les puits pastoraux en coordination avec les animateurs. De même que le service de génie rural spécialisé dans la réalisation des infrastructures rurales, qui au niveau de chaque cercle ont conduit avec les animateurs les études de faisabilité sur les périmètres maraichers.

En novembre 2022, les 2 services d'élevage entament une activité de réception de noyaux des caprins qui seront admis en quarantaine. Ces noyaux au nombre de 1.800 devront être distribués à 600 ménages pauvres ciblés par le projet. Ils sont invités avec les collectivités et les autorités à prendre part à la grande opération de distribution de ces 1.800 noyaux.

• **Appui à l'organisation des CCOCSAD, CLOCSAD, CROCSAD**

Des contacts ont été pris au niveau cercle par le gestionnaire de projet au niveau local (commune) par les agents terrains afin de s'assurer de l'organisation de ces cadres et voir dans quelle mesure l'action du projet peut intégrer ces espaces d'échange. Il est à noter déjà que, des appuis du projet sont programmés pour soutenir la tenue de la première session du CLOCSAD de Koro et la session des revues des indicateurs de la 2ème session du CLOCSAD de Bankass en novembre 2022.

Burkina Faso :

Les Services Techniques Déconcentrés ont été impliqués pour le suivi des activités sur le terrain, entre autres :

- Les Directions Régionales en charge de l'Agriculture et de l'Elevage pour le suivi des activités agricoles pour la première et celui du suivi sanitaire des animaux pour la seconde ;
- La Direction Régionale de la Jeunesse pour les activités de renforcement de capacité en gestion de micro-entreprises et élaboration des plans d'affaires ;
- La Direction Régionale de l'Action Humanitaire pour les activités de ciblage et de mobilisation des bénéficiaires lors de la mise en œuvre des activités et
- L'organisation des Femmes pour la Recherche et l'Action, OFRA NAHUM pour les mises à dispositions de fond pour le cash for asset, et les activités génératrices de revenus.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

- **Appuyer à la mise en place et fonctionnement du cadre de coordination locale des intervenants**

Depuis le début du projet, un appui est accordé aux structures de Bwegera évoluant dans la thématique consolidation de paix et aux structures étatiques pour résoudre certaines questions sensibles, sensibiliser les communautés sur la cohabitation intercommunautaires et prévenir les cas de dérapage dans la construction de la paix à Bwegera.

Une action récente a été menée suite la prise de la cité de Bunagana par le groupe armé M23. Dans la compréhension de certaines communautés vivant à Bwegera le M23 est un groupe qui défend les intérêts de la communauté de PDI de Bwegera. La prise de Bunagana a ainsi généré de vives tensions. Des réunions d'urgences ont été organisées par la plateforme de concertation pour sensibiliser les communautés sur l'éducation à la paix et le vivre ensemble et désamorcer les tensions.

Ouganda : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en Ouganda.

4.3.2 Participation et appui à l'organisation des cadres de concertation des intervenants et clusters

Mali :

- ***Participation aux réunions de coordination***

VSF-B est membre du forum des ONGs internationales au Mali (FONGIM). A ce titre, VSF-B participe aux différentes rencontres du forum, partage ces informations avec les membres et reçoit leurs rapports d'activités. VSF-B participe également activement aux différentes réunions de coordination du Sous-Cluster Sécurité Alimentaire et protection à Mopti. VSF-B a eu à faire la présentation du projet et y partage régulièrement les résultats de l'action. L'équipe a même bénéficié de la part du cluster sécurité alimentaire d'une formation sur l'approche HEA tenue à Sévaré en août 2022 sous la facilitation du SAP et sur financement d'Action Contre la Faim. Sur le terrain, les animateurs du projet participent également aux réunions de coordination humanitaire qui se tiennent sous l'égide des ONG sélectionnées par OCHA pour faire office de points focaux au niveau des 3 cercles d'intervention.

- ***Appui aux enquêtes de vulnérabilité et l'analyse du cadre harmonisé :***

Dans le cadre de l'Enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle - ENSAN 2022, VSF-B a manifesté son apport au SAP, en organisant d'abord des rencontres d'échanges pour discuter des conditions de participation. Ainsi deux options de soutien ont été soumises à son analyse. A savoir la prise en charge intégrale du coût global pour conduire la collecte dans un cercle donné qui s'élève à 5.000.000 FCFA et la deuxième option consistait à contribuer par un montant forfaitaire au budget global estimé à 500.000.000 FCFA. Vu les capacités limitées de l'enveloppe prévue et des nombres de participation définis dans le projet, un appui financier d'un montant forfaitaire a été octroyé au SAP pour s'intégrer dans la deuxième option. Un protocole a été établi et conclu à cet effet entre VSF-B et le SAP (Système d'Alerte Précoce). VSF-B aura donc à participer aux réunions de validation de données. Cette enquête permettra à VSF-B de disposer des informations fines sur le degré de vulnérabilité dans la zone d'intervention de l'action et de prendre les mesures adaptées pour améliorer les conditions de vie dans cette partie du territoire.

Burkina Faso :

VSF-B participe activement aux rencontres des sous Cluster Sécurité Alimentaire et Protection. Par ailleurs, des actions ont été entreprises pour se positionner en tant que lead du sous cluster sécurité alimentaire dans la région du Centre -Est.

Niger :

- ***Appui à la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme de coordination des intervenants dans le département***

Dans l'optique de faciliter les actions de coordination des actions entre les acteurs intervenant à Torodi, le projet a accompagné les autorités départementales de Torodi à l'organisation d'un forum de mise en place du cadre de concertation des ONG Humanitaires du département de Torodi. Ce cadre permet une complémentarité, une synergie d'action et de bonne coordination des interventions des partenaires humanitaires dans le département de Torodi. Ce cadre a été utile car étant pendant plusieurs mois le seul organe de partage et de coordination des actions des partenaires humanitaires avant que OCHA ne décide de placer un représentant à Torodi pour aider dans la coordination des acteurs.

Pendant le ciblage et tout au long de la conduite des activités, une coordination en vue d'éviter des doublons et d'assister plus de vulnérables a été faite avec d'autres intervenants comme DRC, MdM Be. Cela a consisté non seulement à faire une analyse comparative des listes de bénéficiaires afin d'éviter les doublons et de prendre en compte certaines spécificités des bénéficiaires ; mais aussi, à échanger sur des bonnes pratiques en vue capitaliser et mieux dérouler les activités.

Au-delà de ces actions, VSF-B participe à plusieurs cadres d'échanges et de coordination dans lesquels les planifications et les réalisations sur les projets sont portées à la connaissance des autres acteurs pour une synergie dans les interventions. Il s'agit des :

- Rencontres de coordination Avec OCHA à Torodi
- Réunions cluster Sécurité Alimentaire (niveau national)
- Réunion inter secteur (niveau régional)
- Réunion groupe thématique santé-nutrition à Torodi
- Réunion sécurité avec INSO et OCHA (niveau régional)

RDC :

VSF participe, à travers son partenaire AFEMA, appartient au sous-groupe de travail de protection de l'enfance (SGTPE), au cluster protection où elle partage les alertes des incidents de protection, ainsi qu'au cluster VGB.

Ouganda :

Le projet a facilité 2 réunions virtuelles. Les réunions ont été organisées pour les acteurs de la paix de Karamoja et ont rassemblé plus de 17 participants issus des différentes catégories d'acteurs. Les réunions visaient à discuter des TdR pour les acteurs de la paix Karamoja, à présenter un outil de rapport d'incident et à discuter de la proposition de plaidoyer et d'autres domaines d'action. Parmi les points d'action clés, citons la révision des TdR, le développement d'une note conceptuelle à partager avec saferworld et les acteurs de la paix afin de mieux coordonner les activités et d'éviter leur duplication, et la diffusion des résultats de la recherche préliminaire de la *Karamoja Resilience Support Unit* (KRSU) sur les effets du conflit dans le Karamoja.

4.3.2.4.3 Rapport final

- Indicateurs pour les résultats obtenus – Résultat 4

Le tableau ci-dessous présente l'atteinte des résultats par indicateur.

Indicateur	Pays	Cible	Atteints
Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection réalisée permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité	Mali	>1	3
	Burkina	>1	10
	Niger	N/A	N/A
	DRC	>1	258
	Uganda	>1	4
Nombre de personnes atteint pas l'Information, "Education et la Communication	Mali	50	60.000
	Burkina	20	20
	Niger	N/A	N/A
	DRC	500	417
	Uganda	50	774.000
Nombre de plateformes et de réunions de concertation organisées ou appuyées	Mali	>3/an	3
	Burkina	>3/an	3
	Niger	>3/an	3
	DRC	>3/an	4/an
	Uganda	>3/an	12
Nombre de réunions/événements de coordination organisés ou appuyés	Mali	>3/an	4
	Burkina	>3/an	5
	Niger	>3/an	20
	DRC	>3/an	1
	Uganda	>3/an	4

- Bénéficiaires (statut + nombre) – Résultat 4

- Indicateur 1 : Nombre de produits de gestion de l'information sur la protection réalisée permettant une action fondée sur des preuves pour des résultats de protection de qualité

Mali :

La mise en place d'un mécanisme de remontée d'information et d'alerte en temps réel sur les catastrophes reposant sur 6 auxiliaires d'élevage, a permis de la production de 4 bulletins de veille et d'alerte pour les zones d'intervention du projet

Burkina Faso :

Cet indicateur comptabilise le nombre de diffusions des produits qui ont été élaborés à travers les activités de sensibilisation, de théâtres radiophoniques. Au cours de la première année 6 diffusions ont été réalisées. Pour la deuxième année, 3 diffusions et 1 activité de sensibilisation

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

258 cas d'incidents de protection ont été monitoré et partagé dans le groupe de travail SGBV, cluster protection et lors de la réunion d'informations générales organisée par OCHA. Un événement de formation concernant le Cash Working Group du Sud-Kivu et de Maniema a été organisé du 5 au 7 juillet 2023, avec la participation active de l'organisation VSFB.

Ouganda :

Aucun nouveau produit de gestion de l'information n'a été développé sur la période. Cependant, sur cette période, KDF a amélioré la fonctionnalité de la plateforme de gestion de l'information développée au cours de la 1^{re} année en formant les rapporteurs communautaires à l'utilisation de la plateforme kobo afin d'augmenter le nombre de rapports sur les incidents liés à la sécurité dans la zone du projet. 28 personnes (4 femmes et 24 hommes) ont ainsi été formées à l'utilisation de l'outil de collecte de données à l'aide de la plateforme kobo collect.

- Indicateur 2 : Nombre de personnes atteintes par l'Information, Education et la Communication

Mali : Environ 60.000 personnes ont été touchées par les actions de sensibilisation et de communication du projet.

Burkina Faso :

Cet indicateur mesure le nombre de personnes qui ont pris part ou ont été atteints par des produits à travers les émissions radiophoniques, les sensibilisations. Concernant les émissions radiophoniques, les fréquences des radios couvrent les 4 communes d'intervention du projet. Les auditeurs sont estimés à près de 5 millions. 474 personnes dont 251 femmes et 223 hommes issues de 262 PDI et 112 hôtes ont pris part aux activités de sensibilisations durant le programme

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

Un total de 6.670 enfants, répartis comme suit : 2.725 enfants parmi les PDI et 3.945 enfants issus des communautés d'accueil, ont été accueillis et pris en charge dans l'espace dédié aux enfants. Ils ont participé à des activités ludiques et créatives, développant ainsi leurs talents et compétences, tout en recevant un soutien et des conseils pour ceux qui ont été victimes d'incidents de protection.

Ouganda :

Le projet a continué à diffuser des messages de consolidation de la paix par l'intermédiaire de stations locales ayant une audience combinée de 774.000 personnes, dont 52,8 % sont des femmes. Les informations ont été obtenues auprès de l'association des diffuseurs ougandais pour les stations de radio impliquées dans la diffusion de messages ponctuels et l'organisation de débats radiophoniques.

- Indicateur 3 : Nombre de plateformes et de réunions de concertation organisées ou appuyées

Mali :

Le Projet a soutenu les initiatives suivantes

(i) Le cadre de la réalisation de l'enquête ENSAN (Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle)

(ii) Un appui au compte du FONGIM

(iii) Appui au CH (Cadre Harmonisé de la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali)

Burkina Faso :

Cet indicateur représente le nombre de participations aux rencontres des cluster actif dans zone d'intervention du projet et autres rencontres.

Niger :

Le projet a appuyé la mise en place d'un cadre de concertation départemental des acteurs humanitaires ainsi que la tenue de la première réunion de cet espace d'échanges. Aussi, une réunion du cadre de concertation communal de Torodi a été appuyé. Ce qui fait au total 3 cadres appuyés.

RDC :

Participation à 20 réunions de coordination dans le groupe de travail protection GBV à Uvira et dans le sous cluster SGBV.

Participation active de VSFB et ses partenaires dans les Clusters Sécurité Alimentaire, Protection et dans le sous-groupe de travail *Cash Working Group* Sud-Kivu et Maniema.

Ouganda :

Au cours de la période considérée, KDF et DADO ont organisé 5 réunions, dont une réunion transfrontalière entre les Turkana et les Karimojong et 4 réunions intercommunautaires. Ces réunions ont rassemblé 1.009 participants (572 femmes et 437 hommes).

- Indicateur 4 : Nombre de réunions/événements de coordination organisés ou appuyés

Mali :

Le Projet a appuyé les 4 évènements suivants :

- La 1ère session du CLOCSAD de Koro
- La session des revues des indicateurs de la 2ème session du CLOCSAD de Bankass le 11/2022.
- La session de CCOCSAD de Dougoutene2.
- La session de CCOCSAD dans la commune de Toroli

Burkina Faso :

Il s'agit du nombre de sessions de validations des attentes foncières organisée, et formation des collectivités. Au total 5 sessions ont été organisée soit 4, sessions pour la validation des ententes foncières et 1 sur le Do No Harm en faveur des collectivités et services techniques

Niger :

Cet indicateur concerne le nombre de participation à des cadres de coordination au niveau national, départemental et communal. Il s'agit principalement des réunions organisées par le cluster nationale sécurité alimentaire, le groupe de travail thématique santé-nutrition et OCHA. Au total il s'agit de 20 rencontres organisées par ces acteurs auxquelles nous avons participé.

RDC :

2 événements de coordination organisés et appuyés par VSFB : une sur la formation des membres du *Cash Working Group* sur les fondamentaux de transfert monétaire en juillet 2023 et l'autre sur l'organisation de la campagne agricole de la saison culturale 2024 à Bwegea.

Ouganda :

KDF a organisé 4 réunions avec les acteurs de la paix dans la sous-région Karamoja au cours du projet afin de coordonner les actions, d'harmoniser les approches et de créer des synergies.

- Activités réalisées – Résultat 4

R4.1 Des mécanismes de collecte, monitoring et diffusion des informations sur l'insécurité et de la protection sont développés et/ou appuyés

A4.1.1 Développement des dispositifs de veille, de surveillance, d'alerte et de relais communautaires concernant la protection et collecte de preuves concernant les vols de bétail, la violence ethnique et les violations des droits de l'homme

Mali :

- **Développer un dispositif de veille et d'alerte et de relais communautaire :**

Dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet, un dispositif de veille humanitaire a été développé à travers la mise en place des Relais Communautaires dans les zones d'intervention du projet. L'objectif visé par cette innovation était de maintenir une veille permanente sur les 3 cercles d'intervention du projet (Bankass, Djenne et Koro) et de produire un bulletin de veille Agro-pastorale. Constitué de 2 relais par Cercle, 6 relais communautaires ont reçu une formation et ont collecté des informations remontées mensuellement. Le questionnaire élaboré rassemblait des informations relatives aux éléments suivants : les incidents sécuritaires, les mouvements de population et du bétail, la situation des infrastructures, les lieux de concentration des animaux, les prix moyens des animaux, les termes de l'échange, l'état du pâturage, la morbidité par espèce animale. Le suivi de l'acheminement des informations s'est réalisé à 2 niveaux : le 1er niveau était assuré par le dispositif de relais communautaires mis en place, le 2^{ème} niveau était assuré par les animateurs du projet. Le croisement des informations collectées par ces 2 canaux a permis de procéder à une analyse plus fine pour la production du bulletin de veille bimensuel des zones d'intervention du projet. Les bulletins bimensuels ont été partagés avec le Clusters Sécurité Alimentaire au Mali.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action spécifique n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

Au cours de cette année, nous nous sommes concentrés sur le développement de dispositifs de veille, de surveillance, d'alerte, et de relais communautaire en ce qui concerne la protection et la collecte de preuves relatives au vol de bétail. Nous avons mené des activités de plaidoyer auprès des services de sécurité pour renforcer la paix dans la zone. Dans cette démarche, nous avons rencontré 16 positions des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les zones sensibles aux activités des groupes armés. De plus, notre équipe de monitoring a été mise en place pour alerter les services en cas de vol, et en moins de 15 minutes, les FARDC réagissaient, ce qui a permis de récupérer une partie du bétail volé. La protection et la collecte des preuves liées aux vols sont traitées en toute confidentialité en collaboration avec les autorités militaires en place et de la police nationale Congolaise (PNC). En ce qui concerne les violences techniques et les violations des droits humains, les données étaient souvent recueillies via les boîtes à suggestions installées par le partenaire AFEMA. Ensuite, le partenaire partage ces informations avec différents clusters (Cluster protection, Sous-Groupe de Travail Protection SGBV). 2 comités de médiation et 4 comités de gestion des plaintes ont été établis pour traiter ces situations.

Ouganda :

Les structures des comités de paix ont été formées à l'utilisation de l'outil de suivi des incidents de sécurité. Compte tenu du faible taux d'alphabétisation dans la région, la KDF a adopté l'utilisation de collectes de données manuelles et numériques afin de renforcer les capacités de 28 (4 Femmes, 24 Hommes) membres des comités de paix de Napak et Moroto.

A4.1.2 Appui à la dissémination/diffusion des informations, appui aux initiatives de communication positive, appui aux actions de plaidoyer pour la défense des droits de protection

Mali :

- ***Mobilisation des communicateurs traditionnelles pour lancer des initiatives de communication positive***

9 communicateurs traditionnelles sélectionnés par le chef de leur village et les leaders communautaires ont participé activement aux différentes formations sur la Charte Pastorale et la Loi d'Orientation Agricole au Mali. Cette participation leur a permis de capter des messages importants qu'ils ont pu communiquer régulièrement au niveau des pistes de transhumances afin de sensibiliser éleveurs, agriculteurs, pisciculteurs. Le projet a mis à leur disposition des mégaphones et un taux forfaitaire pour la réalisation de cette activité tout au long des pistes de transhumance pendant la période de soudure pastorale.



9 communicateurs traditionnelles sélectionnés et formés ont sillonné l'ensemble des villages, et pendant les jours de foires importants pour réaliser des sensibilisations de masse auprès de la population. Les sensibilisation ont porté sur la cohabitation pacifique, la cohésion sociale et sur des thématiques renforçant ces liens.

Par ailleurs, avec l'appui du projet, l'Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation (ERAR) a formé 2 comités locaux de réconciliation de 45 personnes composées de religieux, d'imam, de pasteur, d'associations de jeunes et femmes, de leaders traditionnels et de communicateurs traditionnels. Ces comités à leurs tours ont continué à sensibiliser les villages sur la cohésion et la cohabitation pacifique.

Burkina Faso :

- **Organiser des causeries éducatives sur la gestion non violente des conflits**

Pour l'An 2, une causerie éducative a été organisée à l'endroit des PDI et des communautés hôtes sur le thème : « Crise sécuritaire dans la région du centre-est, quelles contributions des populations (PDI et hôtes) pour un vivre ensemble harmonieux ? ». Cette activité a été placée sous la présidence de la Préfète et Présidente de la Délégation Spéciale de Koupéla, et avait pour objectif de contribuer au renforcement de la culture de la paix et de la cohésion sociale à travers le dialogue intercommunautaire. Ladite journée a été ponctuée par plusieurs activités de communication dont :

- L'intervention des leaders communautaires (la chefferie coutumière, la communauté musulmane, la communauté catholique et la communauté protestante) qui ont entretenu les participants sur les valeurs du vivre ensemble en s'inspirant des saintes écritures et de la coutume
- La conférence publique a été animée en langue locale (mooré) par le chargé de formation au sein l'Agence Culturelle de Communication et de Consultation (ACCCOM).

Ces activités ont été jalonnées par les jeux de société et un repas communautaire au profit des participants évalués à 182 personnes dont 87 femmes et 95 hommes issue de 145 PDI et 37 hôtes.

En somme, durant les deux années, les activités socio-culturelles ont touché 474 personnes dont 251 femmes et 223 hommes. Selon le statut, 262 PDI et 112 hôtes ont pris part à ces activités.



Journée des communautés, Koupéla mars 2023

Niger :

- **Sensibiliser les PDI les populations hôtes sur les enjeux de la sécurité et la cohésion sociale**

Les activités de sensibilisation sur la cohésion sociale organisées par le projet pour sociale pour renforcer le mieux vivre ensemble entre les populations des familles hôtes et les déplacées internes ont concerné tous les quartiers et villages bénéficiaires des communes de Torodi et Makalondi. Elle ont été conduites en

collaboration avec les autorités communales et coutumières. Les séances de sensibilisation ont mobilisé toutes les couches (hommes, femmes, jeunes) des populations hôtes et déplacées internes. Au total, 2.232 personnes ont participé à ces séances dont 632 femmes et 425 jeunes. Dans les interventions de l'autorité communale lors de ces séances de sensibilisation, il ressort un constat d'amélioration des rapports sociaux entre les différents acteurs de la communauté par rapport aux années antérieures. Cela s'explique, selon l'autorité communale, par « une baisse du taux des plaintes et des conflits familiaux, des conflits de voisinage et ceux entre agriculteurs et éleveurs ». Sur les 2 ans de mise en œuvre, les sensibilisations organisées sur le projet ont touché 3.915 personnes dont 1.681 femmes et 425 jeunes.



Séance de sensibilisation dans un village de Torodi

RDC :

• Identifier, documenter et alerter sur les incidents de protection

Pendant cette période, la situation sécuritaire dans le village de Bwegeera et ses environs a été marquée par des événements tragiques, notamment des violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que des pillages systématiques du bétail des PDI et des habitants par des groupes armés. Cela a entraîné la perte de biens de valeur, voire parfois des pertes de vies humaines. Au total, 258 cas d'incidents de protection ont été identifiés, documentés et signalés, en plus des cas de pillage de bétail et d'incendies de maisons. Pour parvenir à ce résultat, nous avons organisé plusieurs formations visant à renforcer les capacités des membres de RECOPE, des Monitrices de protection, des encadreurs EAE (Éducation Accélérée en Situation d'Urgence), des Agents de Protection Sociale (APS), des membres des organisations locales de protection, ainsi que du personnel du centre de santé. Ces formations ont porté sur les sujets suivants : les techniques d'identification, d'analyse, de documentation et de suivi des incidents de protection ; le système d'alerte précoce des cas d'incidents de protection ; la confidentialité et l'encodage des données relatives aux victimes de violences sexuelles ainsi que la formation sur la protection contre les abus et l'exploitation sexuelle.

• Sensibiliser les communautés sur les VBG

Plusieurs activités de sensibilisation communautaire pour lutter contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG) ont été menées à travers le partenaire AFEMA :

- Organisation de forums intercommunautaires pour comprendre les causes principales des VBG et proposer des solutions. 6 forums ont été tenus avec la participation de 367 personnes, dont 191 hommes et 176 femmes.
 - la mise en place de focus group avec des jeunes filles et garçons PDI et hôtes pour discuter des mariages précoces et des grossesses non désirées. 12 groupes de jeunes ont été constitués, réunissant 372 participants, dont 167 garçons et 205 filles.
 - Sensibilisation des masses par le biais de théâtres participatifs, avec 8 représentations organisées par le groupe théâtral comique natal de Bwegeera, visant à promouvoir le respect des droits des femmes.
 - Organisation d'émissions radio diffusées par des radios communautaires partenaires, en collaboration avec l'équipe de la protection de l'AFEMA-RDC, pour sensibiliser la population à la lutte contre les SGBV.
- Ces initiatives ont contribué à sensibiliser la communauté sur les VBG et à promouvoir la prévention de ces violences.

Ouganda :

DADO a organisé 2 émissions radiophoniques avec la participation de la direction du district de Kaabong, des forums de femmes pour la paix et des jeunes réformés afin de sensibiliser les communautés au désarmement volontaire et de les mobiliser pour programmer des réunions intercommunautaires pour la paix. En outre, des actions de diffusion directe par le biais de pièces de théâtre ont été menées par les forums de femmes pour la paix au sein de la communauté. Les actions combinées des institutions communautaires ont contribué à la récupération de 141 armes à feu illégales à la fin du projet.

R4.2 Les plateformes de communication et de dialogue inter et intra région pour la prévention, médiation et la négociation des conflits sont créés et/ou appuyés

A4.2.1 Soutien et/ou mise en place d'espaces de dialogue

Mali :

- ***Les plateformes de communication et de dialogue inter et intra région pour la prévention, médiation et la négociation des conflits sont créés et/ou appuyés***

Plusieurs rencontres de l'équipe projet avec l'Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation (ERAR) ont été conduites pour définir les modalités adaptées à la formation et dynamisation de plateformes. La formation de 2 Comités Communaux de Réconciliation (CCR) par l'ERAR s'est tenue au mois de mars dans les communes de Dougouténè 2 et de Kanibonzon. Les autorités administratives et communales étaient présentes et les participants au nombre de 45 personnes étaient composés de religieux, d'imam, de pasteur, d'associations de jeunes et femmes, de leaders traditionnels et de communicateurs traditionnels. Ces ateliers de formation avaient pour objectif de doter les comités locaux d'outils qui leur permettent de mieux s'impliquer dans les mécanismes locaux de renforcement du vivre ensemble et de la cohésion pacifique.

Burkina Faso :

- ***Réaliser et diffuser des séances du théâtre radiophonique en langues locales***

Au cours de l'année 2, une émission de théâtre radiophonique a été enregistrée à la radio Dauphin de Koupéla (fréquence 90.6 FM). Comme à l'année 1 une troupe de théâtre a été recrutée à cet effet. Après l'enregistrement, l'émission a été plusieurs fois diffusée sur les ondes de 3 radios partenaires à savoir, la radio dauphin (fréquence 90.6 FM), de Koupéla, la radio Pognéré (100.2 FM) de Pouytenga et la radio Zekoula de Bittou (88.00 FM) dont les rayons couvrent la totalité des 4 communes d'intervention du projet. Le thème abordé par l'émission était le suivant : « Pour une saison hivernale réussie sans conflits quelles attitudes doivent adopter les agriculteurs et éleveurs de la région du Centre-Est dans un contexte de crise sécuritaire ? ». Les diffusions de cette émission radiophonique ont contribué à sensibiliser plus de 5 millions d'auditeurs pratiquant l'agriculture et l'élevage sur les mécanismes de la cohabitation pacifique en vue d'améliorer la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés.

- ***Appuyer pour la mise en place de Pool de Jeune et de femmes***

Des échanges ont eu lieu entre l'équipe du projet, les autorités communales et les services techniques (élevage, agriculture, environnement) avec pour objectifs de faire l'état des lieux des initiatives et instances de gestion existants. Il s'est avéré que les instances de gestion demeuraient inexistantes. La présence des ressources naturelles dont l'utilisation est source de tension a guidé le choix du village pour la mise en place des pools de jeunes et de femmes. Un comité provisoire de sélection des membres du pool a été mis en place dans chaque village. L'organisation d'une assemblée a permis la validation des critères des membres du pool et le choix du type de pool à mettre en place. Elle a aussi permis de présenter les membres des comités provisoires et de les valider par toute la communauté. L'ensemble des 4 villages a opté pour un pool mixte. Il revenait aux comités d'effectuer le choix des membres, puis de les valider lors d'une 2^{de} assemblée. Chaque pool a été composé de 8 membres parmi lesquels figurent des femmes pour les 4 communes d'intervention. Ce sont au total 32 membres pour 4 pools dont 10 femmes. Après la validation des membres, s'en est suivi le renforcement de capacités de ces derniers à travers l'organisation de 3 sessions de formations à l'issue desquelles des plans d'action ont été élaborés. Les membres ont été installés officiellement et accompagnés avec un kit composé de matériel de sonorisation, banderoles, registre etc. Pour soutenir les pools à la mise en œuvre de leur plan d'action ces derniers ont enfin été accompagnés avec un fond de caisse de 40.000 F.CFA. Des activités ont été entreprises par ces derniers telles que :

- Une activité de reboisement dans la zone pastorale de Yarkanré, commune de Gounghin

- Une sensibilisation des habitants du village de Loaba qui a conduit à libérer les espaces de la zone pastorale et délimiter la piste à bétail autrefois obstruer par les habitants à travers une occupation anarchique.



Niger :

- **Dialogue intercommunautaire sur la cohabitation pacifique entre population hôte et PDI**
- ✓ **Tournée de sensibilisation**

Comme pour la commune de Torodi, les autorités communales de Makalondi ont été appuyé pour l'organisation d'un tournoi de football dans le cadre de la cohésion sociale entre communautés. Cette activité intégrant des messages de paix est adressée aux jeunes de la commune dans un contexte d'insécurité. Les objectifs visés par les autorités communales étaient de : (i) Créer une occupation aux jeunes scolarisés et non scolarisés afin de valoriser la culture, l'unité et le développement d'un climat de confiance entre les jeunes et les communautés ; (ii) Renforcer les rapports de coexistence pacifique entre les différentes couches de la population en suscitant une vie plus équitable, pacifique et durable dans la communauté. Ainsi, la compétition a réuni 16 équipes de 224 jeunes de hameaux différents du village administratif de KOULBOU dans la commune rurale de Makalondi. Les matchs se sont joués en 10 jours sur la période allant du 15 au 25 décembre 2022 avec une participation estimée à 150 personnes par match sur les 9 premiers jours dont 24% de femmes. Le jour du match final, 250 personnes y ont assisté. Au total, les compétitions de football pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale a mobilisé 1.150 personnes dont 276 femmes.

- ✓ **Compétition de salubrité publique pour les femmes des ménages hôtes et PDI**

La cohabitation entre des milliers de PDI et une population hôte débordée se fait dans un climat souvent tendu et dans un environnement insalubre qui a des effets néfastes sur l'environnement et la santé de la population en général. Pour contribuer à diminuer les tensions et à renforcer la cohésion sociale tout en promouvant l'hygiène et la propreté, une activité de salubrité a été organisée du 03 au 08 mars 2023 dans la ville de Torodi et le village de Kobagué. Des échanges avec les acteurs locaux de Torodi, il ressort que, l'impact de la crise sécuritaire est plus perceptible dans les localités particulièrement affectées par l'effritement des liens sociaux et de la cohabitation entre populations hôte et PDI. Les femmes sont souvent les plus impactées par cette crise du fait de leur rôle central dans la gestion au sein du ménage. Aussi, compte tenu de sa place importante dans la société, la femme peut être vecteur de changement ou d'atténuation des effets de ce fléau en contribuant à fédérer les différentes couches de la population autour d'elle. Le projet, ayant pris la mesure de cet apport de la femme dans le maintien de la cohésion sociale entre les populations hôtes et déplacées, a initié une compétition de salubrité publique entre 11 quartiers de la ville de Torodi et 2 autres du village de Kobagué. Cette activité de salubrité communautaire a créé un cadre conviviale favorisant les échanges entre les ménages hôtes et PDI. La mise en œuvre de l'activité a nécessité la mise en place d'un comité d'organisation avec l'appui de VSF -B. Ce comité est composé du SG de la mairie, du représentant chef de canton, de la présidente de la Coordination des ONGs et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN), de la directrice de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, la présidente de la fédération des femmes de Torodi. Il faut noter que le projet a ainsi contribué à renforcer la cohésion sociale entre les populations hôtes et déplacées tout en promouvant l'hygiène et la propreté. Les

femmes étaient sorties massivement pour la réussite de cette activité qui a mobilisé 1.448 personnes. A la fin de la compétition, les 4 premiers quartiers classés ont chacun reçu des prix de mérite selon le classement suivant : Zongo, Fada, Santché 2 et Windisilbé. Dans une approche *fair play*, des prix d'encouragement ont été décernés aux autres quartiers ayant participé à la compétition. La remise des prix a été couplée à la Journée Internationale de la Femme organisée par la Direction Départementale de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant. Les autorités administratives, communales et coutumières ont salué cette initiative.



Remise des prix aux lauréats par le préfet, le maire et la cheffe bureau VSF-B de Torodi

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

2.211 membres de la communauté (565 Femmes, 1.646 Hommes) ont participé à des réunions de dialogue pour aborder les questions liées au conflit, en particulier l'augmentation des vols de bétail et des pertes de vies humaines. Ces réunions ont impliqué les communautés locales, les institutions chargées des pâturages et de la paix, les dirigeants locaux et de district et les organes de sécurité.

A4.2.2 Appui aux leaders traditionnels dans la conduite des médiations

Mali :

- ***Appui aux leaders traditionnels dans la conduite des médiations***

Les membres de l'ERAR, ont renforcé les capacités des leaders traditionnels lors de leur formation sur les bonnes pratiques de médiation lors d'un conflit. Les membres de l'ERAR ont rassuré les leaders traditionnels de leur engagement permanent à leur assister à chaque étape du processus au sein de leur communautés respectives.

Burkina Faso : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Burkina Faso.

Niger : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC : Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité en RDC.

Ouganda :

Le projet a continué à soutenir les comités de gestion des pâturages, mais aussi spécifiquement les chefs de kraal qui en sont membres, afin de renforcer leurs capacités en matière de négociation et de gestion des conflits.

R4.3 Les structures de coordination locales des intervenants sont appuyées et animées dans une approche NEXUS humanitaire-développement-paix.

A4.3.1 Appui à l'organisation des missions conjointes de supervision des actions sur le terrain (services techniques, collectivités, ONG/CSO)

Mali :

- ***Mission conjointe de supervision des actions***

L'approche de VSF-B se veut être une approche qui place les services techniques au centre des activités dans ce sens où ces derniers sont pleinement impliqués dans la définition de l'approche méthodologique à utiliser pour la mise en œuvre d'une activité. Ces derniers mois de mise en œuvre des activités terrain, les STD et les collectivités ont été mis à contribution à maintes reprises notamment au niveau de la formation sur le LEGS, l'ERAR, sur l'appui formatif sur la charte pastorale et la loi d'orientation Agricole, sur la définition du cadre de devis pour la réhabilitation des points d'eau et périmètres maraichers etc. l'objectif recherché est que les STD et collectivités puissent s'approprier entièrement des activités/investissements du projet pour faciliter ainsi la durabilité des contributions du Projet.

- **Appui à l'organisation des CCOCSAD, CLOCSAD, CROCSAD**

Le projet a soutenu l'organisation des Comités de Coordination et de Suivi des Actions de développement au niveau local, communal et régional à différentes reprises, notamment la 1ère session du CLOCSAD de Koro, la session des revues des indicateurs de la 2ème session du CLOCSAD de Bankass (11/2022), la session de CCOCSAD dans la commune de Toroli et la session de CCOCSAD de Dougoutene2. Cette dernière s'est tenue le 03/03/2023 tenue dans la salle de conférence du conseil de cercle de Koro, a vu la participation de de près de 60 personnes notamment les STD, les collectivités, leaders communautaires et personnes clés du Cercle. Ont eu lieu d'instances moments de partage et de réflexion sur l'amélioration des conditions du cercle à travers la régulation des activités notamment la transhumance. Plusieurs résolutions ont été prises de communs accords avec les leaders communautaires dans le but d'améliorer la coordination des activités au sein du cercle.



Session de CCOCSAD dans la commune de Toroli

Burkina Faso :

Les Services Techniques Déconcentrés ont été impliqués pour le suivi des activités sur le terrain, notamment:

- Les Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Elevage pour le suivi des activités maraichères pour la 1ère et celui du suivi sanitaire et campagne d'immunisation de la volaille pour la 2nde ;
- La Direction Régionale de la Jeunesse pour les activités de renforcement de capacité en gestion de micro-entreprises et élaboration des plans d'affaires ;
- La Direction Régionale de l'Action Humanitaire pour les activités de ciblage et de mobilisation des bénéficiaires lors de la mise en œuvre des activités et participation aux actions
- L'organisation des Femmes pour la Recherche et l'Action, OFRA NAHUM pour les mises à dispositions de fond pour le cash for asset, et les activités génératrices de revenus.

Niger :

Aucune action n'était prévue dans le cadre de cette activité au Niger.

RDC :

- **Appuyer à la mise en place et fonctionnement du cadre de coordination locale des intervenants**

Une action a été entreprise après l'annonce en 08/2023 par le Gouvernement autorisant les groupes locaux d'autodéfense "les Wazalendo" à coopérer avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans l'attaque contre les M23 et d'autres groupes armés étrangers comme les FNL (Force Nationale de Libération), groupe armé Burundais opérant dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira. Compte tenu de la perception par certaines communautés à Bweyera selon laquelle le M23 et ses groupes armés défendraient les intérêts de la communauté des PDI de Bweyera, le Projet a soutenu l'organisation de réunions communautaires sous l'égide de la plateforme de concertation. De plus, d'autres leaders formés

par le projet ont sensibilisé les communautés à la prévention des conflits, à la coexistence pacifique et ont contribué à désamorcer les tensions.

Ouganda :

La supervision conjointe et les actions de sensibilisation ont été soutenues par le projet en se concentrant spécifiquement sur les aspects des transferts d'argent, le contrôle des maladies par le biais de vaccinations d'urgence, le soutien en nature aux guerriers réformés et la sensibilisation de la communauté à la paix. Des départements tels que l'eau, les services vétérinaires, les chefs locaux et les dirigeants locaux ont participé aux missions de contrôle conjointes.

4.3.2 Participation et appui à l'organisation des cadres de concertation des intervenants et clusters

Mali :

- ***Participation aux réunions de coordination et animation des échanges au sein du FONGIM***

Au Mali, le FONGIM a pour objectif d'assurer/renforcer de manière indépendante la coordination entre les ONG membres, de faciliter un meilleur partage de l'information et de l'expertise et l'adoption des lignes directrices communes. VSF-B s'est inscrit dans cette dynamique constructive et est membre actif du Forum des ONGI au Mali et apporte régulièrement sa contribution. Plusieurs initiatives y ont été menées au cours de l'année à savoir les échanges autour de la suspension de l'aide humanitaire et de la développement au niveau de la coopération française, des échanges autour des nouvelles mesures imposées aux ONG internationales au Mali, la réalisation de la cartographie des ONGI (présence opérationnelle en termes de projets humanitaires et développement), la tenue de deux assemblées générales et la réalisation des formations au profit des staffs des ONG membres.

- ***Appui aux enquêtes de vulnérabilité et l'analyse du cadre harmonisé (ENSAN / HEA) :***

Au niveau du Mali, chaque année différents Systèmes d'Alertes Précoces SAP conduisent un ensemble d'activités de façon semestrielle notamment l'ENSAN (Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle), le CH (cadre Harmonisé pour la définition des populations en insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali). Ces activités permettent de mener des analyses assez fines sur la situation de la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali. VSF-B y a apporté sa contribution au sein de 2 activités : l'appui à la réalisation du Cadre Harmonisé, l'appui à l'enquête ENSAN afin d'accompagner ces initiatives. Un de ses staff a été retenu en tant qu'Expert Niveau 1 et tout récemment du Niveau 2 pour l'Analyse du CH dans les pays du Sahel et du Cameroun.

Burkina Faso :

VSF-B a participé activement aux rencontres des sous cluster Protection au niveau régional, Cluster Sécurité Alimentaire au niveau national et des cadres de concertations organisées par OCHA au niveau régional et national.

Niger :

- ***Appuyer la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme de coordination des intervenants dans le département***

Cadre de concertation des ONG Humanitaires : Le cadre de concertation des ONG Humanitaires du département de Torodi mis en place par les autorités avec l'appui du projet a été créé pour faciliter la coordination des actions menées par les PTF dans la commune. Il a bénéficié de l'accompagnement du projet pour tenir sa 1ère réunion. Ce cadre de rencontre et d'échange entre tous les acteurs s'est tenue dans la salle de réunion de la mairie de Torodi avec la participation des autorités communales et coutumières, des STD, des ONG humanitaires et de développement, des représentants des organisations des femmes et de la société civile. L'objectif assigné à ce cadre est la coordination entre les acteurs afin d'éviter les doublons dans les interventions et la création d'opportunités de synergie d'action entre les partenaires intervenant dans la commune. A l'issue de la réunion, il a été mis en place un noyau d'acteur devant s'occuper de la rédaction des documents de gestion de ce cadre à savoir son organisation et ses fréquences de réunion. La réunion a aussi été mise à profit pour le partage des actions marquantes menées par les partenaires intervenant dans la commune de Torodi.

VSF-B a également participé à d'autres réunions de coordination telles que les réunions sur la sécurité avec INSO et OCHA, les réunions de coordination organisées par OCHA à Torodi, celles du groupe thématique

santé-nutrition à Torodi, du Cluster National sur la Sécurité Alimentaire et celles de l'inter-secteurs de la région de Tillabéri.

RDC :

VSFB a joué un rôle actif lors des réunions mensuelles du Cluster Sécurité Alimentaire à Bukavu, ainsi que lors des réunions hebdomadaires de coordination humanitaire à Baraka-Fizi-Uvira, sous la direction d'OCHA, branche de Baraka. Grâce à ces rencontres, VSFB a eu l'opportunité de présenter ses initiatives dans la zone de Bweyera, dans le but d'améliorer la coordination avec d'autres acteurs humanitaires et d'éviter tout duplicata d'efforts. Les réunions de coordination ont lieu chaque vendredi de la semaine, tandis que celles du cluster sécurité alimentaire ont lieu à la fin de chaque mois. Le partenaire local de mise en oeuvre AFEMA s'est fortement impliqué lors des réunions du groupe de travail sur la protection et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes à Uvira. AFEMA a également été régulièrement présent lors des réunions du groupe de travail SGBV à Uvira, et il a activement participé aux réunions de coordination provinciale de la protection dans le Sud-Kivu.

Ouganda :

Le projet a soutenu 2 réunions virtuelles pour le forum des acteurs de la paix et les dirigeants locaux au niveau des présidents de district. Le forum des acteurs de la paix a contribué à résoudre les conflits entre les districts et entre les communautés pastorales dans les différents districts. Bien qu'initialement prévu pour la zone cible du projet, il a également englobé par la suite d'autres districts de la sous-région Karamoja. En outre, les réunions ont permis de mettre en commun des ressources qui ont permis aux acteurs de la paix d'organiser davantage de réunions de dialogue communautaire.

- Moyens et coûts associés finalement engagés

Résultat 4	EUR
Personnel	294.015
Equipement	38.152
Coûts de fonctionnement	106.532
Coûts opérationnels	215.773
TOTAL	654.472

4.4 Plan de travail

4.4.1 [INT] Plan de travail révisé en cas de changement après la proposition

Le Plan de travail a connu certains ajustements détaillés en annexe du rapport.

4.5 Suivi, évaluation, audit et autres études

4.5.1 Suivi des activités

Le suivi interne global de la mise en oeuvre du programme relèvera de la responsabilité des Directeur Pays de VSF-B. Ils veilleront au respect du calendrier et à la qualité de la mise en oeuvre des activités, en collaboration avec les équipes en charge du suivi/évaluation. Ils disposeront d'un soutien technique des deux Directeurs régionaux, basés respectivement à Ouagadougou et Kigali, ainsi que de l'Expert Humanitaire, du Operational Communication Officer et du Directeur des Opérations, basés au siège à Bruxelles. Le cadre de gestion des programmes de VSF-B prévoit des suivi internes et externes réguliers. Ce monitoring se base sur plusieurs critères : la cohérence, l'efficacité, l'efficacités et la durabilité des interventions. Le suivi sera fait selon une approche très participative et débouchera sur des recommandations régulières pour les mesures correctives, les consolidations et renforcements à faire pendant la mise en oeuvre. Des outils spécifiques à chaque pays seront élaborés : cadre opérationnel, la planification opérationnelle annuelle, matrices de suivi des indicateurs, suivi des risques. Le choix des indicateurs s'est fait de manière concertée avec les différents partenaires. Au démarrage du projet, une réunion de relecture et d'analyse du cadre logique sera organisée par l'équipe avec la participation des différentes parties prenantes, afin d'en assurer une bonne

compréhension, et se faisant une planification adaptée. Les données de base seront collectées par les équipes terrain, avec l'aide des relais communautaires, en utilisant notamment le logiciel Kobo toolbox et autres outils numériques. Un dispositif de triangulation au niveau des informations capitales à recueillir et via des contrôles aléatoires sera mis en place en fonction des besoins. Une fois analysés et validés, les résultats seront discutés pendant les moments de réflexion critique, auxquels participeront également les partenaires. Les coordinations nationale et régionale de VSF-B procéderont à des monitorings réguliers, afin de procéder aux réajustements nécessaires au cours de la mise en œuvre.

Une évaluation externe sera réalisée à la fin du projet, afin d'analyser les impacts du projet et de tirer les leçons indispensables à la capitalisation des expériences

4.5.2 Cochez les cases correspondant aux études qui seront éventuellement entreprises:

- ☐ Évaluation externe pendant l'action
- ☒ Évaluation externe après l'action
- ☐ Audit externe pendant l'action
- ☒ Audit externe après l'action
- ☐ Evaluation interne ou audit interne relatif à l'action

4.5.3 Autres études: ☐ Veuillez préciser: N/A

5. QUESTIONS TRANSVERSALES

5.1 Veuillez décrire le niveau escompté de durabilité et/ou de connexité¹.

La durabilité est l'une des trois valeurs de VSF-B, depuis sa création. Aussi, assurer des impacts sur le long terme pour ses interventions est au cœur de sa stratégie d'action, y compris lorsqu'il s'agit de programmes d'urgence. VSF-B a donc développé une stratégie et une méthodologie de la durabilité, basées sur la compréhension du contexte, l'analyse des potentiels impacts d'une intervention, l'acceptabilité des solutions proposées, le renforcement des capacités des différentes parties prenantes et le partenariat avec des structures locales. Dans le cadre de ce programme, VSF-B et ses partenaires ont veillé à la prise en compte des besoins et des capacités des différents groupes cibles, pour déterminer avec chacun la solution optimale aux difficultés rencontrées, assurant ainsi une forte adhésion des bénéficiaires et acteurs locaux. Surtout, la combinaison d'interventions à impact immédiat (cash transfer) et d'actions de moyen et long terme (soutien à la création d'AGR, animation de plateformes de cohésion sociale etc.) permet d'assurer que la prise en compte des besoins urgents ne se fera pas au détriment des capacités de résilience pour le futur. Les bénéficiaires seront donc en mesure de poursuivre les activités initiées dans le cadre de ce programme une fois les soutiens terminés, qu'ils restent dans la zone d'intervention ou qu'ils retournent dans leur localité d'origine.

Une part importante des activités et du budget sera consacré au renforcement des capacités des différentes parties prenantes (en entrepreneuriat, en résolution pacifique des conflits, en coordination etc.), qui continueront d'appliquer les méthodes longtemps après la fin du programme. Les infrastructures construites/réhabilitées via les activités de cash for work (routes, reboisement etc.) auront également un impact positif durable sur l'accès aux services de base et aux ressources naturelles, pour tout la population des zones concernées. Enfin, la continuité avec les programmes de développement de VSF-B permettra enfin de maximiser la durabilité des investissements réalisés pendant ce programme.

5.2 Stratégie de continuité (liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement)

Toutes les zones d'intervention de ce programme sont soit communes, soit contigües aux zones des programmes de développement actuels et à venir de VSF-B, en particulier le programme quinquennal 2022/2027, financé par la DGD, et les projets mis en œuvre en partenariat avec Enabel. Ainsi, les Services Vétérinaires Privés de Proximité, les banques aliments bétails, et les autres services aux éleveurs, installés et soutenus via les programmes de développement seront utilisés dans cette intervention pour permettre aux

¹ La durabilité et la connexité sont des concepts similaires, qui sont utilisés pour garantir que les activités soient exécutées dans un contexte qui tient compte des problèmes à plus long terme et interconnectés.

populations les plus vulnérables d'accéder (via un appui du programme) à ces services d'élevage essentiels, tout en renforçant encore la pertinence et la rentabilité de ces services. Surtout, ce programme humanitaire va permettre à VSF-B et ses partenaires locaux de cibler les populations les plus vulnérables des zones d'intervention, pour qui les activités proposées dans le cadre des programmes de développement ne sont pas adaptés, suivant la logique LNOB. Ce programme est ainsi conçu comme une première étape pour ces populations, qui pourront, à plus long terme, être intégrés dans les programmes de développement et continuer leur chemin vers une résilience durable.

5.3 ***Intégration (par exemple, réduction des risques de catastrophes, enfants, droits de l'homme, égalité des sexes, impact environnemental, autres à préciser)***

VSF-B place ses interventions en respect de l'approche basée sur les droits humains, en respect des principes humanitaires et de l'approche LNOB, en considérant les bénéficiaires de ses interventions comme des détenteurs de droits, ici particulièrement les droit à la sécurité, à l'intégrité physique, à la dignité et à la sécurité alimentaire. VSF-B veille à la compréhension des besoins et des réalités de chacun, en fonction de ces capacités et de ses aptitudes, en particulier lors des analyses de contexte et du design de ses interventions. Cela permet d'assurer notamment la prise en compte des problématiques liées au genre, à l'âge, aux capacités physiques et mentales notamment. Les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap seront ainsi ciblés prioritairement au cours de ce programme et recevront des appuis adaptés et des suivis spécialisés.

Que ce soit dans un objectif de durabilité ou de respect du droit à un environnement sain, VSF-B accorde une attention particulière aux impacts environnementaux de ses interventions. Non seulement les impacts négatifs sont minimisés au maximums, mais surtout les impacts positifs sont maximisés : le choix des AGR et des travaux à réaliser se fera en fonction de cette analyse coût/opportunité environnementale et la gestion durable des ressources naturelles au cœur des renforcements de capacités, toujours dans un objectif « Do no Harm ».

5.4 ***[INT] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser***

Mali : RAS

Burkina Faso : RAS

Niger : RAS

RDC : RAS

Ouganda :

En plus des catégories énumérées ci-dessus, les personnes atteintes de maladies chroniques ont été incluses comme une priorité. Pendant les périodes de grave insécurité alimentaire, il a été constaté que le taux de mortalité était élevé chez les personnes atteintes de maladies chroniques (tuberculose, VIH, hépatite). Les repas manqués les poussaient à s'absenter de leur traitement, ce qui aggravait leur état de santé.

5.5 ***[FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser***

Mali : RAS

Burkina Faso : RAS

Niger : RAS

RDC : RAS

Ouganda :

Au cours de la période de référence, VSF-Belgium a reçu un financement D4D de NGO Federatie pour un projet de numérisation des registres de marquage du bétail et d'identification des propriétaires. Ce projet devrait contribuer aux efforts de consolidation de la paix du projet humanitaire en améliorant la traçabilité du bétail et en réduisant la vente de bétail volé sur les marchés aux bestiaux.

6. MESURES DE SÉCURITÉ ET D'URGENCE

6.1 ***Mesures d'urgence (plan B/ mesures d'atténuation à prendre si les risques et hypothèses exposés dans le cadre logique se concrétisent).***

L'hypothèse primordiale pour l'atteinte de nos objectifs et nos résultats concerne les conditions d'accès à nos zones d'intervention et aux bénéficiaires : « *les implications et les réglementations en matière de sécurité sont favorables à la mise en œuvre des activités du projet* ». Ceci sous-entend une certaine stabilité politique et que la situation sécuritaire au Sahel et en Afrique de l'Est ne s'aggrave pas au point d'affecter la consolidation de la paix dans les zones d'intervention. Nos stratégies d'atténuation se reposent sur :

- Une stratégie d'intervention portée en grand partie par des personnes vivant dans ces zones et localités d'intervention (personnels des partenaires locaux, personnels des collectivités et services techniques)
- Une stratégie d'intervention qui compte sur l'engagement des communautés
- Une stratégie de collecte et dissémination d'information sur les incidents et risques sécuritaires, avec des mécanismes d'alerte et de plans de contingence
- Et en dernier lieu, les possibilités de fournir certains appuis préconisés à partir de lieux plus sécurisés pour la tenue des formations, réunions etc., et par l'utilisation des NTIC pour les programmes de cash transferts et subventions pour les AGR.

6.2 Aspects relatifs à la sécurité

6.2.1 Situation sur le terrain. Veuillez donner une brève description

Mali : La région de Mopti a connu ces dernières années une situation sécuritaire dramatique sans précédent. En 2019, la région a enregistré 65% des 1.669 incidents recensés dans le pays entre le 1er janvier et le 30 novembre. Mais en 2021, la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée par rapport aux années antérieures. Cette analyse est confirmée dans notre matrice des risques qui présente, pour l'année 2021, une nette amélioration de la situation sécuritaire, bien que celle-ci reste problématiques sur certaines zones. En effet, la situation sécuritaire reste fragile dans les zones frontalières. Plusieurs écoles sont restées jusqu'à présent fermées de menaces de morts à l'encontre des instituteurs. Une forte implication de la part des autorités administratives et communales, dans les cercles de Koro et Bankass a contribué à la signature de d'accords de paix, qui ont permis le désarmement des groupes d'autodéfense villageois issus des différentes communautés. Les ONG évoluent actuellement sans beaucoup de restriction dans les 3 cercles. Cependant, d'une façon générale la présence de plusieurs acteurs armés sur le terrain, des engins explosifs sur les routes et dans les villages, des exactions de plus en plus nombreuses en direction des agents d'ONG (y compris leur domicile et les bureaux) continuent à compliquer l'accès aux plus vulnérables.

Burkina Faso : Le Burkina fait face, en cette année 2021, à de nombreux défis sécuritaires. Selon le rapport hebdomadaire INSO, du 29 mai 2020 au 08 juillet 2021, le Burkina totalise 3935 incidents, toute tendance confondue. Le Sahel, le Centre Nord, le Nord et l'Est sont les régions les plus touchées. La zone d'intervention de ce programme, le Centre-Est, n'a connu que 14 incidents sur les 3935 cas, soit 0,35% du nombre total. Elle n'a pas encore connu d'incidents à caractère terroriste en 2021, si ce n'est les cas de banditisme (vols, cambriolages) et surtout les cas d'accidents du fait du fort trafic routier. Cependant, la proximité avec la région de l'Est fait du Centre-Est une zone potentiellement à haut risque, pouvant basculer à tout moment.

Niger : Le département de Torodi est soumis aux effets des activités des GANE qui opèrent entre les pays du Sahel. Un état d'urgence a été décrété par le gouvernement sur toute la zone et les déplacements dans toutes les zones d'insécurité sont coordonnés par OCHA, qui assure la liaison avec les forces de défense et de sécurité afin de faciliter le déplacement des équipes sur le terrain, sans toutefois nécessiter d'escorte militaire pour les humanitaires.

La situation se caractérise essentiellement par :

- Une mobilité réduite à cause de l'état d'urgence dans une grande partie de la zone : pas de déplacement des motos ;
- Certaines zones inaccessibles car hors de contrôle de l'état ;
- Mauvais état des pistes rurales surtout en saison des pluies, pendant laquelle certaines zones sont quasi inaccessibles ;
- De fréquentes attaques sur les positions armées notamment des FDS ;
- La présence de mines (EEI) rendant très difficiles les déplacements ;
- Des contrôles aléatoires auxquels les acteurs humanitaires sont assujettis ;

- Existence d'opérations militaires pour faire face à la menace des GANE.

DR Congo : Les acteurs armés, étatiques ou non, continuent toujours d'opérer sur le terrain, contribuant ainsi à alourdir l'accès humanitaire. La situation se caractérise essentiellement par :

- La présence des acteurs armés (ex : les groupes armés Red Tabir, les Mai-Mai et les FARC RDC), certains continuant leurs exactions, d'autres ripostant. Cela contribue à réduire considérablement la mobilité des acteurs humanitaires sur le terrain ;
- La destruction/pillage des infrastructures socioéconomiques (écoles, centres sanitaires, pharmacies) ;
- Certaines zones inaccessibles car hors de contrôle de l'état ;
- Mauvais état des pistes rurales surtout en saison des pluies, pendant laquelle certaines zones sont quasi inaccessibles ;
- Des risques comme les atteintes à l'intégrité physique, les violations des droits de la propriété, les violations des droits à la liberté et celui des enfants dans le territoire d'Uvira
Violences basées sur le genre, avec la plupart des cas non déclarés.

Ouganda : Ce projet ciblera explicitement des zones en situation d'insécurité, étant donné que l'un des principaux objectifs de ce projet est de permettre aux communautés d'accéder à de meilleures et plus grandes zones de pâturage, qui sont actuellement inaccessibles en raison des conflits. Les conflits dans les zones d'opération sont en grande partie caractérisés par des vols de bétail. Une des particularités est la circulation / la détention d'une quantité importante d'armes par les communautés dans la zone d'intervention. Le niveau de risque auquel est exposé le personnel de projet devient ainsi de plus en plus élevé sur le terrain. Cependant, le gouvernement prévoit de lancer une grande campagne de désarmement au cours du second semestre 2021.

6.2.2 Un protocole de sécurité spécifique a-t-il été établi pour cette action ?

Oui ☒ Non ☐ Procédures standard ☒

VSF-B a adopté des directives (standard operating procédures) et des formats pour l'analyse de la sécurité et a mis en place des plans de sécurité au sein de chaque pays, avec un protocole précis de prise de décision. D'autres outils comme le rapport des incidents, les informations critiques etc. ont également été mis en place. Certains bureaux ont adhéré soit au réseau des UNDSS ou à INSO ce qui, en plus des connaissances du contexte, leur apporte des informations complémentaires fiables. VSF-B dispose d'un dispositif de géolocalisation pour sa flotte logistique. Dans certaines zones, un système d'appel est en place pour signaler les violences. Un journal sécuritaire est ouvert et mis à contribution pour chaque projet. Il s'agit d'un dispositif contenant des outils qui permettent d'analyser les risques, de mettre en place des mesures d'atténuation, d'apprécier les accessibilités, de dresser la cartographie et de former les équipes tout au long de la durée du projet. Les actualisations périodiques permettront de réévaluer l'évolution du niveau des risques, d'adapter les mesures d'atténuation tout en assurant des "briefing de mise à jour". Une réévaluation de la situation sera faite au démarrage du projet afin de mettre à jours les informations via des canevas conventionnels d'analyse et de matrice de risques sécuritaire. Cette mise à jour se fera régulièrement tout au long du projet.

6.2.3 Le personnel sur le terrain et les expatriés ont-ils reçu des informations et une formation concernant ces procédures ?

Oui ☒ Non ☐

L'ensemble du staff reçoit des briefings sécuritaires effectifs et réguliers : briefing au siège, briefing au moment de la prise de poste, briefing mission, briefing avant départ, briefing de mise à jour etc. Les membres des équipes de chaque membre du réseau VSF International ont également suivi des formations sur la gestion et la coordination de crises sécuritaires, notamment le fonctionnement et la composition des « Crisis Management Teams ». VSF-B dispose d'un expert sécurité basé à Ouagadougou, chargé notamment de former les équipes sur les procédures, outils, et comportements à adopter face aux risques sécuritaires et sanitaires. Les analyses de VSF-B montrent que dans la typologie des menaces, les embuscades sur les routes et les attaques de raids constituent celles auxquelles le personnel et les partenaires sont le plus exposés sur le terrain. Des mesures d'atténuations ont donc été mises en place et décrites dans la politique de sécurité. Tout le personnel a été formé et briefé sur les mesures sécuritaires et sur les bonnes attitudes à avoir en cas d'urgence, et en particulier donc en cas d'embuscade.

6.3 [INT] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

Mali : RAS

Burkina Faso :

Au départ, cette action devait couvrir les 3 provinces de la région du Centre-Est à savoir Boulou, Kouritenga et Koulpélogo. 5 communes avaient ainsi été identifiées à savoir Ouargaye dans le Koulpélogo, Bittou dans le Boulgou, Gounghin, Koupéla et Pouytenga dans le Kouritenga. Une analyse sécuritaire renforcée a conduit à écarter la commune de Ouargaye de la zone d'intervention du projet. En effet, du fait de sa position, cette commune est difficilement accessible et a connu certains événements sécuritaires.

Niger : RAS

RDC : RAS

Ouganda : RAS

6.4 [FIN] En cas de changements ou de problèmes à traiter, veuillez préciser

Mali :

Au cours de l'année, des incidents ponctuels ont été constatés dans la zone du projet. 2 tentatives d'attaque des camps de l'armée à Sevaré par des groupes armés ont mis en alerte nos équipes sur place au niveau de la représentation locale du projet dans la ville. Par ailleurs, une attaque a visé le village de Kani Bonzon, l'un des villages d'intervention du Projet. Cette attaque a endeuillé les communautés locales, causé de dégâts de matériels et de pertes de bétail. Les mesures sécuritaires développées ainsi les missions d'appui de l'expert sécurité régionale de VSFB sur le projet, ont permis aux staffs du projet d'être moins affectés. Globalement cette situation sécuritaire ponctuelle n'a pas eu d'impact sur les réalisations du projet.

Burkina Faso : RAS

Niger : RAS

RDC :

En octobre 2022, une visite au Congo du Responsable de sécurité basé à Ouagadougou a été organisée dans le but de dispenser une formation aux équipes du programme et de support en matière de sécurité et de sûreté. Cette formation a été bénéfique pour les équipes, leur permettant ainsi de mieux appréhender et mettre en œuvre le plan de sécurité de VSFB spécifiquement adapté au contexte de la RD Congo, en particulier dans la zone d'intervention de DGD Humanitaire à Bweyera.

Ouganda :

Dans le contexte de la situation sécuritaire fragile dans la zone du projet, VSF-Belgique a organisé en août 2023 une formation interne à la gestion de la sécurité et de la sûreté pour le personnel et les partenaires afin de les doter des compétences nécessaires pour mieux gérer les situations d'urgence liées à la sécurité. La formation a été menée par l'expert en sécurité de VSF-B qui a aidé le programme ougandais à développer des outils pour une meilleure gestion de la sécurité et de la sûreté.

7. COORDINATION SUR LE TERRAIN

7.1 Coordination sur le terrain

Dans tous ses pays d'intervention, VSF-B attache une importance particulière à la coordination de ses activités avec celles des autres structures présentes. Aussi, VSF-B veille toujours à s'insérer dans les mécanismes existants, ou à soutenir leur création/animation, le cas échéant. VSF-B participe ainsi aux clusters (sécurité alimentaire, mais également protection en RD Congo) sous la direction des agences des NU concernées, au niveau des coordinations nationales comme des bureaux locaux, en fonction de l'existant. Les partenaires locaux sont également des relais éventuels sur le terrain, en cas de difficultés d'accès. Ces fora sont le lieu idéal pour partager les analyses de contexte avec les différentes structures actives dans les mêmes zones, pour discuter des interventions à privilégier et pour veiller à une bonne répartition des acteurs sur la zone, et ainsi éviter les chevauchements et/ou les zones oubliées. VSF-B participe à d'autres groupes thématiques inter-ONG, comme le Groupe Technique Sécurité Alimentaire (GTSA) au Mali ou encore le Comité Régional Inter Organisations (CRIO) en RD Congo, ainsi qu'aux foras des ONG internationales, lorsqu'ils existent. En tant qu'ONG accréditée par la Coopération Belge, VSF-B participe également activement aux Cadres Stratégiques Communs et Dialogues Stratégiques annuels au niveau belge. Tous ces lieux d'échanges représentent un cadre unique d'échange avec les pairs, pour favoriser les échanges

d'expériences, les partages de bonnes pratiques et la dissémination d'information, notamment sécuritaires ou administratives. Ils permettent d'identifier les potentielles synergies et complémentarités avec d'autres acteurs, mais également d'assurer la visibilité de l'action et son ancrage dans le pays. En tant qu'ONG active à la fois dans le domaine de l'action humanitaire et du développement, VSF-B assumera son rôle particulier de liens entre les différentes structures, pour assurer le partage d'information, capital pour maximiser les impacts des différentes interventions.

7.2 *Autorités nationales et locales*

Mali : Au Mali, VSF-B dispose d'un accord-cadre avec l'État, qui définit ses domaines d'intervention dans le pays, notamment l'obligation de rapportage annuel. Aussi, la stratégie de cette intervention a été expliquée aux autorités, et l'évolution de sa mise en œuvre sera partagée via ce canal au niveau national. Au niveau régional, les autorités seront conviées à l'atelier de lancement du projet, ainsi qu'aux différentes missions de monitoring. Ces autorités (collectivités, chefferie traditionnelle, administration déconcentrée) servent en effet de porte d'entrée pour l'action. Elles sont donc tenues informées assurent la mobilisation sociale. VSF-B travaille avec les services techniques de l'État (Élevage, développement social), avec lesquels une convention de partenariat est également établie. Ces services techniques sont impliqués dans la conception de l'action et dans sa mise en œuvre, à travers les notamment formations qu'ils réalisent au profit des bénéficiaires dans leurs domaines de compétences respectives. Ils sont aussi eux-mêmes renforcés afin d'assurer leurs rôles régaliens et participent ainsi à la pérennité de l'action. Le financement des supervisions de terrain viendra pallier leur manque de moyen humain et renforcera leurs liens avec les communautés. Les actions dans le cadre de l'intervention seront présentées lors des Comités d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement au niveau commune, au niveau cercle et au niveau régional.

Burkina Faso : Les services techniques seront impliqués dans la mise en œuvre et des réunions d'informations seront régulièrement tenues afin de valider les stratégies et planifier les activités. Il est prévu un budget afin de faciliter le suivi des services de l'Etat et la poursuite de la collaboration avec les partenaires pouvant offrir leurs services dans la mise en œuvre d'activités spécifiques. Des réunions de coordination se tiendront régulièrement (sur une base à définir en fonction des besoins) avec le partenaire local afin de rendre compte de l'évolution des activités de mise en œuvre. Les agents du projet initieront une série d'animation sur les sites pour présenter le projet afin de susciter leur adhésion : objectifs, résultats attendus et méthodologie etc.

Niger : Les relations avec les autorités et les services de l'Etat seront définis dans une convention de mise en œuvre avec la préfecture. Elle va définir les modalités de mobilisation et de participation des services techniques de l'état aux activités du projet. Les communes seront les partenaires privilégiés du projet et seront impliquées dans les analyses des besoins, le ciblage des bénéficiaires et toutes les activités qui seront menées. Les services publics (développement communautaire, élevage et promotion de la femme) seront appuyés et impliqués chacun selon son domaine d'expertise dans la conduite des activités. Le vétérinaire privé sera également un partenaire de mise en œuvre privilégié pour la santé animale et son réseau sera renforcé pour répondre aux besoins des éleveurs, y compris dans les zones difficiles d'accès.

DR Congo: Les relations avec les autorités et les services de l'Etat seront définis dans une convention de mise en œuvre avec l'administration du territoire d'Uvira. Elle va définir les modalités de mobilisation et de participation des services techniques aux activités du projet. La mairie et l'administration du territoire d'Uvira seront les partenaires privilégiés du projet et seront impliquées dans les analyses des besoins, le ciblage des bénéficiaires et les activités qui seront conduites. Les services publics (Plan et développement local, élevage et pêche, promotion de la femme) seront appuyés et impliqués, chacun selon son expertise, dans la conduite des activités. Le vétérinaire privé de la zone sera également mis à contribution s'agissant de la santé animale, ainsi que son réseau.

Ouganda : VSF-B travaille avec les institutions gouvernementales nationales et locales pour fournir des services aux communautés et pour renforcer les capacités locales. Les programmes de vaccination, la surveillance des maladies, le contrôle des maladies et les actions de renforcement des capacités ont été et continueront d'être mis en œuvre en collaboration avec le ministère en charge de l'élevage, avec également une forte implication des services vétérinaires de district. La réhabilitation des infrastructures d'eau sera effectuée avec le soutien du ministère de l'eau et de l'environnement et des services gouvernementaux

locaux correspondants, qui aideront à identifier les forages inopérants. Le renforcement des capacités des groupes locaux (AGR et autres formations) sera réalisé avec le soutien des services de développement communautaire du district, tandis que les plans d'urgence communautaires élaborés seront également intégrés au niveau du district. Dans cette action, VSF-B donnera également la priorité à l'implication des conseils locaux et des chefs locaux dans l'identification des communautés vulnérables, dans un processus inclusif qui impliquera également les bénéficiaires eux-mêmes. En outre, les services de développement communautaire seront un acteur clé pour lier les actions du projet aux programmes gouvernementaux pour la durabilité, par le biais de liens avec d'autres sources de financement telles que les fonds pour les moyens de subsistance des jeunes et les initiatives de micro-crédit parrainées par le gouvernement.

7.3 Eventuelle coordination avec la représentation diplomatique belge

Mali : VSF-B est membre actif et participe aux rencontres du sous-groupe PTF élevage et pêche, qui est un cadre regroupant les acteurs intervenant dans le sous-secteur de l'élevage, y compris ENABEL, et dont la présidence est assurée par l'ambassade de Belgique. Il s'agira pour VSF-B de présenter à ce cadre mais aussi lors des dialogues stratégiques organisés par l'ambassade, les leçons apprises et les expériences acquises de l'intervention à travers des communications régulières sur sa mise en œuvre. Par ailleurs, VSF-B a bénéficié d'un subside de la part d'ENABEL, pour développer la veille pastorale au profit des pasteurs et agropasteurs dans la région de Mopti, qui sera réalisée en coordination avec la présente action. L'action sera également en synergie avec le programme 'pastoralisme et résilience', financé par ENABEL et exécuté par la FAO en coopération déléguée dans les régions Nord, afin de bénéficier des expériences et des leçons apprises pouvant être mises à l'échelle dans le cadre de cette intervention.

Burkina Faso : Une synergie d'action (informationnelle, opérationnelle et managériale) sera développée avec ENABEL dans le cadre de son intervention avec le programme « Entrepreneuriat », également mise en œuvre dans la région du Centre-est. Les différentes approches et bonnes pratiques du présent projet seront également partagées avec les autres ACNG Belge et l'ambassade de Belgique au Burkina, en bilatéral ou lors des sessions des CSC et du forum des acteurs belges.

Niger : VSF-B est en contact constant avec l'ambassade de Belgique et avec la représentation d'Enabel au Niger. Le partage d'informations se fait notamment dans le cadre des réunions des acteurs belges, mais également dans le CSC, pour mieux assurer les liens nexus avec les différents programmes. Des échanges ont eu lieu lors de la formulation de ce programme avec l'ambassade et Enabel, ayant donné lieu à une visite conjointe sur le terrain, et qui seront poursuivis pour apporter les adaptations potentielles à la stratégie d'intervention, dans le cadre d'un éventuel changement du contexte sécuritaire et d'une éventuelle intervention d'autres acteurs belges, en lien notamment avec le possible retour des populations déplacées une fois les zones sécurisées.

RD Congo: VSF-B organisera des échanges avec l'ambassade de Belgique et la représentation d'Enabel avant le démarrage de ce programme, et seront continués pendant toute la durée de sa mise en œuvre, afin d'assurer le flux d'information nécessaire. VSF-B est en lien avec la plateforme 11.11.11 de la région des Grands Lacs et au sein du CSC, ce qui permet d'assurer les liens avec les autres ACNG belges dans la zone, toujours dans une optique Nexus.

Ouganda: En Ouganda également, VSF-B prend une part active à l'organisation du CSC avec les autres acteurs belges, y compris Enabel. L'ambassade de Kampala organise également des consultations annuelles avec tous les acteurs humanitaires belges travaillant en Ouganda, auxquelles VSF-B participera également. Les visites de terrain régulières de l'ambassade seront également soutenues, tout comme la recherche de synergie avec le programme de formation d'Enabel dans la région du Karamoja.

7.4 [INT] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

Mali :

Avec les ONG partenaires ayant le même financement DGD-H notamment Oxfam et la CRB/Croix rouge malienne, VSF-B conduit ses activités en parfaite synergie et complémentarités. Sur ce chantier, OXFAM et VSF-B dans le cercle de Djenné se sont répartis les bénéficiaires déplacés. VSF-B a considéré les déplacés

établis dans les sites d'accueil à Diabolo et Djenné, tandis que Oxfam s'est occupé des déplacés en familles d'accueil. Aussi, VSF-B et OXFAM se sont concertés pour la détermination des prix moyens d'achat des caprins dans nos zones d'intervention. L'approche proposée par VSF-B a été approuvée par OXFAM qui en a vu très participative et inclusive. Avec la CRB / Croix malienne, VSF-B a pu réaliser les activités de sensibilisation sur les mesures barrières. CRB/Croix malienne a mobilisé à cet effet son personnel terrain durant cette période pour appuyer dans la réalisation des sensibilisations.

Burkina Faso :

VSF-B a organisé en 11/2021 un atelier de lancement de projet à Ouagadougou dans lequel le Chef de Coopération Belge est intervenu. Une rencontre a par la suite été organisée pour un dialogue bilatéral.

Niger : RAS

RDC : RAS

Une visite du Conseiller Coopération de l'Ambassade de Belgique, basé à Kinshasa a été organisée en 10/2022. Lors de cette mission, un échantillon de toutes les catégories des bénéficiaires a été visité, suivi d'une visite des infrastructures Eau-Hygiène-Assainissement construites ou réhabilités et d'entretiens avec les utilisateurs des installations. Sa visite a continué au centre de santé de Bwepera dans laquelle les PDI sont pris en charge. Des discussions avec le staff médical sur le travail qu'il effectue en faveur des PDI, et avec l'assistant psychosocial d'AFEMA sur les incidents rencontrés et la prise en charge psycho affective.

Ouganda : RAS

7.5 [FIN] En cas de changements ou de problèmes de coordination, veuillez préciser

Mali : RAS

Burkina Faso : RAS

Niger : RAS

RDC : RAS

Ouganda :

En plus des plateformes de coordination mentionnées précédemment, une coordination supplémentaire a été assurée par les Comités de Gestion des Catastrophes des Districts (DDMC) et les réunions inter-agences de Karamoja. Les réunions inter-agences de Karamoja se sont déroulées virtuellement et ont permis d'harmoniser les actions. Les DDMC ont contribué à l'identification des Personnes Extrêmement Vulnérables et à l'harmonisation de la liste des partenaires de mise en œuvre.

8. PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

8.1 Nom et adresse du ou des partenaires de mise en œuvre

8.2 Statut des partenaires de mise en œuvre (par exemple: ONG, autorités locales, etc.) et rôle joué par eux

Pays	Nom	Statut	Adresse	Rôle dans le programme
Mali	GRAT (Groupe de Recherches et d'Applications Techniques)	ONG locale	BP : 2502 Bamako, Siège Djelibougou, Rue 486, Porte 249, grat@afribone.net.ml , isskam@yahoo.fr +223 20 72 25 48	Partenaire de mise en œuvre : assure l'animation de proximité
Burkina Faso	DAKUPA	ONG locale	06 BP 9151 Ouagadougou 06 hamizeba@hotmail.com www.dakupa.org +226 25 48 33 87	Partenaire de mise en œuvre
Niger	Commune de Torodi Commune de Makalondi Service Vétérinaires Privé de Proximité - SVPP	Collectivité Privé	Mairie de Torodi: Maire Tel +227 96 22 83 90 Mairie de Makalondi: Tel +227 96 13 40 89 Tel +227 96 08 52 04, mail hamah21@yahoo.fr	Partenaire de mise en œuvre : structuration, ciblage, coordination, supervision
DR Congo	APDIK	ONG locale	40, avenue de la montagne, Ville de Bukavu, Commune d'Ibando apdikop@yahoo.fr	Développement des actions de prévention/gestion des conflits et le vivre ensemble,

	(Association Paysanne pour le Développement Intégral au Sud Kivu)		+243 997184043	
	AFEMA (Action pour les Femmes et Enfants Marginalisés)	ONG locale	N° 226, Avenue la Presse/ PAGECO, Ville de Bukavu, Commune d'Ibanga afemardc1@gmail.com +243 853468406	Sensibilisation sur les VBG, Questions de protection Soutien psychoaffectif des PDI
Uganda	KDF (Karamoja Development Forum)	ONG locale	Moroto town, Moroto district Email: Karamojadf@gmail.com Tel +256776775775 Website : kdfug.org	Implementation of result 3 and 4 in Moroto and Napak district
	DADO (Dynamic Agropastoralist Development Organisation)	ONG locale	Kaabong town council, Kaabong district Email slomoe@dadoug.org Tel +256772343367 Website: dadoug.org	Implementation of result 3 and 4 in Kaabong district

8.3 Type de relation avec le ou les partenaires de mise en œuvre et les rapports attendus de la part du partenaire de mise en œuvre

Les partenaires de mise en œuvre sont bien connues par VSF-B du fait qu'ils sont partenaire actuel dans d'autres programmes ou l'ont été dans le passé. Dans l'approche de VSF-B nous visons à construire des partenariats durables base sur un respect et responsabilisation réciproque et en investissant dans le renforcement des capacités du partenaire. Nous réalisons des screening au début de chaque partenariat, et chaque partenariat fait l'objet d'un convention globale (*Memorandum of Understanding*) qui définit les objectifs et les intentions de la collaboration sur le long terme, ainsi qu'un Convention Spécifique pour la mise en œuvre d'un projet/programme, qui définit les modalités de gestion de l'action, le plan d'action, et le budget. Le transfert des fonds vers le partenaire est fait sur base du plan d'action, du plan de liquidités et les reportages narratifs et financiers trimestriels ou semestriels.

8.4 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

Mali :

RAS. Les relations avec l'ONG partenaire GRAT sont bonnes et permettent une mise en œuvre adéquate du projet.

Burkina Faso :

RAS. Les relations avec l'ONG partenaire DAKUPA sont bonnes et permettent une mise en œuvre adéquate du projet.

Niger :

Au Niger, VSF-B met en œuvre le projet directement.

RDC :

RAS. Les relations avec les ONGs partenaires AFEMA et APDIK sont bonnes et permettent une mise en œuvre adéquate du projet.

Ouganda :

RAS. Les relations avec les ONGs partenaires KDF et DADO sont bonnes et permettent une mise en œuvre adéquate du projet.

8.5 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

Mali :

RAS. Les relations avec l'ONG partenaire GRAT ont été bonnes et ont permis une mise en œuvre adéquate du projet.

Burkina Faso :

RAS. Les relations avec l'ONG partenaire DAKUPA ont été bonnes et ont permis une mise en œuvre adéquate du projet.

Niger :

Au Niger, VSF-B met en œuvre le projet directement.

RDC :

Les partenaires AFEMA et APDIK ont été largement bien accueillis par la communauté, ce qui a grandement contribué à la réussite de la mise en œuvre du programme et à l'obtention de résultats satisfaisants. Cette forte acceptation de la part de la communauté a eu un impact positif sur plusieurs aspects du projet. Cette acceptation de la communauté a favorisé un meilleur engagement des bénéficiaires dans les activités du programme. Les membres de la communauté étaient plus disposés à participer activement aux initiatives proposées, ce qui a renforcé l'efficacité des interventions.

Ouganda :

RAS. Les relations avec les ONGs partenaires KDF et DADO ont été bonnes et ont permis une mise en œuvre adéquate du projet.

9. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION, DE VISIBILITÉ ET D'INFORMATION

9.1 Activités de communication programmées

Pour VSF-B, il est indispensable d'informer au maximum sur l'existence et le déroulé de ses interventions. C'est pourquoi des ateliers de démarrage seront organisés dans chaque pays pour lancer officiellement les activités et s'assurer de la bonne compréhension des objectifs, modalités de mise en œuvre (en particulier les méthodes de sélection des bénéficiaires) et calendrier de l'action par tous les acteurs du projet : bénéficiaires, autorités locales, services techniques déconcentrés, partenaires etc. De telles séances pourront être organisées à nouveau, suivant les besoins et les réalités de chaque pays, aux différents moments clés du projet : sélection des bénéficiaires, activités de suivi/évaluation, visites des autorités locales et/ou du bailleur, clôture du projet etc. VSF-B utilisera également les différents foras de coordination mentionnée plus haut (cluster etc.) pour communiquer sur les points majeurs du projet et s'assurer de la bonne circulation de l'information. VSF-B prendra également part aux différents ateliers, conférences et autres enquêtes organisés par les tiers pendant l'action.

Il est également essentiel pour VSF-B de rendre des comptes à ses bénéficiaires, bailleurs, partenaires et au public sur les activités mises en œuvre. C'est pourquoi une des tâches principales du département de communication de VSF-B est de les informer en toute transparence sur les projets et le travail effectué. A cet égard et pour renforcer sa visibilité et celle des bailleurs, VSF-B s'engage régulièrement dans des activités de communication en Belgique et dans les pays où se déroulent ses projets. Ces activités peuvent inclure, par exemple, la production de brochures, de rapports annuels et d'expositions de photos, des activités de sensibilisation pour des publics cibles tels que les étudiants, ainsi que des collaborations avec des photographes et des cinéastes professionnels, afin d'obtenir du matériel d'information de haute qualité (photographies, vidéos, témoignages de bénéficiaires et de personnel,...) pour documenter les résultats qui ont pu être atteints avec l'aide de nos bailleurs.

9.2 Visibilité sur les équipements durables, les fournitures principales, ainsi que sur le lieu du projet

Dans le cadre de l'action proposée, il est notamment prévu un affichage informatif dans les zones d'intervention (panneaux, tee shirts pour les équipes etc.) ainsi que la publication de documents techniques et d'information sur les thématiques spécifiques. VSF-B informera également le grand public en Belgique via son site internet, son rapport annuel et dans ses différentes publications médiatiques et dans les réseaux sociaux. Ces différents matériels d'information permettront de mettre en évidence l'aide fournie par la coopération belge et pourra être utilisé ultérieurement par ce dernier. Cependant, les activités de visibilité prévues au niveau des pays d'intervention pourront être revues en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire de chaque zone, afin d'éviter la mise en danger des bénéficiaires, des équipes ou de toute autre partie prenante à l'action.

9.3 Activités de publication prévues

- Documents de capitalisation sur les leçons apprises de l'action
- Rapports du projet
- Publication globale sur les expériences capitalisées du programme
- Publications de certaines activités sur la page Facebook et site internet de VSF-B

- Publication de la synthèse du projet dans les rapports annuels de VSF-B

9.4 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

La visibilité de la Belgique a été assurée dans chacun des pays dans la mise en œuvre des activités. Différentes publications ont permis d'assurer la visibilité du projet et de la Coopération Belge. Nous pouvons notamment mentionner :

1. Article site web :

FR : <https://veterinaressansfrontieres.be/actualites/veterinaires-sans-frontieres-renoue-avec-lhumanitaire/>

NL : <https://dierenartsenzondergrenzen.be/nieuwsberichten/dierenartsen-zonder-grenzen-drijft-de-noodhulp-weer-op/>

EN : <https://vsf-belgium.org/news/veterinaires-sans-frontieres-belgium-reconnecting-with-humanitarian-aid/>

2. Newsletter : l'article a été relayé dans notre newsletter de décembre 2021 :

FR : <https://createsend.com/ti-C5FFBA364347E5A72540EF23F30FEDED> - 2723 destinataires

NL : <https://createsend.com/ti-459307CEDB4EC3B22540EF23F30FEDED> - 2013 destinataires

3. Article dans notre rapport d'activités 2021 (pages 4 & 5) : publié en Français, Néerlandais et Anglais.

4. Facebook : Publications du 16 novembre et du 2 décembre 2021.



9.5 [FIN] Rapport sur les activités pertinentes

1. Articles site web :

- Déplacés Burkina – décembre 2022 :

FR : <https://veterinaressansfrontieres.be/actualites/le-calvaire-des-eleveurs-deplaces-par-la-violence-au-burkina-faso/>

NL : <https://dierenartsenzondergrenzen.be/nieuwsberichten/de-lijdensweg-van-ontheemde-veehouders-wegens-het-geweld-in-burkina-faso/>

EN : <https://vsf-belgium.org/news/the-plight-of-pastoralists-displaced-by-violence-in-burkina-faso/>

- Situation Karamoja – février 2023 :

FR : <https://veterinaressansfrontieres.be/actualites/les-dimensions-cachees-du-conflit-au-karamoja/>

NL : <https://dierenartsenzondergrenzen.be/nieuwsberichten/verborgen-dimensies-van-het-conflct-in-karamoja/>

EN : <https://vsf-belgium.org/news/hidden-dimensions-of-the-conflict-in-karamoja/>

- Déplacés Sud-Kivu – octobre 2023 :

FR : <https://veterinaressansfrontieres.be/actualites/soutenir-les-populations-deplacees-notre-mission-au-sud-kivu/>

NL : <https://dierenartsenzondergrenzen.be/nieuwsberichten/ontheemde-mensen-ondersteunen-dat-is-onze-missie-in-zuid-kivu/>

EN : <https://vsf-belgium.org/news/supporting-displaced-populations-our-mission-in-south-kivu/>

- Mention dans rétrospective 2023 : visite activités Ouganda mars + fin du Programme en octobre :
FR : <https://veterinairensansfrontieres.be/actualites/retrospective-de-lannee-2023/>
NL : <https://dierenartsenzondergrenzen.be/nieuwsberichten/terugblik-op-2023/>
EN : <https://vsf-belgium.org/news/a-look-back-at-2023/>

2. Newsletters

- Article sur le Karamoja partagé dans la newsletter de mars 2023 :
FR : <https://dierenartsenzondergrenzenbe.createsend1.com/t/i-e-qkddid-l-u/>
NL : <https://dierenartsenzondergrenzenbe.createsend1.com/t/i-e-qkkan-l-u/>
- Article sur le Sud-Kivu et la rétrospective partagés dans la newsletter de décembre 2023 :
FR : <https://dierenartsenzondergrenzenbe.createsend1.com/t/i-e-adlnud-l-v/>
NL : <https://dierenartsenzondergrenzenbe.createsend1.com/t/i-e-aihuyl-l-f/>

3. Article dans notre rapport d'activités 2022 (p 11 : Mali)

Version FR : <https://veterinairensansfrontieres.be/wp-content/uploads/2023/07/Rapport-dactivites-2022.pdf>

Version NL : <https://veterinairensansfrontieres.be/wp-content/uploads/2023/07/Activiteitenverslag-2022.pdf>

Version EN : <https://veterinairensansfrontieres.be/wp-content/uploads/2023/07/Activity-report-2022.pdf>

Un article en cours de rédaction pour le rapport d'activités 2023 (Ouganda et RDC), à paraître mi-2024.

4. Réseaux sociaux : Différentes publications d'articles et de photos des réalisations du Programme



Facebook 20/02/23



Facebook 31/05/23



LinkedIn 10/09/23

Vétérinaires Sans Frontières
Publié par Leen Rousseau · 24 octobre 2023 ·

Depuis avril 2021, la localité de Bwegera, au Sud-Kivu, accueille des familles déplacées venant des hauts et moyens plateaux du territoire d'Uvira. Les conflits interethniques y sont si violents que de nombreux habitants sont forcés de quitter leur foyer, laissant tout derrière eux.

« Ils ont brûlé nos maisons, c'est pour cela qu'on a fui. J'étais enceinte et j'ai accouché de mon dernier enfant sur la route. J'avais seulement pris un pagnes, et c'est avec ça que j'ai couvert mon bébé lors de l'accouchement », raconte Florence Nyabigondo Nyamajana, 40 ans, originaire de Bijombo sur les hauts plateaux d'Uvira.

Face à la grande détresse de la population, nous menons des opérations humanitaires dans le Sud-Kivu depuis octobre 2021. Nous apportons ainsi une assistance aux populations déplacées et à leurs hôtes.

Lire l'article sur notre site web: <https://tinyurl.com/3p9f6s22>

Arlette Bashizi

#VSF #DR Congo #healthypeople #conflict #humanitarian



Voir les statistiques

Booster une publication

19

1 commentaire 1 partage

J'aime Commenter Partager

Tor Fanuel Mahama
Vos aides humanitaires sont les bienvenus
13 sem J'aime Répondre Masquer

Écrivez un commentaire...

Facebook 24/10/2023

Vétérinaires Sans Frontières - Dierenartsen Zonder Grenzen
3,114 followers

Since April 2021, the village of Bwegera in South Kivu has been hosting displaced families from the highlands and uplands of Uvira territory. The inter-ethnic conflicts there are so violent that many residents have been forced to flee their homes, leaving everything behind.

"They burned our homes. That's why we fled. I was pregnant and gave birth to my youngest child on the journey. All I had with me was a loincloth, which is what I used to cover my baby after the birth", recalls Florence Nyabigondo Nyamajana, aged 40, who is originally from Bijombo in the highlands of Uvira.

Faced with the great distress of the population, we have undertaken humanitarian operations in South Kivu since October 2021. We are offering assistance to displaced population and their hosts.

Read the article on our website: <https://lnkd.in/e4wMYKmm>

#VSF #DR Congo #healthypeople #conflict #humanitarian



Supporting displaced populations: our mission in South Kivu - Vétérinaires Sans Frontières Belgium asbl
vsf-belgium.org · 6 min read

Julia Bultion and 18 others

Like Comment Repost

LinkedIn 24/10/23

Vétérinaires Sans Frontières - Dierenartsen Zonder Grenzen
3,114 followers

Tonight, veterinary students in Antwerp receive an introduction to our organisation and the work we do. Colleague **Anthony Denayer** will take the students to Karamoja, in north-eastern Uganda, through a photo report and film footage.

UAntwerp Faculty of Pharmaceutical, Biomedical and Veterinar...
3,887 followers

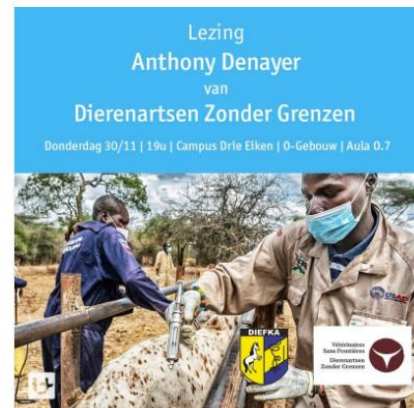
Dierenartsen Zonder Grenzen helpt veehouders in negen Afrikaanse landen. Samen met de lokale bevolking ontwikkelt ze er diergezondheidszorg en ondersteunt agro-ecologische veehouderij. **Anthony Denayer** komt vandaag vertellen over de verschillende projecten die Dierenartsen Zonder Grenzen heeft lopen in Oeganda. Van het vaccineren en verzorgen van de kuddes, tot het ondersteunen van familiale veehouders.

Benieuwd? Kom dan zeker naar de DIFKA-lezing!

Donderdag 30/11/23 | 19u | Campus Drie Eiken | O-Gebouw | Aula 0.7

Vétérinaires Sans Frontières - Dierenartsen Zonder Grenzen Belgium
DIFKA #Diergezondheidszorg #BepaalMeDeToekomst

See translation



Anthony Denayer and 22 others

Like Comment Repost

LinkedIn 30/11/2023

5. Activités humanitaires en Ouganda abordées dans le cadre des sensibilisations auprès des étudiants du supérieur en Flandre, notamment le 30/11/2023

6. Presse : Article dans le Guardian :

<https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/17/death-can-find-you-danger-working-in-most-volatile-region-uganda>

10. RESSOURCES HUMAINES

10.1 Veuillez indiquer les chiffres globaux par fonction et par statut

Mali

Chef / Gestionnaire de projet	Local - VSF	Assure la coordination de la mise en œuvre du projet sur le terrain. Est également responsable de la gestion du budget et du rapportage. Assure la gestion des relations entre VSF et ses partenaires sur le terrain. Veille au respect des principes humanitaires dans la mise en œuvre du projet.
Assistant Technique Santé Animale	Local - VSF	Soutien technique à l'équipe sur les activités en lien avec la santé animale et veille à l'assurance qualité de ces activités.
Comptable Projet	Local - VSF	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier
Assistant Admin	Local - VSF	Gestion des achats, coordination logistiques et administrative et appui au comptable projet
Directeur Pays	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du Programme et gère les relations partenariales avec le Bailleur et les autres partenaires de VSF.
Responsable Administratif et Financier	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du système comptable du projet et aux respect des exigences du Bailleur. Coaching du personnel d'appui.
Chauffeur	Local - VSF	Conduite et entretien du véhicule. Déplacement des équipes
Assistant au GP	Local - Partners	Relais du gestionnaire de projet sur le terrain.

Animateurs	Local - Partners	Assurent la mobilisation communautaire, l'information, la sensibilisation et la formation des bénéficiaires
Gardiens	Local - Partners	Assurent la sécurité des bureaux.
Chef de Base Mopti	Local - Partners	Soutien à l'équipe terrain et renforcement des capacités des animateurs.
Comptable	Local - Partners	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier

Burkina

Chef / Gestionnaire de projet	Local - VSF	Assure la coordination de la mise en œuvre du projet sur le terrain. Est également responsable de la gestion du budget et du rapportage. Assure la gestion des relations entre VSF et ses partenaires sur le terrain. Veille au respect des principes humanitaires dans la mise en œuvre du projet.
Chargé de Programme	Local - VSF	Supervise la mise en œuvre du projet et veille à l'assurance qualité.
Assistant Technique Santé Animale	Local - VSF	Soutien technique à l'équipe sur les activités en lien avec la santé animale et veille à l'assurance qualité de ces activités.
Comptable Projet	Local - VSF	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier
Assistant Logistique	Local - VSF	Support pour la gestion logistique du projet
Administrateur Ressource Humaine	Local - VSF	Apporte son appui dans la gestion des ressources humaine du projet
Directeur Pays	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du Programme et gère les relations partenariales avec le Bailleur et les autres partenaires de VSF.
Responsable Administratif et Financier	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du système comptable du projet et aux respect des exigences du Bailleur. Coaching du personnel d'appui.
Animateurs	Local - Partners	Assurent la mobilisation communautaire, l'information, la sensibilisation et la formation des bénéficiaires
Secrétaire	Local - Partners	En charge de la gestion administrative quotidienne du bureau pays.

Niger

Assistant programme humanitaire		Assure la coordination du programme et participe aux réunions du cluster et autres cadres de concertation des humanitaires. Organisation des activités terrain, mobilisation des expertises et responsable du rapportage technique. Veille au respect des principes humanitaires dans la mise en œuvre du projet.
Superviseur terrain	Local - VSF	Relais de l'assistant programme humanitaire dans la zone d'intervention.
Assistant Technique Santé Animale	Local - VSF	Soutien technique à l'équipe sur les activités en lien avec la santé animale et veille à l'assurance qualité de ces activités.
Assistant technique suivi Evaluation	Local - VSF	En charge du suivi des activités du programme : planification des activités, rapportage technique, suivi des indicateurs, organisation des missions de suivi et évaluation sur le terrain etc.
Comptable Projet	Local - VSF	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier
Assistant Logistique	Local - VSF	Support pour la gestion logistique du projet (y compris procurement, gestion des stocks etc.)
Directeur Pays	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du Programme et gère les relations partenariales avec le Bailleur et les autres partenaires de VSF.
Responsable Administratif et Financier	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du système comptable du projet et aux respect des exigences du Bailleur. Coaching du personnel d'appui.
Chauffeur	Local - VSF	Conduite et entretien du véhicule. Déplacement des équipes
Secrétaire	Local - VSF	En charge de la gestion administrative quotidienne du bureau pays.
Agent de liaison	Local - VSF	Assure la coordination entre les différents bureaux locaux et le bureau pays.
Gardien	Local - VSF	Assure la sécurité des bureaux.

RDC

Assistant programme humanitaire	Local - VSF	Assure la coordination du programme et participe aux réunions du cluster et autres cadres de concertation des humanitaires. Organisation des activités terrain, mobilisation des expertises et responsable du rapportage technique. Veille au respect des principes humanitaires dans la mise en œuvre du projet.
---------------------------------	-------------	---

Assistant technique suivi Evaluation	Local - VSF	En charge du suivi des activités du programme : planification des activités, rapportage technique, suivi des indicateurs, organisation des missions de suivi et évaluation sur le terrain etc.
Comptable Projet	Local - VSF	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier
Responsable Administratif et Financier	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du système comptable du projet et aux respect des exigences du Bailleur. Coaching du personnel d'appui.
Chauffeur	Local - VSF	Conduite et entretien du véhicule. Déplacement des équipes
Directeur pays	Expat - VSF	Veille à l'assurance qualité du Programme et gère les relations partenariales avec le Bailleur et les autres partenaires de VSF.
Superviseurs terrain	Local - Partners	Assurent la mise en œuvre des activités sur le terrain, notamment l'animation des bénéficiaires et le monitoring de protection.

Ouganda

Community development assistant VSF 100%	Local - VSF	Assure la mobilisation communautaire et les relations avec les bénéficiaires. Assure la qualité des activités de cohésion sociale.
Assistant technique suivi Evaluation	Local - VSF	En charge du suivi des activités du programme : planification des activités, rapportage technique, suivi des indicateurs, organisation des missions de suivi et évaluation sur le terrain etc.
Assistant Logistique	Local - VSF	Support pour la gestion logistique du projet (y compris procurement, gestion des stocks etc.)
Responsable Administratif et Financier	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du système comptable du projet et aux respect des exigences du Bailleur. Coaching du personnel d'appui.
Directeur Pays	Local - VSF	Veille à l'assurance qualité du Programme et gère les relations partenariales avec le Bailleur et les autres partenaires de VSF.
Project officer peace building, human rights and governance	Local - Partners	En charge des activités de cohésion sociale et de prévention des conflits
Comptable	Local - Partners	Assure la gestion de la compatibilité du projet et participe à la préparation du rapportage financier

Support technique BRGL	Local / Expat - VSF	Veillent à l'assurance qualité technique du projet, au respect des règles bailleur et des procédures VSF.
Support technique CAFO	Local / Expat - VSF	Veillent à l'assurance qualité technique du projet, au respect des règles bailleur et des procédures VSF.
Support technique Siège	Expat - VSF	Veillent à l'assurance qualité technique du projet, au respect des règles bailleur et des procédures VSF.

10.2 [INT] En cas de changements, veuillez préciser

Mali :	RAS
Burkina Faso :	RAS
Niger :	RAS
RDC :	RAS
Ouganda :	RAS

10.3 [FIN] En cas de changements, veuillez préciser

Mali :	RAS
Burkina Faso :	RAS
Niger :	RAS
RDC :	RAS
Ouganda :	RAS

11. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

11.1 Nom et titre du représentant légal signant la convention

Marc Joolen, Directeur Général

11.2 Nom, numéro de téléphone, adresse e-mail et titre de la personne chargée de la gestion administrative du dossier

Julia Butillon

Institutional Partnership Coordinator

j.butillon@vsf-belgium.org

0032 2 240 49 53

11.3 Nom, numéro de téléphone et de fax et adresse e-mail du représentant dans la zone d'intervention

Pays	Prénom, Nom	N° de téléphone	Adresse e-mail
Siège	Julia Butillon	+32 2 240 49 53	j.butillon@vsf-belgium.org
Burkina Faso	Hamado Ouedraogo	+226 66 01 84 28	h.ouedraogo@vsf-belgium.org
Mali	Brahima Goita	+223 71 33 21 34	b.goita@vsf-belgium.org
Niger	Issaka Dan Dano	+227 20 72 52 01	i.dandano@vsf-belgium.org
R.D. Congo	Issa Ilou	+243 99 83 84 56 8	i.ilou@vsf-belgium.org
Ouganda	Emmanuel Emaruk	+256 782 970 592	e.emmaruk@vsf-belgium.org

11.4 Compte bancaire

Nom de la banque: ING Belgique SA

Adresse de l'agence: Avenue Marnix 24, 1st Floor, 1000 Bruxelles

Désignation précise du titulaire du compte: Vétérinaires Sans Frontières –Belgique ASBL

Numéro de compte complet (y compris code(s) bancaire(s)): BE37 3630 8778 3828

Code IBAN: BE37 3630 8778 3828

Code SWIFT: BBRUBEBB

=====